

Forum

Blurred lines

Le Forum de la Grande-Duchesse a précipité une réforme de la monarchie qui a épargné « sa » fondation. La publication de ses comptes permet de les solder

Raus aus der Gewalt

Das Gleichstellungsministerium will die Arbeit mit Tätern häuslicher Gewalt verstärken. Aber wie wirksam sind die Programme?

Die vielen Unbekannten

Während die Regierung mit ihrer Impfstrategie ringt, nehmen die Corona-Infektionen wieder zu

Le resto pleure, l'épicier rit

Sans perspective précise de réouverture, les restaurants continuent à se battre pour subsister. Diverses initiatives voient le jour pour travailler « quand même »

Wie die Jungfrau zum Kind

Paulette Lenert gehört zu den Gewinnern der Coronakrise. Innerhalb nur eines Jahres ist sie von der grauen Maus zum strahlenden Politstar der LSAP aufgestiegen

Photo : Sven Becker



Blurred lines

Pierre Sorlut

Action-réaction Dans un entretien publié sur *paperjam.lu* mardi, le président de l'administration des biens royaux, Norbert Becker vante l'intérêt de la Fondation du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse dont il vient de rejoindre le conseil d'administration. L'interview a été réalisée la semaine dernière, avant même que l'information sur sa nomination ne paraisse au registre des bénéficiaires effectifs ou à celui du commerce (aucune communication n'a été entreprise de manière institutionnelle). L'homme d'affaires à succès (auditeur Ernst & Young, fiscaliste Atoz, la banque en ligne Paypal, la banque privée CBP) a remplacé Albert Wildgen à l'administration des biens en juin, mais il n'occupe les fonctions d'administrateur de la fondation que depuis le 18 janvier. Il se livre néanmoins déjà à un éloge sur le règne « sans faute » de Henri et Maria Teresa, comme pour mieux s'exonérer du soupçon lié à son affiliation au parti du Premier ministre d'espionner les affaires du couple royal.

Norbert Becker rend hommage à l'engagement de Maria Teresa depuis son mariage avec le prince Hen-

En 2019, le résultat de la fondation grand-ducale bascule dans le rouge, la faute à un Forum pas pris en compte initialement dans l'objet social

ri en 1981 sur les aspects sociaux et humanitaires, notamment via la fondation née alors et dont elle assure la présidence. « Elle est la cheville ouvrière, le vrai moteur des initiatives prises par la Fondation. On pourrait résulter (sic) en disant que la Grande-Duchesse lance les choses puis Monsieur Majerus (prénomné Philippe, directeur, ndlr.) prend la balle au vol », explique l'homme d'affaires dans une formule ambiguë, mais lourde de sens. Puis vient l'appel aux dons « à tous ceux qui sont sensibles aux réalités des plus vulnérables pour nous aider ». « Nous sommes l'office social des cas désespérés » au Grand-Duché, explique Norbert Becker. Le représentant de la fondation la dit « de plus en plus confrontée à des gens qui passent à travers tous les filets sociaux de sécurité mis en place. Nous nous préparons à des cas graves de désespérance humaine et nous réfléchissons à la manière dont nous pourrions aider avec nos moyens qui ne sont pas illimités. » « Chaque euro compte », conclut-il, à propos.

La Fondation grand-ducale a publié ses comptes pour 2019 la veille de la publication de ladite

interview. Un trou s'y est creusé cette année-là. C'est celle de l'événement-phare porté par l'épouse du chef de l'État : le forum Stand Speak Rise Up ! dédié à la lutte contre le viol comme arme de guerre et ayant pour vocation de soutenir ses victimes, « les survivantes ». Il a été organisé les 26 et 27 mars au centre de conférences européen au Kirchberg. Norbert Becker souligne son succès. 1 500 participants. L'intervention de quatre prix Nobel de la paix (nous en comptons trois). « De mon point de vue, ce Forum a aussi montré un autre visage du Luxembourg, et a mieux situé notre pays sur la carte du monde dans un autre contexte que celui de l'économie. » D'un point de vue médiatique, la pêche est maigrelette. Une recherche entre le 1^{er} mars et le 14 avril sur la revue de presse internationale du gouvernement avec pour mots clés « Maria Teresa » ou « Denis Mukwege » (ambassadeur de marque et prix Nobel associé à la Grande-Duchesse pour la sensibilisation à la problématique) signale trois articles en rapport avec la conférence. Deux du *Monde* et un du *New York Times*.

Ils sont écrits par deux journalistes basées à Paris où la Grande-Duchesse a ses appartements et un réseau bien établi. La direction de la fondation produit au *Land* d'autres coupures de presse qui ne sont pas sur le radar du SIP : *Point de Vue*, *Paris Match*, *HuffPost*, *Grazia* ou *Telegraaf*. Le plateau d'invités rassemblé à grands frais a fini d'assurer la notoriété de la Grande-Duchesse dans le milieu des organisations non-gouvernementales.

Comptes liés En 2019, le résultat de la fondation bascule dans le rouge, à -460 000 euros. En 2018, il s'établissait à 9 000 euros. La fondation bénéficie encore d'1,5 million d'euros de titres et d'avoirs en banque et sa continuité n'est pas mise en péril, a priori, mais la publication du rapport ne lève pas toutes les interrogations. La première est l'absence du cachet de l'auditeur indépendant KPMG dont Philippe Majerus avait targué l'existence dans un droit de réponse au *Tageblatt* en décembre 2019, pour rassurer sur la conformité de l'enregistrement comptable. Le quotidien eschois s'interrogeait sur la difficile dissociation entre affaires publiques et privées, car la fondation est liée personnellement au couple grand-ducal (et aux héritiers). Interrogé sur cet aspect, le directeur produit ledit document. Les comptes sont donc conformes. Mais il a fallu passer par des adaptations. Le creusement du déficit tient au financement du Forum. Pour se donner un ordre d'idée de l'ampleur de l'événement, selon les comptes prévisionnels 2019 publiés dans le rapport 2018 (le signe d'une certaine transparence), quand 156 000 euros devaient être affectés à des causes au Luxembourg, 259 000 euros à l'international. 1,3 million d'euros se destinaient à ce seul événement. Ce sera finalement 1,4. Le poste budgétaire « Forum » pèse entre deux et trois fois plus que l'ensemble des autres engagements sociaux. Pour le financer, la fondation a recours à un apport en capital propre « couvert par les objets sociaux de la Fondation ». En novembre 2019, six mois après l'événement, les nouveaux statuts permettent « d'engager toute action, de quelque nature qu'elle soit, susceptible de thématiser le sort des populations vulnérables et de prendre toutes les initiatives jugées opportunes pour leur venir en aide. »

L'enjeu de la régularisation est de taille. Les dons accordés à la fondation, privée mais reconnue d'utilité publique, sont déductibles. Interrogé sur un éventuel débat quant à la possibilité d'élargir *ex post* l'objet social, le ministère de la Justice dit ne pas en avoir eu connaissance. Des dons accumulés depuis 1981 et la naissance de la fondation (alors appelée « du prince Henri et de la princesse Maria Teresa », qui se mariaient alors) ont donc pu abonder le financement de l'événement. Mais aussi l'association Stand Speak Rise Up (SSRU) née en avril 2019 et vouée à perpétuer l'action née avec le Forum (mais quelque peu en sommeil à cause de la crise). Dans le rapport annuel 2019 de l'asbl, on apprend qu'elle bénéficie de 30 000 euros de dotation en provenance de la Fondation et que 48 500 euros de dons ont été « versés sur le compte d'une partie tierce » (la fondation). Les charges, qui s'élèvent à 18 618 euros, ont aussi été payées par cette même partie tierce. Le ministère de la Justice confirme au *Land* que ladite association ne bénéficie pas du statut d'utilité publique, mais Philippe Majerus assure d'un Memorandum of Understanding assure dûment les passerelles, notamment pour la dotation annuelle, entre les deux entités. L'association postulera en temps voulu au statut d'utilité publique et « il ne s'agit pas d'un montage », explique le directeur de la fondation ce jeudi, pour parasiter la fondation d'utilité publique. On doit le croire sur parole. Le MoU est gardé secret. On relève en outre que le Luxembourg City Tourist Office et la fondation ont signé en juin un contrat octroyant sous forme de don aux initiatives du mouvement Stand Speak Rise Up tous les revenus des visites au palais grand-ducal (38 734,38 euros), lieu public où travaille le chef de l'État. Les mouvements de fonds perdurent donc. Mais maintenant, l'association a un compte.

Payés par l'État Dans son rapport annuel publié cette semaine, la fondation explique en outre que les « dépenses exceptionnelles » liées au Forum SSRU ont surtout été couvertes par une « levée



Le couple grand-ducal lors de la fête nationale 2018



La Grande-Duchesse en visite sur le terrain pour la Croix-Rouge luxembourgeoise, qu'elle préside

Le Forum de la Grande-Duchesse a précipité une réforme de la monarchie qui a épargné « sa » fondation.
La publication de ses comptes permet de les solder

de fonds particulièrement importante ». Selon les informations rassemblées par le *Land*, une partie significative des ressources humaines de la Cour ont été dédiées à la recherche de sponsoring. Dans le cadre de ses vœux au personnel en 2019, le Grand-Duc a invité tout le staff à se mettre au service du projet de la Grande-Duchesse. Le bureau des aides de camp a été complètement mobilisé, des ressources payées par l'argent du contribuable. Le personnel de la fondation se limite à 1,67 équivalent temps plein. Philippe Majerus évoque le recrutement d'un CDD pour l'occasion... en sus des multiples prestataires externes associés à l'événement (Kite, Accentaigu, etc.). Les émissaires de la Cour ont été envoyés à gauche à droite pour récolter des fonds. Les 400 000 euros octroyés par le ministère des Affaires étrangères devaient être complétés (espérait-on à Colmar Berg) par un subside de l'Œuvre Grande-Duchesse Charlotte, mais celle-ci, présidée par l'ancien maréchal Pierre Bley, a décliné sous prétexte que l'organisation de l'événement (pour lequel on demandait de 300 à 600 000 euros de contribution) ne rentrerait pas dans son périmètre, exclusivement local. Des petits déjeuners avec la Grande-Duchesse ont été organisés au Palais. Banquiers, assureurs, avocats ou industriels ont été invités quelques semaines à peine avant l'événement. Une source sur la place financière parle de malaise. « Des demandes de *sponsorship* (formulées en direct) qu'on ne peut pas refuser »... avec des tickets faramineux. Initialement 25 000, 50 000 ou 100 000 euros pour une inscription de l'entreprise sur les communications de l'événement et différents accès selon la hauteur de la contribution. Un témoin parle de « croissant en or », un autre indique que cela dépasse son budget « communication ». La fondation Engie (dont la conseillère parisienne de la Grande-Duchesse, Chekeba Hachemi est administratrice) apporte 100 000 euros. La BEI ou Bank of China contribuent pour 50 000 euros. ING 10 000. etc. Ce sponsoring, précise Philippe Majerus, n'est pas déductible.

Paix des braves Dans son interview à *Paperjam.lu*, Norbert Becker soutient que « la Fondation est une institution totalement indépendante, qui ne reçoit pas de soutien de la part de l'État, sauf pour des projets bien spécifiques et suite à une demande précise ». Confronté à la mobilisation quasiment générale des ressources de la Cour au premier trimestre 2019 pour le Forum et interrogé sur l'existence (ou non) d'une comptabilité analytique, Norbert Becker répond que « tous les frais ont été documentés par un décompte en bonne et due forme avec des justificatifs. Ces décomptes ont été contrôlés par les services de l'État et l'auditeur externe KPMG », explique l'administrateur de la fondation. Le fraîchement nommé responsable des sous du Grand-Duc règle au passage ses comptes à Jeannot Waringo, qu'il a pourtant assisté en tant que conseiller spécial dans son expertise de la gouvernance de la Cour, rendue au gouvernement voilà un an. L'ancien directeur de l'Inspection générale des Finances y écrit : « Je voudrais insister sur le fait que mes entretiens ne m'ont pas permis de conclure que les activités de la fondation et de l'association sont clairement déconnectées de tout financement par l'État. Cette question devrait toutefois avoir une réponse claire ». Dans l'interview qu'il a sollicitée, un an plus tard, Norbert Becker, ancien responsable de l'auditeur Ernst & young (au niveau mondial !) critique la méthode. « Normalement, dit-il, quand un rapport d'un auditeur ou d'un consultant est mené, cela se fait de manière contradictoire, c'est-à-dire que l'auteur du rapport prépare des

recommandations et les soumet à l'institution qu'il doit réorganiser. Puis, cette institution répond, et le rapport final contient les recommandations du consultant-auditeur et les réponses de l'institution », détaille-t-il. C'est précisément ce qui s'est passé avec la fondation et les ajustements pour que tout rentre dans les clous, notamment l'ajustement a posteriori des statuts. Le consultant joue avec les règles. Dans un pays comme le Luxembourg, il les façonne parfois. La maréchale Yuriko Backes, elle aussi nommée à la Cour sous le gouvernement Bettel et qui parle quasiment quotidiennement à Norbert Becker selon l'intéressé, affirme encore « qu'il n'y a pas de personnel de la Maison du Grand-Duc impliqué dans l'organisation et les activités de la Fondation ». Circulez, y'a rien à voir.

Il y a deux ans, l'activisme de la Grande-Duchesse pour placer en haut de l'agenda politique international la lutte contre le viol comme arme de guerre a irrité la coalition. Son intervention auprès de l'Élysée pour s'associer aux deux prix

Nobel Denis Mukwege et Nadia Murad dans le conseil consultatif qui devait formuler des recommandations pour le G7 (à Biarritz) avait placé le ministère des Affaires étrangères en porte-à-faux vis-à-vis de sa contrepartie française, qui ne savait pas s'il s'agissait d'une initiative étatique. Idem pour sa volonté de participation à un débat sur la thématique en marge de l'Assemblée générale à New York. Mais ce cavalier seul de Maria Teresa est compris comme la goutte d'eau qui a conduit à la nomination de l'auditeur Waringo, prémisse à la réforme de la Cour. Contacté, Jean Asselborn (LSAP) ne se souvient pas, « maintenant que les choses se tassent ». À l'unisson, le gouvernement, ses émissaires à la Cour, Yuriko Backes et Norbert Becker, souhaitent garder la hache de guerre bien enfouie. Auprès de la Grande-Duchesse, on estime d'ailleurs que son action a finalement bien servi la coalition aux yeux du monde, notamment dans le cadre de la candidature du Luxembourg à un siège au Conseil des droits de l'Homme. En sus, après le rapport Waringo et la rationalisation

du financement de la Cour par l'État, la fondation est le dernier levier à la disposition de la Grande-Duchesse, dont le bureau est relayé à un

rang subalterne de l'organigramme de la Maison grand-ducale, pour exercer une action et une utilités sociales. ●

Des intérêts pris dans la tempête

La pandémie et les confinements compliquent la situation financière de la fondation et de l'association liée Stand Speak Rise Up. D'abord, les dons consentis en marge des *garden parties* ne sont pas versés, car lesdits événement sont annulés. Mais Philippe Majerus assure que la majorité des dons intervient lors des anniversaires des membres de la famille ou lors d'événement y liés. Les comptes 2019 de la fondation révèlent dans la partie prévisionnelle un effet bébé avec 57 000 euros collectés pour la naissance du prince Charles (en mai 2020).

Le directeur de la fondation informe même que son intervention sur les ondes de *RTL* en décembre a aussi favorisé les rentrées. La fondation et l'association SSRU indiquent que dans ce contexte d'épidémie de Covid-19, elle « a décidé de réorganiser certains de ses dons, pour en attribuer à des organismes dans le besoin suite à cette épidémie ». Auprès de l'association Femmes en détresse, par exemple, on se réjouit aussi de l'aide apportée par la fondation, laquelle vient compléter l'action des offices sociaux à court de moyens réglementaires. pso



La Grande-Duchesse lors du Forum Stand Speak Rise Up. Philippe Majerus, alors aide de camp, s'affaire

L'activisme de la Grande-Duchesse a irrité le gouvernement en 2019. Maintenant, on veut que ça se tasse

LEITARTIKEL

Rechtferti- gungsdruck

Ines Kurschat

Der von Minderjährigen erstochene 18-Jährige sei die „Spitze vom Eisberg“, hieß es im *RTL*-Journal vergangene Woche. Im anschließenden Beitrag kam Hauptstadt-Bürgermeisterin Lydie Polfer (DP) mit der Aussage zu Wort, die Gewaltbereitschaft steige ständig. Das Gratis-Blatt *L'Essentiel* titelte, angesichts des Mords bestehe Handlungsbedarf. Zwei jugendliche Messerangriffe, davon einer mit tödlichem Ausgang, binnen einer Woche sind für Luxemburg in der Tat außergewöhnlich.

Ein Beweis dafür, dass die Jugendkriminalität oder die Gewaltbereitschaft junger Menschen hierzulande zunimmt, sind sie aber nicht. Die Statistik zu Straftaten in der Hauptstadt, die der grüne Polizeiminister Henri Kox auf eine parlamentarische Anfrage der ADR vorlegte, liefert hierfür keinerlei Hinweise: Wohl wurden 2020 insgesamt mehr Straftaten im Stadtgebiet verübt, die Mehrheit davon waren Drogendelikte. Zum Alter der Tatverdächtigen fehlen jedoch Angaben.

Die alljährliche Polizeistatistik wies für Luxemburg bis 2017 eine stabile Entwicklung bei jugendlichen Straftaten und mutmaßlichen jugendlichen Straftäter/innen aus, seitdem fehlen nach Alter aufgeschlüsselte Daten. Das ist bedauerlich, denn sie sind für eine kontinuierliche Kriminalitätsforschung unabdingbar und überdies wichtige Puzzleteile, um das Phänomen der Jugenddelinquenz zu verstehen, Negativtrends frühzeitig zu erkennen und ihnen zu begegnen.

Bonneweg gilt in der Hauptstadt als Problemviertel: Es liegt in Bahnhofsnähe und ist als Treffpunkt verschiedener sozialer Randgruppen bekannt. In dem Stadtteil sind mehr Streetworker und Sozialarbeiter unterwegs als in anderen Vierteln, obschon sie während der Corona-Pandemie weniger zu sehen sind. Trotzdem gilt Bonneweg als aufstrebendes Viertel und beliebte Adresse für junge Familien, Hipster und andere Yuppies. Die Gentrifizierung lässt sich an den exorbitanten Wohnpreisen ablesen. Rivalisierende, gewaltbereite Jugendbanden gab es dort bisher nicht.

Dass die Corona-Ausgangsbeschränkungen die Jugend zunehmend frustrieren und vielleicht sogar aggressiver machen, mag einleuchtend klingen, aber auch dafür fehlen bisher schlichtweg die Belege. Eher scheinen die zwei Messerattacken Einzelfälle zu sein, wenngleich mindestens einer der Täter polizeilich bekannt war.

Im Ausland geht der Trend bei der Jugendkriminalität in die entgegengesetzte Richtung: Kriminolog/innen stellen fest, dass die heutigen Teenager in der Mehrzahl gesetzestreu sind als frühere Generationen, was damit zusammenhängt, dass sie wegen der Digitalisierung weniger rausgehen, sondern ihr Freizeitverhalten ins Internet verlagern. Dass Jugendliche generell häufiger Straftaten begehen als Erwachsene ist nicht neu und nicht ungewöhnlich: Die Jugend ist die Lebensphase, in der sich junge Menschen testen, sich an Normen reiben und durch erhöhte Risikoverhalten auffallen.

Und sogar wenn es einen Anstieg von Straftaten in der Hauptstadt gäbe, wäre dies nicht sogleich ein Beleg für mehr (Jugend-)Kriminalität, sondern erst einmal nur dafür, dass mehr Taten zur Anzeige gebracht und polizeilich verfolgt würden. Steigende Trends in der Statistik könnten darauf zurückzuführen sein, dass mehr Bürger/innen Taten melden, oder die Polizei, mit mehr Personal ausgestattet, Verbrechen mit größerer Intensität verfolgt. Siehe die häufigen Drogenrazzien am Bahnhof in der letzten Zeit.

In Anbetracht des sonst gern beschworenen Jugendschutzes und der realen Gefahr, eine Altersgruppe, die Jugendlichen, pauschal zu verunglimpfen, sollten sich Politiker/innen hüten, unnötig und vor allem unbegründet Wut und Angst zu schüren. Zumal wenn sie selbst unter Rechtfertigungsdruck stehen, weil sie statt der anhaltenden Drogenproblematik beizukommen, lieber private Sicherheitsfirmen anheuern, die im Ernstfall sowieso nichts tun können. Empörung und Verunsicherung der Bewohner/innen, die sich Sorgen um ihre Kinder und ihre Lebensqualität machen, sind verständlich – ein Beleg dafür, dass ein Stadtteil verwahrlost oder eine ganze Generation verroht ist, sind auch sie nicht.

POLITIK

Bald liberaler

Servior, öffentliche Einrichtung und mit 1 673 Betten der größte Akteur im Alten- und Pflegeheim-bereich, soll Gesellschaften gründen und Beteiligungen an Gesellschaften eingehen dürfen. Dazu reichte Familienministerin Corinne Cahen (DP) am 27. Januar im Parlament einen Gesetzentwurf ein. Laut Motivenbericht arbeitet Servior „schon seit Jahren punktuell mit anderen Partnern zusammen“ und wolle daraus „echte institutionalisierte Partnerschaften“ machen, die auch gewinnorientiert arbeiten könnten. Besondere Hoffnungen setze Servior darin, dass diese Firmen von der Auslagerung von Aktivitäten aus den Spitälern profitieren könnten, über die zurzeit der *Gesondheetsdësch* diskutiert. Wie um Kritiken zuvorzukommen, schreibt die Familienministerin im Motivenbericht, „andere“ *Établissements publics* agierten schon so; was mit Blick auf die *Spuerkeess* vielleicht zutrifft, aber so häufig nicht sei, ist von der Staatsbeamtengewerkschaft CGFP auf Nachfrage zu hören. OGBL und LCGB dürfte interessieren, ob die nach der Gesetzesänderung gebildeten Firmen den parastaatlichen Kollektivverträgen im Pflege- und im Klinikwesen unterliegen werden. Bei einer kürzlich von Servior mit dem Centre hospitalier Emile Mayrisch (Chem) gegründeten Genossenschaft ist das nicht so: Sie vereinigt die Chem-Krankenhausküche (übrigens die letzte von einem Spital noch selber betriebene) mit Servior-Küchen. Nur zur Zeit der Gründung der Genossenschaft in den Küchen Beschäftigte behalten ihr parastaatliches Statut für die Dauer ihres Arbeitsvertrags, neu eingestellt wird außerhalb der Kollektivverträge (Foto: sb). pf

PERSONALIEN

Romain Schneider,



Landwirtschaftsminister (LSAP), musste sich am Montag vom Präsidenten der Landwirtschaftskammer Guy Feyder sagen lassen, er spiele „seine Rolle nicht“. Er hätte der Agrarbranche zu mehr Corona-Hilfen verhelfen und verhindern müssen, dass sie vom Zuschuss zur Abfederung der jüngsten Mindestloohnerhöhung ausgeschlossen wurde, so Feyder in einem *Wort*-Interview. Wie um seinen Kritikern das Gegenteil zu beweisen, präsentiert der Minister heute Nachmittag einen Hilfsplan

Blog

für Schweineproduktionsbetriebe, die wegen Preisverfällen durch die Pandemie in Not geraten sind (Foto: sb). pf

André Bauler,

traditionsbewusster DP-Nordabgeordneter, suggeriert Kulturministerin Sam Tanson (Grüne) in einer parlamentarischen Anfrage, sich dafür einzusetzen, den Lichtmesstag durch die Unesco zum immateriellen Weltkulturerbe erklären zu lassen. Bauler stellt mit Bedauern fest, „datt dës flott Traditioun an de leschte Joren ëmmer méi an de Vergiess gero den ass. D'Kannergruppe ginn ëmmer méi kleng an aus verschiddenen Uertschaften héiert een, dass d'Kanner guer net méi lichte ginn“. pf

PANDEMIE

Viel testen

Das *Large-scale testing* soll um eine dritte Phase bis Mitte Juli verlängert werden. Dafür will die Regierung 64,2 Millionen Euro bereitstellen, ähnlich wie für die aktuelle Phase zwei, die Ende März ausläuft. Wie derzeit sollen wöchentlich bis zu 53 000 PCR-Tests vorgenommen werden, außerdem bis zu 1 000 Tests auf Immunität andeutende Antikörper. Bis 21. Januar wurde ein Drittel der Einladungen zu den Tests genutzt, bilanziert der Motivenbericht zu dem von Gesundheitsministerin Paulette Lenert (LSAP) am Freitag vergangener Woche eingereichten Gesetzentwurf. Die 703 908 in der Zeit entnommenen PCR-Proben hätten 9 211 Infektionen aufgedeckt. Laut von der Taskforce Research Luxembourg angefertigten Modellierungen könne man davon ausgehen, dass ohne die Massentests die Infektionszahlen möglicherweise um 39 Prozent höher wären. Die dazu beim Fachjournal *The Lancet* eingereichte Veröffentlichung hat allerdings noch nicht die wissenschaftliche *peer-review* passiert. pf

Schnell testen



Das Sportministerium stellt den Spitzensportvereinen zur Durchführung ihrer Wettkämpfe 60 000 Covid-Schnelltests zur Verfügung. Wie Minister Dan Kersch (LSAP) am Montag erklärte, wurde davon abgesehen, Durchführung und Logistik einer Firma anzuvertrauen: „Das hätte den Kostenrahmen gesprengt.“ Stattdessen sollen die Vereine die Tests durch ihre Physiotherapeuten oder Krankenpfleger vornehmen lassen, die dazu geschult werden. Da die Tests vor Ort eine Infektion anzeigen, entfalle auch die Analyse durch ein Labor (Foto: sb). pf

Mutationen in der Schule?

Es gebe Anlass, sich ernsthaft zu sorgen, gab Bildungsminister Claude Meisch (DP) am gestrigen Donnerstag angesichts rasant steigender Infektionszahlen in den Schulen zu. Um 64 Prozent sei die Infektionszahl bei den Null- bis 19-Jährigen vergangene Woche im Vergleich zur Vorwoche gestiegen, von 158 auf 260 Fälle. Noch sei das Phänomen der Infektionsketten limitiert, trotzdem habe sich der Trend von der Gesamtbevölkerung entkoppelt, so Meisch, der von einem „anderen Verhalten“ des Virus spricht und sich fragt, ob es sich um neue, schneller streuende Varianten handelt. Es sei merklich schwieriger, die Lage zu kontrollieren, und daher nötig, vorsichtig zu sein; deshalb sollen die Grundschulen und Kompetenzzentren ab nächsten Dienstag auf Distanzunterricht umstellen. Dasselbe gilt für die Musikschulen. Die Maisons relais sollen für die nächsten zwei Wochen (inklusive Faschingsferien) geschlossen bleiben. Bei Premiere-



Schülern und Berufsklassen bleibe es beim Präsenzunterricht, dort soll verstärkt getestet werden. Der Sonderurlaub für Eltern soll in der Zeit wieder gelten. ik

Übersterblichkeit

Aus den Todesfällen im Zusammenhang mit Covid-Infektionen hat das Stateg für 2020 eine Übersterblichkeit von 10,8 Prozent gegenüber 2019 ermittelt. Betrachte man nur den Zeitraum ab Mitte März, betrage sie 13,2 Prozent. Im Vergleich zum Durchschnitt 2018/2019 seien die Todesfälle im November und im Dezember um 39 Prozent erhöht gewesen. Alle Todesursachen zusammengenommen, ergebe sich für 2020 eine Übersterblichkeit von 8,5 Prozent gegenüber 2019. Mit 4 649 Verstorbenen seien so viele gezählt worden wie noch nie seit Mitte des 20. Jahrhunderts. pf

MEDIEN

3-2

Le *Wort* n'est plus le journal du CSV, mais le CSV est-il le parti des journalistes du *Wort* ? En partie, oui. Trois anciens membres de la rédaction du quotidien de Gasperich ont rejoint la fraction chrétien-sociale : l'ancien rédacteur-en-chef adjoint Claude Feyereisen, la journaliste éco Mara Bilo et Laurent Zeimet (en congé politique). Deux autres anciens journalistes du *Wort*, Gilles Siebenaler et Nicolas Anen (Lokales), ont rejoint la rue du Marché-aux-Herbes. Mais chez les socialistes. pso

WOHNUNGSBAU

PAG bleibt umstritten

Während die Mittelschicht von Esch/Alzette sich den in einem Reiseführer gepriesenen „ruppig-herben Charme der Minettsdäpp“ aneignet, stimmt

der Gemeinderat heute zum zweiten Mal über den wegen seiner WG-Feindlichkeit umstrittenen Flächennutzungsplan (PAG) ab. Trotz einiger Verbesserungen gegenüber der ersten Version bemängelt die Bürgerinitiative Save Co-Housing in Esch, dass auch der neue Text gesetzzwidrige Passagen enthalte, die die Entwicklung neuer Wohnformen in der Studentenstadt stark einschränken würden. Der viel kritisierte Begriff des „lien affectif“ als Voraussetzung zur Bildung einer Wohngemeinschaft wurde zwar aus dem PAG entfernt. Doch wurde er durch die Bedingung der „communauté domestique“ mit einem „budget commun“ ersetzt – was im Endeffekt auf das gleiche hinauslaufe, teilte die Initiative mit, die heute Morgen erneut vor dem Escher Rathaus demonstrieren will. ll

BILDUNG

Eingeknickt

Der Druck der Beamten-gewerkschaft CGFP, aber auch durch eine am Mittwoch diskutierte Petition in der Chamber hat Bildungsminister Claude Meisch (DP) einlenken lassen: Die umstrittenen Gesetzentwürfe 7662 und 7658 werden zurückgezogen und überarbeitet. Meisch beteuerte vor dem Parlament, das öffentliche Bildungswesen keineswegs privatisieren zu wollen, schließlich habe er es personell aufgestockt, um Schulen zu befähigen, sich mit in Luxemburg konzipierten Lehrmaterialien weiterzuentwickeln. Die Leitungsposten in vier spezialisierten Lyzeen, um die es in Entwurf 7662 geht, sollen allen Beamten zugänglich gemacht werden. Allerdings müssen sie pädagogische Kompetenzen vorweisen, die drei Amtssprachen beherrschen und mindestens fünf Jahre im öffentlichen Dienst gearbeitet haben. Damit sei „die Verstärkung der Vetterwirtschaft zwar noch nicht ganz vom Tisch, aber sehr, sehr stark reduziert“, kommentierte CGFP-Präsident Romain Wolff den Kompromiss. ik

Raus aus der Gewalt

Ines Kurschat

Das Gleichstellungsministerium will die Arbeit mit Tätern häuslicher Gewalt verstärken. Aber wie wirksam sind die Programme?

Lebenslänglich. Ein Jahr ist es her, dass ein Berufsgericht das Urteil gegen einen Mann bestätigte, der seine Frau 2015 mit sechs Schüssen regelrecht hingegerichtet hatte. Der Täter wollte Strafmilderung, weil er die Tat bereue. Eine Sichtweise, die der Generalstaatsanwalt und das Gericht nicht teilen: Der Mann hatte behauptet, seine Frau nie geschlagen zu haben. Dabei war er über drei Jahrzehnte immer wieder wegen häuslicher Gewalt polizeilich aufgefallen.

Was bringt jemanden dazu, seine Partnerin über Jahre zu quälen und zu schlagen? Und sogar umzubringen? Was tun, damit Beziehungskonflikte nicht in Gewalt eskalieren? Eine Antwort darauf soll das neue Anti-Gewaltprogramm bieten, das der Sozialträger Inter-Actions ab Sommer anbieten will. „Wir wollen Täter mit ihrem Gewaltverhalten konfrontieren. Um es zu überwinden, müssen sie es zunächst erkennen“, sagt Virginie Giarmana, verantwortlich für das Programm, das das Gleichstellungsministerium zunächst mit 60 000 Euro bezuschusst. Die zuständige Ministerin Taina Bofferding (LSAP) will damit ausdrücklich auch Frauen ansprechen: „Jeder Person, die Gewalt ausübt, soll geholfen werden.“ In der Pressemitteilung waren Frauen sogar den Männern vorangestellt („eine Frage der Schreibweise“, so die Pressestelle), was Frauenorganisationen sauer aufgestoßen war. Nichtsdestotrotz schreibt das Ministerium, dass Gewalt hauptsächlich von Männern ausgeübt wird (von rund 850 Polizeieinsätzen wegen häuslicher Gewalt waren knapp 70 Prozent der Täter männlich; tödliche Beziehungsgewalt wird zu über 90 Prozent von Männern begangen. Für 2020 liegen noch keine Zahlen vor).

In anfänglich drei Gruppen zu je sechs bis zehn sollen Gewalttäter lernen, Verantwortung für ihr Verhalten anzunehmen und Alternativen trainieren. Dies mit Hilfe von Anti-Gewalttrainern und nach einer Methode, die in Deutschland anerkannt ist und die in der Sozialarbeit von Jugendhäusern und Schulen in Luxemburg Einzug gehalten hat: die konfrontative Täterarbeit nach Ulrich Krämer aus Erfstadt. Der Gründer und Inhaber von *kraemer-trainings-de* weiß auf *Land*-Nachfrage zwar nichts vom konkreten Inter-Actions-Projekt, bestätigt aber, dass Erzieher aus Luxemburg bei ihm in Schulung waren. Die Grundausbildung dauert 250 Stunden. „Darauf baut die Zusatzausbildung zur häuslichen Gewalt auf“, so Krämer, der betont, wie wichtig die Kooperation beim Kampf gegen Gewalt sei: „Polizei, Justiz, Frauenorganisationen, Täterarbeitsgruppen müssen zusammenarbeiten, damit sich Gewaltverhalten nicht wiederholt. Täterarbeit ist Opferschutz.“ Lange Zeit tummelten sich in dem Feld viele Ansätze und Anbieter ohne jegliche Qualitätskontrolle. Inzwischen gebe es Standards, so die in Zusammenarbeit mit dem Bundesfamilienministerium herausgegebenen Leitlinien der Bundesarbeitsgemeinschaft Täterarbeit Häusliche Gewalt. „Es ist gut, dass es diese endlich gibt“, so Krämer. Wie die Bundesarbeitsgemeinschaft versteht er seinen Ansatz nicht als Psychotherapie, sondern als Verhaltenstraining: „Gewalttätiges Verhalten ist erlernt. Gewaltfreie Konfliktstrategien können ebenso erlernt werden“, betont er.

„Prinzipiell begrüßen wir, dass es ein zusätzliches Angebot für Täter gibt“, sagt Andrée Birnbaum. Dass mehr über Beziehungsgewalt geredet werden muss, in Schulen, in Jugendhäusern, aber auch unter Erwachsenen, fordert die Direktionsbeauftragte vom Femmes en détresse, dem größten Träger von Frauenhäusern und Opferhilfestrukturen im Land, seit Jahren. „Wir brauchen andere gewaltfreie Rollenvorbilder, besonders für Männer“, betont sie. „Uneinsichtige Gewalttäter müssen zur Täterarbeit verpflichtet werden, wenige Stunden Beratung reichen nicht aus.“ Diese Woche traf sich ihr Team mit Inter-Actions, um das neue Angebot kennenzulernen.

Das Ministerium hatte auf *Land*-Nachfrage geschrieben, das Konzept sei in „enger Abstimmung mit den anderen Akteuren in dem Bereich ausgearbeitet“ worden. Das scheint aber so nicht der Fall zu sein: Die Beratungen haben erst begonnen, sagt Giarmana. Dem Hauptakteur in diesem Bereich, sozusagen Luxemburgs Pionier, Riicht raus, war bekannt, dass ein neues Angebot komme: „Wie sie arbeiten, was sie konkret machen, wissen wir noch nicht“, so Laurence Bouquet, Leiterin der Beratungsstelle.

Beide Täterprogramme sind nur bedingt vergleichbar. Auf der Webseite von Riicht-raus-Träger Rotes Kreuz steht kaum etwas zu Methode und Hintergründen; Riicht raus ist historisch aus dem Hamburger Ansatz Männer gegen Männergewalt von Joachim Lempert entstanden, wurde weiterentwickelt und



Gewalttäter versuchen oft, ihrem Opfer über das gemeinsame Kind nachzustellen

wendet sich heute an Männer und Frauen. „Auch Frauen können gewalttätig sein. Wir haben Frauen in der Beratung, obwohl ihr Anteil mit etwa zehn Prozent deutlich geringer ist“, wie Bouquet einräumt. Dass Täter/innen ihr gewalttätiges Verhalten einsehen, haben beide Programme zum Ziel. Aber bei Riicht raus geschieht dies in Einzelberatung. „Sich Gewalt einzugestehen, ist oft schambesetzt. Gewalt im Nahbereich ist eine intime Angelegenheit. Daher meinen wir, ist es besser, die Probleme in einem Einzelgespräch anzugehen“, so die gelernte Krimino-

Bisher fehlt eine belastbare externe Evaluation der Täterberatung

login. Die sechs Mitarbeiter, darunter zwei Psycholog/innen (insgesamt 3,5 Vollzeitstellen), haben eine zweijährige Ausbildung nach dem Phaemo-Ansatz von Lempert absolviert. Zu dessen Grundsätzen zählen: Verurteilung der Tat, nicht des Täters, Stärkung der Selbstwahrnehmung, aber auch Differenzierung in der Arbeit zwischen gewalttätigen Männern und Frauen, um „die Auswirkungen der geschlechtsspezifischen Sozialisation zu berücksichtigen“.

Es gibt einen weiteren Unterschied: Anders als beim Anti-Gewalttraining à la Krämer geschieht dies nicht im Rahmen einer festen Anzahl von Beratungsstunden, sondern je nach Fall und Bedarf. „Manche sind offener und sehen ihr Fehlverhalten schneller ein, andere brauchen dafür länger“, erklärt Bouquet. Rund 60 Prozent der Klienten kommen freiwillig, 40 Prozent werden von der Justiz im Rahmen einer Wegweisung geschickt. Zur Beratung tatsächlich erscheinen tut jeder Vierte nicht. Wie erfolgreich der Ansatz ist, ob er erneutes Gewaltverhalten dauerhaft verhindert, bleibt indes unklar: Eine belastbare, unabhängige Auswertung gibt es bis heute nicht und wurde offenbar nie verlangt. „Wir können schlecht selbst bei unseren Klienten später nachfragen“, sagt Bouquet. Immerhin soll das Inter-Actions-Projekt Ende 2022 „auf seinen Impact“ hin evaluiert werden, verspricht das Gleichstellungsministerium. Das fällt gut: Dann ist auch der Länderbericht von Grevio fällig: Die Expertengruppe des Europarats in Straßburg analysiert, wie gut Luxemburg die Istanbul-Konvention gegen häusliche Gewalt umgesetzt hat.

Ein Blindfleck, der sich aufdrängt: Wenn vorrangig diejenigen in die Täterberatung kommen, die ohnehin eine gewisse Einsicht haben, erreichen diese Programme Wiederholungstäter überhaupt? Rund 15 Prozent der Gewalttäter, die der gemeinsamen Unterkunft verwiesen wurden, wurden binnen fünf Jahren mehr als einmal verwiesen, und bei mehr als 43 Prozent der Fälle waren die Täter wegen Beziehungsgewalt polizeibekannt. Sie sind es, die der Polizei und Frauennotrufe Kopferbrechen bereiten, da von ihnen häufig ein erhebliches, wenn nicht lebensbedrohliches Risiko für das Opfer ausgeht.

Oftmals sind Gewalttäter eben nicht einsichtig, sondern schieben ihre Schuld dem Opfer zu: Es habe sie provoziert und deshalb Strafe „verdient“. Manche Täter beschimpfen, erniedrigen, schlagen; andere vergewaltigen, kontrollieren zwanghaft und drohen sogar mit Mord. In Deutschland sehen die Standards der Bundesarbeitsgemeinschaft daher zwingend eine Diagnostik zu möglichen Rückfällen vor. Ist ein erneuter Gewaltausbruch zu erwarten, versucht der Mann trotz Wegweisung die Frau zu kontaktieren oder stellt ihr nach, soll dies unbedingt der Polizei

und dem Frauenhaus gemeldet werden, damit sie das Opfer warnen und den Schutz anpassen können. Täterarbeit ist dort ausdrücklich keine Therapie. Sexualstraftäter und Männer mit psychischen Störungen werden in Spezial-Programmen behandelt.

Eine solche Risikoanalyse vorzunehmen, lehnt das Team um Riicht raus allerdings ab: „Wir wollen den Klienten unvoreingenommen begegnen“, sagt Laurence Bouquet. Beim Phaemo-Ansatz seien Unvoreingenommenheit, Respekt und Vertrauen zentral: „Wir sehen den Menschen, so wie er zu dem Zeitpunkt ist, wenn er zu uns kommt.“ Was aber, wenn er ein Psychopath oder ein Narzisst ist, der manipuliert, Freude am Leid des anderen empfindet, absolute Kontrolle will und sein Fehlverhalten partout nicht einsieht? „Ich glaube nicht, dass solche Menschen den Weg zu uns finden; allenfalls über das Gericht“, sagt Bouquet. „Ein Narzisst wird eigene Fehler nicht einsehen und deshalb kaum ernsthaft bei uns mitmachen.“ In der (Rechts-)Psychologie gelten Gewalttäter mit antisozialen Persönlichkeitsstörungen als besonders gefährlich.

Riicht raus lehnt die Mitwirkung an Risikoprognosen aus einem weiteren Grund ab: „Das Instrument wurde für Männer entwickelt.“ Die Aussage ist insofern bemerkenswert, weil der Gründer von Phaemo nicht nur aus der Männerarbeit stammt, sondern Lempert in seinem Konzeptpapier selbst schreibt: „Das markanteste Merkmal von Gewalttätern ist ihr Geschlecht. Gewalttätig werden in der Regel nicht Menschen, sondern Männer.“ Auch von Therapie in dem Sinne, die Täter seien früher selbst Opfer von Gewalt gewesen, grenzt sich Lempert ab; um Tätern keine Entschuldigung für ihr Fehlverhalten zu geben. Allerdings: Gibt ein Täter in der Beratung an, sein/e Opfer weiter zu belästigen, meldet Riicht raus dies der Polizei; informiert aber zudem ihren Klienten über diesen Schritt. „Wir haben schon Täter zur Selbstanzeige begleitet“, so Bouquet.

Die Gefährlichkeitsprognose ist für die Früherkennung und rechtzeitige Unterbrechung eskalierender Gewaltspiralen unerlässlich und inzwischen europaweit anerkannt: Polizeidienststellen und Notrufe in Großbritannien, Deutschland, Skandinavien arbeiten damit; in Luxemburg wirbt Femmes en détresse für das Instrument: „90 Prozent der Feminizide werden von Männern begangen. Wenn wir nur einen davon verhindern können, ist das Grund genug“, so Birnbaum. „Niemand ist dagegen, das Instrument weiterzuentwickeln.“ Die Methodik wurde in der Vergangenheit mehrfach überarbeitet: Zu Beginn stand das individuelle Gewaltverhalten im Fokus: Nahm die Gewalt zu, veränderte sie sich in der Intensität? Waren es zu Beginn „nur“ Beschimpfungen und Erniedrigungen, folgten Faustschläge? Gibt es Morddrohungen?“ Inzwischen werden bei der Risikoanalyse auch äußere Anlässe berücksichtigt, etwa ein drohender Verlust von Arbeit, Wohnung oder Partner/in. „Trennungssituationen sind für die betroffenen Frauen oft lebensbedrohlich“, so Birnbaum.

Studien haben ergeben, dass Bedrohte ihre Gefährdungslage zumindest kurzfristig recht verlässlich einschätzen können. Kommt es zu Fehleinschätzungen, dann eher, weil die Frauen oder aber leider auch die Behörden das Bedrohungspotenzial unterschätzen. Oft haben Gewalttäter ihre Tat zuvor angedeutet oder sogar angekündigt. Bloß werden diese Anzeichen nicht ernstgenommen, übersehen oder, manchmal aus Datenschutzgründen, nicht (mit)geteilt: So geschehen beim Mord in Esch/Alzette im Sommer vor zwei Jahren, als ein Mann seine Partnerin einen Tag, nachdem er von der Polizei wegen massiver Gewalt aus der Wohnung verbannt wurde, mit einem Messer angriff: Bei ihr kam jede Hilfe zu spät. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Ärger mit den Dienstboten

Die Demokratische Partei schenkt seit jeher den Dienstboten besondere Aufmerksamkeit. Im „Inner Circle“ der Partei kommt kaum jemand ohne Haushälterin, Kindermädchen oder Köchin aus. Bei knapperer Kasse muss es wenigstens „eng Bonne à tout faire“ sein.

Nur so konnte sie weiteren Schaden von der Partei abwenden. Um der Entlassung wegen Geschäftsschädigung zuvorzukommen, kündigte die Uneinsichtige – bei der DP, statt im Europaparlament. Schließlich muss sie weiter ihren Lebensunterhalt verdienen.

Die Reform gegen die Individualbesteuerung hatte 1990 einen allgemeinen „abattement pour frais de domesticité“ geschaffen. Die Lohnzahlungen an „Haushaltshilfen, Haushälterinnen und sonstiges Hauswirtschaftspersonal“ mit Ausnahme „eines Gärtners, Fahrers oder Hausmeisters“ berechtigen seither zu einem Steuerfreibetrag. Seinen Staub nicht selbst wischen zu wollen, gilt im Steuerrecht als „außergewöhnliche Belastung“ (*guichet.lu*). Die DP rechnet es sich an, den Zuschuss zusammen mit der CSV eingeführt zu haben. Er entspricht derzeit drei Monaten Mindestlohn.

„Dienstpersonal stellte ein ‚Prestigeobjekt‘ dar, mit dem der soziale Status gezeigt wurde“, schreibt Josiane Weber in *Familien der Oberschicht in Luxemburg* (S. 389). Doch „[d]ass Dienstmädchen häufig wie unmündige Kinder behandelt und ausgebeutet wurden, dass von ihnen eine selbstlose Aufopferung verlangt wurde, indem sie meist 16 Stunden täglich zu arbeiten hatten, dass sie außer manchmal sonntagnachmittags keine Freizeit besaßen, das alles galt als selbstverständlich und verkörperte die traditionsverhaftete Seite der bürgerlichen Gesellschaft, in der Ungleichheiten bereitwillig akzeptiert wurden“ (S. 394).

Nicht viel besser sprang die liberale Europaabgeordnete Monica Semedo mit ihren parlamentarischen Referenten um. Niemand in ihrer traditionsverhafteten Partei fand etwas dabei. Schließlich ist der Neoliberalismus eine Rückkehr ins 19. Jahrhundert der Arbeiter- und Dienstbotenlivrets. Für echte Liberale ist das Gerede über „harcèlement moral“ ein Hirngespinnst der Gewerkschaften. Ein Mobbing-Gesetz wird seit 20 Jahren hinausgezögert.

Doch die Öffentlichkeit reagierte pikierter als erwartet auf die Maßregelung der Politikerin. Die politische Konkurrenz ließ sich die Gelegenheit zur moralischen Belehrung nicht entgehen. Also musste sich die DP-Führung rasch empört zeigen.

Anders als Angehörige des liberalen Bürgertums musste die Sozialaufsteigerin sich immer wieder vergewissern, dass sie nicht mehr zur Schicht ihrer Untergebenen gehörte

Die Europaabgeordnete versteht nicht, wie ihr geschah. Als Sozialaufsteigerin fehlt ihr die anezogene Fingerfertigkeit der Besitzenden im Umgang mit Dienstboten. Doch fremd ist ihr auch die Klugheit der Solidarität. Deshalb kostete sie die neu entdeckte Macht über Untergebene etwas zu rücksichtslos aus. Anders als Angehörige des liberalen Bürgertums musste sie sich immer wieder im Kommandoton vergewissern, dass sie nicht mehr zur Schicht ihres Personals gehört. „Pour ne pas se sentir méprisée, elle nous méprisait.“ Denn die Herrschaften sind „des êtres capricieux, qui ne brillent pas par l’intelligence et qui trouvent leur plaisir à imposer par la peur à des personnes spirituelles, à des domestiques, pour bien montrer qu’ils sont les maîtres, des devoirs absurdes“ (Marcel Proust, *Albertine disparue*, S. 22).

Dabei hatte die Europaabgeordnete fast alles richtig gemacht. Sie hatte mit Hunderten Anderen das Diktat des Europäischen Ministerrats und der Zentralbank mit parlamentarischem Firnis geschönt. Sie beherzigte das in liberalen Kreisen empfohlene Radfahrerprinzip, nach oben zu buckeln, nach unten zu treten. Doch am Ende bestätigte sie damit tragisch ihr Schicksal, das sie von sich zu weisen versuchte: Dass sie auch nur zum politischen Personal zählt. Wenn zum Beispiel die Demokratische Partei auf Rechnung der herrschenden Klassen das Wahlvolk mit ehemaligen Kinderstars von RTL amüsieren will. ● Romain Hilgert



Seinen Staub nicht selbst wischen zu wollen, gilt im

Steuerrecht als „außergewöhnliche Belastung“

Wie die Jungfrau zum Kind

Luc Laboulle

Paulette Lenert gehört zu den Gewinnern der Coronakrise. Innerhalb nur eines Jahres ist sie von der grauen Maus zum strahlenden Politstar der LSAP aufgestiegen

Bis vor einem Jahr kannte kaum jemand die Frau mittleren Alters mit dem blonden Bob, den blauen Augen und der runden Brille. Im Politmonitor von *Wort* und *RTL* landete sie im Oktober 2019 auf dem vorletzten Platz. Sogar Claude Meisch erhielt damals mehr Kompetenz- und Sympathiepunkte als

die neue Ministerin für Entwicklungszusammenarbeit und Verbraucherschutz. Keine zehn Monate später sah das Bild ganz anders aus. Die Coronapandemie hat die inzwischen zur Gesundheitsministerin beförderte Paulette Lenert zum Shootingstar der Luxemburger Polit-Szene erhoben. Mit

ihrer pragmatischen und besonnenen Art hat sie an der Seite von Premierminister Xavier Bettel („zwischen uns passt kein Blatt Papier“) die Herzen der Luxemburger Wähler/innen bei unzähligen öffentlichen Auftritten erobert. Im Kampf gegen das irrationale und unsichtbare Virus ist sie zum Sinnbild des „gesunden Menschenverstands“ geworden.

Erst vor einem Jahr hat Paulette Lenert den öffentlichkeitsmüden Étienne Schneider (LSAP) abgelöst, der Weihnachten 2019 in weiser Voraussicht seinen Rückzug aus der großen Politik bekannt gegeben hatte. Während Franz Fayot das mit Schneidersen Altlasten beladene Wirtschaftsressort übernahm, bekam Paulette Lenert von ihrer Partei das Gesundheitsministerium zugewiesen, das Schneider erst ein Jahr zuvor von Lydia Mutsch geerbt hatte. Sie hätte sich laut eigenen Aussagen auch für Wirtschaft begeistern können, doch wählen konnte sie nicht. Wie die Jungfrau zum Kind, sei sie zu diesem Amt gekommen, sagt Mars Di Bartolomeo (LSAP), der von 2004 bis 2013 das Gesundheitsressort leitete und heute Vorsitzender des Gesundheitsausschusses im Parlament ist.

Geboren wurde Paulette Lenert am 31. Mai 1968 in Luxemburg. Als jüngste von drei Geschwistern wuchs sie in Mondorf auf. Ihr Vater Paul war Mathematiklehrer und leidenschaftlicher Organist. Ende der 1970-er Jahre wechselte er in den öffentlichen Dienst. Unter Fernand Boden (CSV) wurde er Erster Regierungsrat im Bildungsministerium und vertrat die Regierung Santer-Poos im Verwaltungsrat der Forschungszentren Henri Tudor und Gabriel Lippmann. Ihre sozialistischen Wurzeln führt Paulette Lenert auf ihre Familie mütterlicherseits zurück. Ihr Großvater, den sie nie kennengelernt hat, sei in den 1950-er Jahren im Ösling in der LSAP sehr aktiv gewesen, ihre Mutter Leni Hoffmann sei als Kind nicht getauft worden. Mehr will sie nicht verraten; die Ministerin mag es nicht, wenn es „zu privat“ wird.

Wenn Paulette Lenert von ihrem Leben erzählt, wirkt es wie eine Aneinanderreihung glücklicher Zufälle und Fügungen, auf die sie, rastlos und getrieben, selber kaum Einfluss hatte. Und wenn sie doch einmal Entscheidungen treffen musste, ist sie stets ihrem Verstand gefolgt und hat den sicheren Weg gewählt. Ihre Wünsche und Träume opferte sie einer beispiellosen Karriere im Dienste des Staats und des Landes.

Nach ihrem Abitur im Athénée wollte sie eigentlich Philosophie oder Architektur studieren. Doch gemäß der Maxime „le droit mène à tout“ begann sie ein Jura Studium in Nancy. Später zog es sie nach Aix-en-Provence und nach London, wo sie 1992 ihren Master in Europäischem Recht mit Spezialisierung in Steuerrecht ablegte. Als sie nach Luxemburg zurückkehrte, habe sie darüber nachgedacht, Journalismus zu studieren, doch sie hatte schon eine Karriere als Anwältin eingeschlagen und fühlte sich „geankert“. Politisch interessiert sei sie immer gewesen, doch aktiv engagiert habe sie sich lange Zeit nicht. „Ich bin kein Mensch aus dem Vereinsleben“, sagt Paulette Lenert im Gespräch mit dem *Land*.

1994 wechselte sie zum Staat. Im Justizministerium half sie nach der Procola-Affäre beim Aufbau des Verwaltungsgerichts, dem sie bis 2010 als Erste Richterin und Vizepräsidentin angehörte. Doch sie vermisste die sozialen Kontakte. Nach einer „zufälligen Begegnung“ mit ihrem früheren *Patron de stage*, dem hohen Beamten Marc Mathekowitsch, lernte sie den damals delegierten Minister für Solidarwirtschaft, Romain Schneider (LSAP), kennen, der Lenert für den Aufbau des Département de l'économie sociale et solidaire verpflichtete. Nach etwas mehr als zwei Jahren wurde es ihr dort zu eng. Obwohl sie mehrere Zusatzausbildungen in Psychologie und Personalwesen absolviert hatte und den Wunsch hegte, sich in diesem Bereich selbstständig zu machen, nahm sie 2012 das Angebot Jean-Claude Junckers (CSV) an, ihm bei der *Simplification administrative* zur Hand zu gehen. Doch bevor das Unternehmen an Fahrt gewinnen konnte, kam es zu Neuwahlen. Nach der blau-rot-grünen Regierungsbildung übernahm der neue Minister für den öffentlichen

Dienst, Dan Kersch (LSAP), die *Simplification administrative*. Kersch machte Lenert zu seiner Generalkoordinatorin und vertraute ihr die Leitung des INAP (Institut national d'administration publique) an.

In dieser Zeit trat sie der LSAP bei. Behauptungen, sie sei berechnend vorgegangen und habe ihre politische Karriere zielstrebig und minutiös geplant, weist Paulette Lenert zurück. Sie habe zwar daran gedacht, sich in innerparteilichen Arbeitsgruppen einzubringen, doch ein politisches Mandat habe sie nicht angestrebt. Das Ministeramt sei ihr in den Schoß gefallen. Dabei war sie schon 2016 im Gespräch, um Nicolas Schmit (LSAP) als Kooperationsminister zu beerben, als dieser Henri Grethen (DP) am Europäischen Rechnungshof ersetzen sollte. Sie selbst habe davon nur aus der Presse erfahren, beteuert die zweifache Mutter. 2017 kandidierte sie bei den Gemeindewahlen in Remich. „Nur um die Liste zu füllen, weil keine Kandidaten gefunden wurden“. Obwohl sie erst kurz zuvor an die Mosel gezogen war, belegte sie hinter Guy Mathay den zweiten Platz, für ein Mandat reichte es nicht.

Dieser Achtungserfolg blieb in der Parteileitung nicht unbemerkt. 2018 wollte Romain Schneider sie als Kandidatin für die Nationalwahlen im Osten gewinnen. Doch eine Wahlniederlage hätte ihrer Karriere geschadet. Paulette Lenert wählte wieder den sicheren Weg. Es war beschlossene Sache, dass Nicolas Schmit, Sitzgarant der LSAP im Osten, sein Mandat nicht antreten würde, weil er nach den Europawahlen 2019 EU-Kommissar werden wollte. Um seine Nachfolge entbrannte ein parteiinterner Streit. Obwohl Tess Burton ein anerkanntes Wahlergebnis erzielt hatte, erklärte die Parteileitung sie für ungeeignet und berief die politisch unerfahrene Beamtin Lenert in die Regierung. Aus Protest traten die Jonk Sozialisten aus dem Ostbezirk geschlossen zurück. Étienne Schneider habe ihr schon im Dezember 2018 die Ressorts Gesundheit oder soziale Sicherheit angeboten, erzählt Lenert. Schließlich wurde sie dann aber als Ministerin für Kooperation und für Verbraucherschutz vereidigt. In ihrem ersten Amtsjahr trat Paulette Lenert kaum

Bei aller Freude über Lenerts Umfragewerte, herrscht in der LSAP auch Skepsis. Niemand weiß so recht, wofür die Senkrechtstarterin eigentlich steht

öffentlich in Erscheinung. Erst nach dem Rücktritt Étienne Schneiders nahm ihre politische Karriere an Fahrt auf. Viel Zeit zum Einarbeiten hatte sie nicht. Nur wenige Tage nach dem Amtsantritt der neuen Gesundheitsministerin breitete Sars-CoV-2 sich in Europa aus.

Die Entscheidung der LSAP, auf Lenert zu setzen, sollte sich in der Coronakrise als richtig erweisen. Als Richterin und hohe Beamtin hat sie gelernt, sich schnell in komplexe technische Dossiers einzuarbeiten. Ihre Parteigenoss/innen schätzen ihre rationelle und analytische Vorgehensweise. Der linke Abgeordnete Marc Baum bezeichnet sie als intelligent, CSV-Fraktionschefin Martine Hansen lobt ihre ruhige Art. Zur Bewältigung der sanitären Krise waren diese Eigenschaften sicherlich von Vorteil. Ferner gilt Lenert nicht als Querulantin. Sie könne zuhören und im richtigen Moment Entscheidungen treffen. Bei wichtigen Dossiers übernehme sie gerne die Führung, berichtet ein hochrangiges Parteimitglied. Es fehle ihr nicht an Überzeugungskraft.

Ab Anfang März überschlugen sich die Ereignisse. Noch bevor sie die rund 300 Angestellten ihres Ministeriums und der Gesundheitsbehörde kennenlernen konnte, musste die neue Ministerin eine Parallelverwaltung mit 100 bis 150 „dienstfremden“ Mitarbeitern bilden. Die Sanitätsinspektion, der eine zentrale Rolle bei der Kontaktverfolgung zukam, wurde innerhalb kürzester Zeit komplett digitalisiert. Als Corona begann, sei dort noch mit Faxgeräten gearbeitet worden, wundert sich die Ministerin. Der langjährige Chef der Sanitätsinspektion, Pierre Weicherding, musste gehen. „Er war nicht die richtige Person, um das so zu stemmen, wie ich mir es vorgestellt habe“, sagt Lenert. Weicherding, der kurz vor der Rente steht, wurde in Jean Asselborns Ministerium für Immigration und Asyl versetzt und im Oktober durch Anne Vergison ersetzt.

Die erste Coronawelle habe sie gut überstanden, doch als die Adrenalinsschübe im Sommer nachließen, sei es ihr ganz schlecht gegangen,

erzählt Paulette Lenert. Sie war überarbeitet. Ihr Führungsteam habe sie immer wieder aufgebaut, seit Ende des Jahres sei sie aber wieder extrem müde. Und parallel zur Coronakrise stehen noch andere wichtige Dossiers wie die Cannabis-Legalisierung, der Suizidpräventionsplan und der Gesundheitsdösch an.

Lenerts Achillesferse ist ihre mangelnde politische Erfahrung. Insbesondere bei öffentlichen Auftritten in der Kammer oder in Ausschusssitzungen wirkt sie manchmal gereizt, etwa wenn die Opposition ihr vorwirft, keinen Plan zu haben oder Negativpropaganda zu betreiben. Ihr fehle die politische Rüstung, die andere durch jahrelange Erfahrung aufgebaut haben, bedauert die Ministerin. Und ihr behage dieses Setting der Abgeordnetenversammlung nicht. Drei Stunden still sitzen und anderen zuhören, fällt ihr schwer. Sie fühlt sich unsicher, wenn sie die Kontrolle abgeben muss, wenn sie die Diskussion nicht leiten kann. Ihr Paternalismus kommt nicht bei allen gut an. Oppositionspolitiker kritisieren, sie sei bisweilen arrogant und es falle ihr schwer, Fehler einzugestehen. Aus ihren eigenen Reihen wird bemängelt, dass ihr Rationalismus und ihr Pragmatismus anecken können.

Bei aller Freude über Lenerts Umfragewerte, herrscht in der LSAP auch Skepsis. Niemand weiß so recht, wofür die Senkrechtstarterin eigentlich steht. Sie selbst sieht die LSAP weniger als Arbeiterpartei, fühlt sich eher der demokratischen Strömung verbunden. Sie will sich für Grundrechte und soziale Gerechtigkeit einsetzen. Ihr gesellschaftliches Engagement spielte sich bislang vor allem im Kontext der katholischen Soziallehre ab. Von 2011 bis 2013 war sie Mitglied des Verwaltungsrats der LCGB-Beschäftigungsinitiative ProActif, bis zu ihrem Regierungsantritt gehörte sie dem Vorstand der CSV-nahen Initiativ Rëm Schaffen an.

Unsicherheit herrscht über die Positionen, die sie am Gesundheitsdösch vertritt. Ihre von Parteikollegen geschätzte „Unbefangenheit“ in diesen Fragen ist ein zweischneidiges Schwert. Die Gefahr einer drohenden Privatisierung des Gesundheitssystems kann sie nicht erkennen. Der Begriff werde häufig falsch benutzt und die Angst davor habe „viel Irrationales“ an sich, denn die allermeisten Ärzt/innen in Luxemburg seien sowieso traditionell Freiberufler. Die LSAP wolle keine Zwei-Klassenmedizin, doch sie sehe zurzeit kein Projekt, das in diese Richtung gehe. Über die obligatorische Affiliation zur Krankenkasse sei sichergestellt, dass jede/r Patient/in dieselbe Dienstleistung bekommt. Dieses Prinzip sei nirgends in Frage gestellt, meint Lenert. Vor allem die Parteilinke der LSAP dürfte ihren Optimismus nur eingeschränkt teilen.

Auch ihr Demokratieverständnis wirkt manchmal eigenwillig. Schon als Kooperationsministerin wurde sie von der EU dafür kritisiert, dass sie 2019 dem laotischen Justizminister bei einer Visite ein Strafgesetzbuch überreichte, das Luxemburg mit ausgearbeitet hat und das die Todesstrafe enthält. Als Gesundheitsministerin musste sie sich Ende Dezember dafür rechtfertigen, dass sie im neuen Covid-Gesetz Beamte dazu verpflichten wollte, Verstöße gegen Quarantäne und Isolation bei der Staatsanwaltschaft zu melden. Mitte Juli entgleiste sie in einer Ansprache im Parlament, als sie der Opposition entgegnete, die Probleme hätten erst begonnen, als man vom Reglement – also vom état de crise – auf das Gesetz umgestiegen sei. Überrascht zeigt sie sich, wenn Menschen sie fragen, was sie im Rahmen der Corona-Einschränkungen denn noch tun dürften und was nicht. Diese Fragen würden zeigen, dass wir noch nicht daran gewöhnt seien, selbst Verantwortung für unser Handeln zu übernehmen, bedauert die frühere Richterin. Vor dem Hintergrund der häufig von Opposition und Medien gleichermaßen geäußerten Kritik, dass die Regierung schlecht kommuniziere und mit ihrem „Sonderweg“ falsche Botschaften sende, können solche moralisierenden Aussagen mitunter anmaßend wirken.

Für die Parlamentswahlen 2023 wird Paulette Lenert dennoch bereits als neue Spitzenkandidatin der LSAP gehandelt. Sie ist zielstrebig als Taina Bofferdung, redengewandter als Franz Fayot und unbescholtener als Francine Cloesener. Vielleicht wird sie im Verbund mit Jean Asselborn kandidieren, den sie in Umfragen längst überholt hat. Vizepremier Dan Kersch wird sich wohl damit begnügen, als Drahtzieher und einer ihrer politischen Ziehväter in die Geschichte einzugehen.

Lenert selbst zeigt sich noch unschlüssig. Die bisherigen Erfahrungen in der Krise hätten sie öfters zweifeln lassen, ob Politik wirklich das Richtige für sie sei. Wenn sie in der Politik bleiben will, wird sie sich 2023 den Wähler/innen stellen müssen. Ihre Ausgangslage ist heute wesentlich besser als noch 2018. Die vielen öffentlichen Auftritte haben einen nachhaltigen Eindruck hinterlassen. ●



Für 2023 wird Paulette Lenert bereits als neue Spitzenkandidatin der LSAP gehandelt

Die vielen Unbekannten

Peter Feist

Während die Regierung mit ihrer Impfstrategie ringt, nehmen die Corona-Infektionen wieder zu. Und eigentlich ist die Impfaufregung in der EU eine ziemlich egoistische



Noch kein Andrang im Impfzentrum auf dem Limpertsberg

Anderthalb Stunden lang beantworteten am Mittwochabend Gesundheitsministerin Paulette Lenert (LSAP) und Gesundheitsamtsdirektor Jean-Claude Schmit in einem Online-Chat Fragen der Öffentlichkeit zu den Corona-Impfungen. Das Ministerium hatte sich lange zurückgehalten und hat auch jetzt noch keine regelrechte Impfkampagne gestartet. „Wir wollen unser Pulver nicht zu früh verschießen, denn noch ist genug Impfstoff da“, lautete die Begründung, und auch am Mittwoch erwähnte Paulette Lenert immer wieder die „vielen Unbekannten“, die es noch gebe.

Schon wahr: Wegen der Lieferengpässe ist auch Luxemburg in eine schwierige Lage geraten. Eigentlich war gehofft worden, bis Jahresende 80 Prozent der Bevölkerung impfen zu können. Am Mittwoch wollte Jean-Claude Schmit erst nach einigem Zögern auf die Frage antworten, wann, „wenn man ganz optimistisch ist“, die sechste und letzte Phase im Impfplan erreicht werden könne: „Vor dem Sommer, aber das können wir heute nicht versprechen.“

In Phase sechs (siehe „In sechs Phasen“) würden 16- bis 54-Jährige geimpft sowie Personen in „prekären Wohnverhältnissen“ und „durch ihre berufliche Tätigkeit besonders Exponierte“. Die beiden letztgenannten Gruppen sind eine Umschreibung für Strafgefangene, Schwarzarbeiter, Obdachlose und wer sonst womöglich durchs Raster fällt, um schon in Phasen zuvor geimpft zu werden. Zurzeit aber dauert Phase eins noch an. Jeweils um die 50 Prozent des Personals von Spitälern und Pflegeeinrichtungen und ein ähnlich hoher Anteil der Bewohner/innen von Alten- und Pflegeheimen haben wenigstens ihre erste Injektion erhalten. Bis zum vergangenen Wochenende waren 23 000 Impfdosen von Biontech/Pfizer beziehungsweise Moderna geliefert worden, ausreichend für 11 500 Personen. In den nächsten Tagen wird mit 11 700 Dosen von Astrazeneca gerechnet, von denen ebenfalls je zwei pro Person verabreicht werden müssen. „Damit kommen wir in Phase eins schneller voran“, sagte die Gesundheitsministerin am Montag.

Wie es danach weitergeht, ist hierzulande so unklar wie in den anderen 27 EU-Staaten. Aus den Sammelbestellungen, die die EU-Kommission getätigt hat und die nach der Einwohnerzahl weitverteilt werden, stehen Luxemburg jeweils 0,14 Prozent zu. Insgesamt macht das 1,8 Millionen Dosen verschiedener Hersteller aus. Fragt sich nur, ob alle diese Vakzine ihre Zulassung durch die EU-Medikamentenagentur EMA erhalten werden und wann. Anschließend fragt sich, wann sie eintreffen. Die für ein paar hundert Millionen Euro von der EU-Kommission bei dem französischen Hersteller Sanofi geordneten Vakzine zum Beispiel wird es, wie die Dinge liegen, wohl nie geben. Biontech und Pfizer hatten vor zwei Wochen für helle Aufregung gesorgt, weil statt der versprochenen 80 Millionen Dosen nur 31 Millionen im Laufe des ersten Quartals an die EU lieferbar seien. Der Hersteller Astrazeneca, der für seinen Impfstoff erst vergangene Woche die EU-Zulassung erhielt, hat seine seine vertraglich bis Ende März zugesagte Liefermenge auf ein Drittel reduziert. Vergangenen Sonntag sagten Biontech/Pfizer auf einem „Impfgipfel“ mit Kommissionspräsidentin Ursula von der Leyen zu, ihre Lieferungen auf 40 Millionen Dosen aufzustocken; die Hälfte des ursprünglich Versprochenen. Vielleicht spielten dabei die Drohungen führender Politiker wie EU-Ratspräsident Charles Michel eine Rolle, „Zwangslizenzen“ zu vergeben: In dem Fall würde der Patentschutz für die Impfstoffe suspendiert und anderen Herstellern die Produktion erlaubt.

Während in größeren Ländern wie Deutschland die politischen Wogen hochschlagen, der bayerische Ministerpräsident sich vorstellen kann, eine „Kriegswirtschaft“ auszurufen, in der die Impfstoffpro-

duktion staatlich kontrolliert würde, herrscht in Luxemburg Ruhe und es fiel kaum auf, dass die Piratenpartei sich am Dienstag einer Erklärung den deutschen Piraten anschloss und für Zwangslizenzen plädierte. Aber Luxemburg hat organisatorische Probleme, für die nicht die aktuelle Knappheit die Ursache ist: Die unterschiedlichen „Vulnerabilitäten“ zu definieren, nach denen die davon betroffenen Personen laut Impfplan nach und nach versorgt werden sollen, ist vergleichsweise einfach. Darüber soll der Conseil supérieur pour maladies infectieuses sich bis Ende der Woche äußern. Schwieriger würde es, diese Menschen zu erfassen. Ein zentrales Krankheitsregister existiert nicht. Wie das Gesundheitsministerium sich die Lösung bisher vorstellt, sollen die niedergelassenen Ärzte/innen und die Spitäler helfen, die Betroffenen aufzuspüren. Diese würden ihre Vulnerabilität bescheinigt erhalten, die behandelnden Ärzte/innen veranlassen, dass die Gesundheitsdirektion eine Impfeinladung verschickt. Wie verhindert werden soll, dass dennoch jemand unentdeckt bleibt, und ob die Ärzte/innen imstande wären, den zu erwartenden Ansturm zu bewältigen, wollte das Gesundheitsministerium nicht kommentieren. Darüber würden Gespräche mit dem Ärzteverband AMMD und dem Cercle des médecins-généralistes geführt. Kommuniziert werde „zu gegebener Zeit“. AMMD-Präsident Alain Schmit äußerte sich dazu ebenfalls nicht.

Es handelt sich dabei um keine Detailfrage. Für den Mikrobiologen und Epidemiologen Michel Pletschette, der an der Universität München forscht und zuvor bei der EU-Kommission eine Abteilung zur Bewertung sanitärer Politiken leitete, können je nach Definition 20 bis 40 Prozent der Luxemburger Bevölkerung als mehr oder weniger „vulnerabel“ gelten. Pletschette hielte es für einfacher, Daten der CNS über den Verbrauch von Medikamenten heranzuziehen, die für die jeweiligen Vulnerabilitäten verschrieben werden. Die Impferfolge in Israel und Großbritannien seien nicht zuletzt darauf zurückzuführen, dass im Vereinigten Königreich der öffentliche National Health Service die Impfungen managt und in Israel die vier dort existierenden Kranken-

kassen alle Impfungen von Personen ab 60. In Israel waren am gestrigen Donnerstag 60 Prozent der Bevölkerung geimpft, in Großbritannien 15,5 Prozent. Die beiden Länder belegen Platz eins und zwei in der Statistik des Online-Portals *Ourworldindata*.

CNS-Präsident Christian Oberlé erklärt, dass mit dem Gesundheitsamt schon darüber diskutiert wurde, ob der Verbrauch verschreibungspflichtiger Medikamente herangezogen werden könnte. „Allerdings besteht die nötige legale Basis noch nicht, um diese personenbezogenen Informationen auszutauschen.“ Es werde „gehofft, dass im Interesse der Patienten Fortschritte gemacht werden können“. Auch die Sprecherin des Gesundheitsministeriums, Monique Putz, verweist darauf, dass diese Daten „sensibel“ seien. Leider aber lässt sich nicht ausschließen, dass die Zurückhaltung politische Gründe haben könnte: Artikel 9 der EU-Datenschutzgrundverordnung erlaubt ausdrücklich die Verarbeitung personenbezogener Gesundheitsdaten im Fall einer sanitären Krise. Welcher weiteren legalen Basis es bedarf, kommentierten weder der CNS-Präsident noch das Ministerium.

Doch zur Beantwortung solcher Fragen bleibt angesichts der Impfstoffknappheit noch Zeit. Schwerer wiegt vielleicht, dass die Infektionslage sich erneut verschlechtert. Am Mittwochabend lag nach Zahlen von Dienstag der Sieben-Tage-Schnitt der Neuinfektionen bei 148; das sind 20 mehr als Mitte Januar und eine Größenordnung, in der die manuelle Kontaktnachverfolgung nicht mehr klappt. Die Zahl der aktiven Infektionen war mit 2 449 um 200 höher als eine Woche vorher, die der Covid-Intensivpatienten mit 14 zwar noch niedrig, doch sie könnte steigen, da es mehr Infektionen gibt. Inwiefern die bisherigen Impfungen dieses Risiko senken, kann noch niemand wissen. Regelrecht besorgt war am gestrigen Donnerstag Bildungsminister Claude Meisch (DP) über zunehmende Infektionen an Schulen und Betreuungseinrichtungen (siehe S. 4). So dass die Regierung

bei der Aktualisierung des am 21. Februar auslaufenden Covid-Gesetzes entweder neue Restriktionen ins Auge fassen dürfte oder die Beibehaltung der bestehenden.

Zumal zwar einerseits fast täglich Meldungen über hoffnungsvolle Impfstoffkandidaten um die Welt gehen. Darunter die über eine bemerkenswerte Wirksamkeit des russischen Vakzins Sputnik V, das auf demselben Ansatz beruht wie das von Astrazeneca und für das ein Zulassungsantrag in der EU gestellt wurde. Andererseits aber überschlagen sich Nachrichten über Virusmutationen, die ansteckender sind. Das scheint bisher die Wirkung der Impfstoffe noch nicht zu beeinträchtigen. „Die britische und die südafrikanische Variante haben offenbar keinen so großen Einfluss auf die durch Impfung gebildeten Antikörper“, sagt Michel Pletschette. Die brasilianische Variante dagegen sei weniger gut studiert, und sie komme aus einer Gegend Brasiliens, in der drei Viertel der Bevölkerung schon eine Covid-Erkrankung durchgemacht haben. „Das kann sie problematisch machen.“

Am Donnerstag war auch der Schulminister in Aufregung um Mutationen. Die naheliegende Antwort wäre natürlich, schnell zu impfen – wenn das so einfach wäre. Schon diskutieren Fachleute auf der ganzen Welt, ob der Zeitraum zwischen zwei Impfungen verlängert werden kann, wodurch sich die erste Dosis an mehr Personen verabreichen ließe. In Luxemburg komme das nicht in Frage, betonte Gesundheitsamtschef Schmit am Mittwoch. Der Virologe Claude P. Muller vom Luxembourg Institute of Health dagegen meint, aus der Erfahrung mit anderen Viren-Impfstoffen wisse man, dass eine Verlängerung des Intervalls zwischen zwei Injektionen „die Impfwirkung nicht zwingend senkt, sondern durchaus verstärken“ kann: „Ich könnte mir bis zu sechs Wochen Intervall vorstellen, das würde die Impflogistik wesentlich vereinfachen.“

Tatsache ist aber auch, dass die Aufregung um knappe Vakzine und die politischen Schuldzuweisungen vor allem an die Adresse der EU-Kommission eine ziemlich egoistische Debatte in reichen Ländern darstellen. Diese hatten bis Ende 2020 genug Impfstoff bestellt, um ihre Bevölkerungen mehrmals versorgen zu können. Ärmere Länder hatten das allenfalls für ein Fünftel ihrer Einwohner/innen vermocht. Und während bis Ende Januar nach Daten der Weltgesundheitsorganisation WHO 90 Millionen Menschen weltweit ihre Impfung erhalten hatten, waren es in Afrika südlich der Sahara ganze 25 außerhalb von klinischen Studien.

Zwar existiert das Programm Covax, das sechs Milliarden Dollar gesammelt hat, um Entwicklungsländern Impfungen zu ermöglichen. Claude P. Muller, der WHO-Gremien angehört, die die Epidemiologie in der Maghreb-Region und im Mittleren Osten verfolgen, verweist jedoch darauf, dass Geld nicht alles ist: „Ob Länder wie Jemen oder Somalia es schaffen werden, eine Impfung zu organisieren, ist fraglich, auch wenn die WHO sich darum sehr bemüht.“ Auch Ägypten mit seinen mehr als 80 Millionen Einwohner/innen falle das schwer.

Doch falls nicht auf der ganzen Welt einigermaßen gleichzeitig geimpft wird, kann das schlimme Folgen haben: „Das Sars-CoV-2-Virus ist noch jung“, warnt Michel Pletschette, „es kann sich zu etwas sehr Gefährlichem entwickeln, wenn in einer Region der Welt nicht geimpft würde.“ Davor könnte sogar eine völlig durchgeimpfte EU nicht geschützt sein. ●

In sechs Phasen

Der derzeitige Impfplan der Regierung sieht so aus:

Phase 1: Läuft zurzeit. Geimpft werden das Gesundheits- und Pflegepersonal sowie Bewohner/innen von Alten- und Pflegeheimen und Behindertenstrukturen.

Phase 2: Für Personen über 75, beginnend bei den Ältesten, sowie „Hochvulnerable“.

Phase 3: Für Personen zwischen 74 und 70 sowie „signifikant Vulnerable“.

Phase 4: Für Personen zwischen 69 und 65 sowie „moderat Vulnerable“.

Phase 5: Für zwischen 64- und 55-Jährige sowie Personen, die wegen ihres Gesundheitszustands im Falle einer Covid-Erkrankung einem erhöhten Risiko ausgesetzt wären.

Phase 6: Für Personen zwischen 54 und 16 sowie in prekären Wohnverhältnissen Lebende, außerdem aufgrund ihrer beruflichen Tätigkeit besonders Exponierte.

Genaue Festlegungen zu Vulnerabilität (Phase 2 bis 4) und erhöhtem Risiko (Phase 5) soll der Conseil supérieur pour maladies infectieuses noch treffen. pf

DEUTSCHLAND

Beobachtet

Martin Theobald, Berlin

Wo Rauch ist, ist auch Feuer. Das ist einer dieser Sinnsprüche, mit dem sich die Alternative für Deutschland (AfD) derzeit auseinandersetzen muss. Das Bundesamt für Verfassungsschutz (BfV) – quasi der Inlandsgeheimdienst Deutschlands – hat ein etwa 1 000-seitiges Gutachten erstellt, das die fortschreitende Radikalisierung und die extremistische Ausprägungen der Partei beschreibt. Derzeit wird dieses Dokument im Bundesinnenministerium geprüft, ob die dort zusammengetragenen Belege dafür ausreichen, dass ein Verwaltungsgericht die Einstufung der Partei als rechtsextremer Verdachtsfall bestätigt. Dies hat weitreichende Konsequenzen für die Partei, die bei dieser Einstufung mit nachrichtendienstlichen Mitteln überwacht werden kann.

Das erklärt den derzeitigen Kampf der AfD gegen den Verfassungsschutz. Gründe für diese Einstufung gibt es nach Meinung der Verfassungsschützer einige: Im März letzten Jahres wurde der AfD-„Flügel“ um Björn Höcke als „erwiesen rechtsextremistische Bestrebung“ bewertet. AfD-Chef Jörg Meuthen drängte darauf hin die Gruppe zur Selbstauflösung. Was willfährig geschah. Der Verfassungsschutz hält dies jedoch für ein Täuschungsmanöver und schaut genau hin, ob bei parteiinternen Personalwahlen Vertreter des „Flügels“ in Schlüsselpositionen gelangen, was bei den Landesvorstandswahlen in Niedersachsen und Sachsen-Anhalt der Fall war. Vom BfV wurde auch der AfD-Parteitag von Kalkar im Dezember letzten Jahres ausgewertet. Dort war der „Flügel“ in einem „Contra-Meuthen“-Lager aufgegangen, zu dem auch Parteichef Tino Chrupalla und Fraktionschefin Alice Weidel gehören. Das Lager unterlag bei Abstimmungen jeweils nur knapp. Inzwischen gebe es ein strategisches Patt zwischen dem „Flügel“ und dem Lager um Meuthen, der zumindest dem Anschein nach gegen extreme Kräfte vorgeht. Wenn auch Weidel und Chrupalla nicht direkt zum „Flügel“ zählen, haben beide keine Probleme da-

Im Berliner Verfassungsschutz gibt es eine undichte Stelle – die offenbar mit der rechtsextremen AfD zusammengearbeitet hat

mit, mit ihm zu paktieren. Gerade dies Paktieren ist dem Verfassungsschutz eine Beobachtung wert.

Ausschlaggebend dafür ist die Ideologie der Partei, die sich aus Islamfeindlichkeit, Geschichtsrevisionismus, völkischem Denken und Verschwörungstheorien speist. So argumentierte beispielsweise Fraktionschefin Weidel völkisch, wenn sie in einer Bundestagsrede gegen „Burkas, Kopftuchmädchen und alimentierte Messermänner und sonstige Taugenichtse“ wettet und Bundeskanzlerin Angela Merkel vorwirft, sie wolle sich „das Volk selbst zusammenstellen“. Auf diesen Verschwörungsmythos vom Bevölkerungsaustausch beziehen sich viele AfD-Vertreter und sprechen offen von „Umvolkung“. Dieser Mythos ist in der rechtsextremen Szene weitverbreitet und fand sich auch bei Brenton Tarrant, der 2019 im neuseeländischen Christchurch einen Anschlag auf zwei Moscheen verübte.

Hinzu kommt die sehr gute Vernetzung der AfD in die rechtsextremistische Szene, sei es die „Neue Rechte“, die völkische „Identitäre Bewegung“ oder Kader der Nationalistischen Partei Deutschlands (NPD). So zitiert der Hamburger Verfassungsschutz ein dem „Flügel“ zuzurechnendes AfD-Mitglied, das in Internetforen und -Plattformen verkündet, dass „der gewaltsame Kampf gegen den demokratischen

Staat und seine Repräsentanten nicht ausgeschlossen“ ist. In Hinblick auf die derzeit geltenden Maßnahmen zur Bekämpfung der Covid-Pandemie: „Die Zeit des friedlichen Widerstands ist vorbei.“ Und: „Wenn Ihr einen Gegner habt, der eine Maschinenpistole hat, bringt es nichts, mit Pfeil und Bogen dagegen zu arbeiten.“

Neben dem Bundesamt für Verfassungsschutz kocht jedes Bundesland sein eigenes Süppchen und unterhält einen eigenen Verfassungsschutz – entweder als selbständiges Landesamt oder als entsprechende Abteilung im jeweiligen Landesinnenministerium. So auch das Land Berlin. Vor rund vier Wochen wurde hier ein 43-seitiges internes Papier zur Verfassungstreue der AfD Berlin mit einem Begleitschreiben aus den Reihen des Berliner Verfassungsschutzes an die AfD-Fraktion im Berliner Abgeordnetenhaus gesandt. Das auf den 11. Dezember 2020 datierte Zwischengutachten sieht keinen Anlass dafür, die AfD als einen Verdachtsfall für den Verfassungsschutz zu bewerten. Die Partei sei vielmehr eine verfassungstreue und demokratische Partei mit einer liberal-bürgerlichen Anhängerschaft. Wörtlich heißt es: „Zur Annahme einer verfassungsfeindlichen Bestrebung bedarf es immer einer Aktivität zur Beseitigung oder zu einer Umgestaltung der Staats- und Gesellschaftsordnung in einer Richtung der mit den Grundprinzipien der fdGO (freiheitlich demokratischen Grundordnung) nicht zu vereinbarenden Grundordnung. Die verfassungsfeindlichen Bestrebungen müssen von einem direkten Vorsatz begleitet sein (...) Dieser Vorsatz kann der AfD Berlin nicht nachgewiesen werden.“ Schließlich: „In der Gesamtschau der gesammelten Erkenntnisse zur AfD Berlin sind keine zureichenden tatsächlichen Anhaltspunkte ersichtlich, die die Schwelle zum Verdachtsfall überschreiten.“

Gefundenes Fressen nicht nur für die Berliner AfD, die das Dokument an die Hauptstadtresse wei-



Der Berliner AfD-Abgeordnete Stefan Brandner

terleitet mit dem Hinweis, dass der Bericht auf politischen Druck hin verschärft werden sollte, um den gewünschten Effekt zu erzielen. Berlins Innensenator Andreas Geisel (SPD) distanzierte sich umgehend von diesem Papier. Es sei lediglich eine unabgestimmte Arbeitsfassung. Zudem enthalte es wissenschaftliche, methodische und handwerkliche Fehler. Augenfällig ist an dem Bericht, dass etwa die außerparlamentarischen Aktivitäten der AfD nicht beleuchtet werden, vor allem in Hinblick auf Eskalationen von Anti-Corona-Demonstrationen. Darüber hinaus werden der Einfluss des „Flügels“ auf die Berliner AfD nur knapp dargestellt und der Einfluss der NPD auf die AfD-Fraktion im Berliner Abgeordnetenhaus überhaupt nicht untersucht. Geisel zog personelle Konsequenzen und stellte den zuständigen Referatsleiter frei. Interne Ermittlungen sollen nun

klären, wie das Papier an die AfD gelangen konnte, da es als „Verschlusssache – Nur für den Dienstgebrauch (VS-NfD)“ eingestuft war.

Der Schaden ist immens. Der Verfassungsschutz sollte eigentlich geräuschlos und unauffällig Informationen gegen extremistische Bestrebungen sammeln über eine mitunter von Extremisten dominierte Partei, die gegen ihre flächendeckende Beobachtung kämpft und nun Argumentationshilfe aus einer vermeintlich undichten Stelle ausgerechnet aus der Sicherheitsbehörde bekommt, die jetzt liefern soll. Bundesinnenminister Horst Seehofer (CSU) sollten die Berliner Vorkommnisse Anlass genug sein, endlich eine Studie zum Extremismus in Behörden, Ämtern und bei sonstigen Stellen auf den Weg zu bringen. ●

GROSSBRITANNIEN – EU

Schwerer Fauxpas

Daniel Zybersztajn-Lewandowski, London

Als am vergangenen späten Freitagnachmittag die Europäischen Kommission auf Grundlage der mangelnden Covid-Impfstoffe andeutete, sie könnte das Nordirlandprotokoll zerreißen und nun Grenzkontrollen entlang der inneririschen Grenze aufstellen, entfachte sich ein wahrhafter Tornado der internationalen Kritik über dem Berlaymont-Gebäude in Brüssel, in dem die EU-Kommission ihren Sitz hat.

Sich sonst weniger einige Stimmen aus Irland, Nordirland und Großbritannien protestierten prompt und heftig gegen diese Ankündigungen. Nach sofort aufgenommen Notgesprächen zwischen der EU-Kommissionspräsidentin Ursula von der Leyen und dem britischen Premier Boris Johnson verschwand schließlich die Ankündigung noch am Ende des gleichen Abends genauso schnell, wie sie gekommen war. Einige Beobachter/innen schätzen die abgesagten Ankündigungen sogar als schwerwiegender ein, als die umstrittenen und später ebenfalls wegen des Koopera-

tions-und-Handelsabkommens aufgehobenen Abänderungen der britischen Regierung zum Nordirlandprotokoll.

Zwar gestand die EU-Kommission, dass die Entscheidung vom Freitag ein Fehler war, aber mit ihr hat sie den etwas getrübt Geist der Brexiteers im Lager der britischen konservativen Partei wiedererweckt. Es gab diesen Tories die Möglichkeit nach wochenlanger Kritik aus allen Industriebereichen über die neuen Barrieren durch die nun notwendigen Formalitäten zwischen Großbritannien und Nordirland aufgrund des Brexit, sich wieder mit Zuversicht an die Öffentlichkeit zu trauen. Diese fordern nun eine Überarbeitung des Nordirlandprotokolls, welches zur Aufrechterhaltung des Friedensprozesses in Nordirland trotz des Brexit geschaffen wurde, damit keine harte Grenze zwischen Irland und Nordirland sowie Nordirland und Großbritannien entstehe, welche Beziehungen zwischen Protestanten und Katholiken anschüren könnte. Das nordirische Karfreitagsabkommen aus dem

Jahr 1998 fordert vor allen eine ständig offene Grenze zwischen Irland und Nordirland.

Nordirland blieb laut dem 2019 unterzeichneten Protokoll, Teil der Einigung über Großbritanniens EU-Ausstieg, Hoheitsgebiet des Vereinigten Königreichs und gleichzeitig Teil des Binnenmarktes der EU. Dies trug jedoch Zollkontrollen zwischen Großbritannien und Nordirland nach sich, welche auf Grund von Lieferungsverzögerungen sich auf britischer und nordirischer Seite zu einem Streitpunkt entwickelten. Artikel 16, Paragraph 3, des Nordirlandprotokolls erlaubt beiden Seiten bei „ernsten Problemen“, dieses aufzuheben. Zwar definiert das Protokoll nicht, was genau denn „ernste Probleme“ seien, doch glaubte Brüssel am Freitag diesen Fall wegen der Corona-Impfstoffkrise erreicht zu haben.

Die Pläne der EU-Kommission am Freitag vereinten immerhin kurzfristig die beiden Seiten des Nordirlandkonfliktes. Sowohl die

London will das Nordirlandprotokoll überarbeitet sehen

katholische Sinn-Féin-Partei, also auch die protestantische DUP, sowie alle anderen Parteien, kritisierten mit scharfen Worten die Pläne der EU-Kommission, mit denen diese glaubte, weitere Impfstoffexporte an Großbritannien stoppen zu können. 3,5 Millionen Dosen des Pfizer-Biontech-Impfstoffs aus Belgien werden bis Ende Februar in Großbritannien erwartet. Inzwischen und nach dem Fiasko versicherte die EU-Kommission stattdessen, dass sämtliche aus der EU bestellten Vakzine weiter in das Vereinigte Königreich exportiert werden dürfen. Versöhnende Töne gab es aber inzwischen auch aus London, wo die Ministerin für internationalen Handel Luz Truss andeutete, dass Großbritannien der EU sogar mit Impfstoff helfen könne.

Derweilen gab der irische Taoiseach Micheál Martin an, das, was die Probleme mit den neuen Regeln und Verzögerungen nach Nordirland betreffe, nur Anfangsschwierigkeiten seien. Tatsächlich sollen sich laut verschiedenen britischen Industrieverbänden Lieferungen nach Nordirland immer mehr verbessern, da sich Menschen an die neue Bürokratie gewöhnten und mit ihr vertraut werden würden. Einen weiteren Stresstest für Nordirland wird es allerdings Ende März geben. Dann sollen nämlich derzeit erleichterte Formalitäten auf das zukünftig vorgesehene Normalniveau angehoben werden.

Überraschen dürfen die gegenwärtigen Probleme indes niemanden. Von der Last des Chefverhandlers der Europäischen Union befreit, rief am Samstag kein Geringerer als Michel Barnier zum Geist der Kooperation auf: „Wenn der Vertrag korrekt und mit Vertrauen auf beiden Seiten angewandt wird, können wir Verbitterung vermeiden“, wird der Franzose in der britischen Tageszeitung Times zitiert. ●

Votre publicité ici

Contactez Zoubida Belgacem qui est en charge de la régie publicitaire au sein du Lëtzebuurger Land

+352 48 57 57 32
zbelgacem@land.lu

LuxLeaks : retour au tribunal

PWC Luxembourg a-t-elle forcé la main à la justice française pour enfreindre le secret des sources d'un journaliste ? C'est la question posée ce mardi 2 février à la Cour d'appel de Metz dans une affaire opposant le journaliste français Édouard Perrin (photo en 2016 lors du procès Luxleaks : pg) à la société de services financiers qui avait fait saisir du matériel informatique et des documents au domicile lorrain de son ancien employé Raphaël Halet, le 28 novembre 2014. Raphaël Halet est l'un des deux salariés de PWC qui avaient divulgué les documents à l'origine des Luxleaks. Cet événement médiatique révélait début novembre 2014 des accords négociés par PWC avec le fisc luxembourgeois à l'avantage de 350 multinationales. Avant de devenir d'ampleur mondiale fin 2014, le scandale avait d'abord été dénoncé sur France 2 par *Cash Investigation*, pour qui travaille Édouard Perrin. Suite à la diffusion de deux volets de l'émission, PWC avait ouvert une enquête interne pour déterminer l'origine des fuites. Et, en novembre 2014, le cabinet avait obtenu une ordonnance d'un juge de Metz dans le but explicite de découvrir la source du journaliste au domicile de Raphaël Halet, alors en arrêt de maladie.

« Ce litige touche aux libertés fondamentales », a plaidé mardi Me Fiodor Rilov, l'avocat

d'Édouard Perrin. Dénonçant une manipulation de la justice par PWC, il a estimé « inacceptable que d'une manière ou d'une autre, on enfreigne la protection des sources ». « Il n'y a pas de liberté de la presse sans secret des sources », a martelé l'avocat, se référant au droit français et à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'Homme. Édouard Perrin, qui demande la rétractation de l'ordonnance contestée, avait été débouté en première instance, il y a deux ans. Le tribunal avait reconnu au cabinet luxembourgeois le droit d'agir pour empêcher la publication de documents qu'il juge confidentiels, quand bien même ils présentent un caractère d'intérêt général. Considérant que le journaliste n'était pas fondé à agir, le tribunal l'avait également condamné à 3 000 euros de frais de justice.

Ces arguments ont été répétés mardi par Me Jacques Bettenfeld, avocat de PWC, avançant notamment que Raphaël Halet n'avait pas saisi le Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) après sa condamnation définitive par la justice luxembourgeoise pour « vol, fraude informatique et blanchiment ». L'affirmation est cependant fausse puisque Raphaël Halet a saisi la CEDH en 2018 pour que soit reconnu son statut de lanceur d'alerte. La décision de la juridiction européenne est attendue dans les prochains mois. Étonnamment, ce même argument erroné a été déployé

par l'avocate générale Christelle Dument qui a affirmé que le « secret des sources n'est pas en jeu », car Édouard Perrin a attendu trois ans avant de contester l'ordonnance. A contrario le ministère public avait jugé, en première instance, que le secret des sources avait été violé dans cette affaire.

L'audience de mardi s'est tenue dans un contexte d'atteintes répétées à la liberté de la presse en France. Depuis 2018, des centaines de journalistes ont été blessés par les forces de l'ordre ou interpellés en couvrant les mouvements sociaux des gilets jaunes ou de la réforme des retraites. En 2019, six journalistes ont aussi fait face à des convocations des services de renseignement dans le but d'identifier leurs sources à l'origine de révélations dans les affaires Benalla et des ventes d'armes à l'Arabie Saoudite. Par ailleurs le projet de loi « sécurité globale », en cours d'examen, vise à interdire la diffusion d'images de violences policières, selon les journalistes et les organisations de défense des droits humains. « Il y a des atteintes graves à toutes les libertés », affirme Dominique Pradalié, secrétaire générale du SNJ, premier syndicat de journalistes en France. L'organisation a choisi d'intervenir volontairement dans la procédure opposant Édouard Perrin à PWC, afin de faire respecter la protection des sources. La syndicaliste s'insurge contre l'avantage accordé « aux multinationales » par la législation française sur

le secret des affaires, renforcée à l'automne dernier par l'adoption de la loi Asap. « Ce texte est pernicieux et dangereux, car

il permet d'arrêter une enquête avant sa diffusion », explique Dominique Pradalié. « Si un journaliste confronte une

entreprise à des documents internes gênants avant leur publication, celle-ci peut engager des poursuites. D'où l'intérêt de

protéger également les lanceurs d'alerte. » La Cour d'appel de Metz rendra son arrêt le 25 mars. Fabien Grasser



Land

05.02.2021



C1 C cher

Une option à 26,75 millions d'euros a été placée par le groupe belge Befimmo lundi sur l'immeuble accueillant les bureaux des clans Lux et Becca à Howald (photo : pso). En guerre dans les prétoires et dans les sociétés où ils ont des intérêts partagés, les deux promoteurs immobiliers n'ont su mettre de côté leurs différents dans la société C1 qui détient le siège de leurs entreprises respectives. Pour débloquer la situation, son créancier la BIL a dû exiger la faillite. La banque dirigée par Marcel Leyers, passé par le groupe de Flavio Becca, doit récupérer quasiment dix millions d'euros. Deux groupes se sont livrés bataille lors de l'adjudication lundi dans la grande salle de l'Hôtel Parc Alvisse, au nord de la

capitale. Les Belges de Befimmo et les Luxembourgeois de Lalex. La compagnie d'assurance détient déjà les deux jumeaux architecturaux de C1 à Howald, C2 et C3, acquis pour une valeur de soixante millions d'euros selon les informations du *Land*. Son représentant Christian Strasser (un ancien de la BIL !) a répondu pendant 45 minutes aux offres de son concurrent belge. En vain ? Les enchérisseurs peuvent encore soumettre une offre jusqu'au début de semaine prochaine. Il lui faut être supérieure d'un sixième à la dernière, soit 31,2 millions d'euros. Douze pour cent de frais seront ajoutés le cas échéant et l'immeuble partirait alors pour (un minimum) de 35 millions d'euros. En l'état, C1 partira pour 29,7 millions d'euros. L'immeuble se compose de cinq niveaux hors-sol (autour de 5 000 mètres carrés) et trois sous-sols (idem). Il est vendu avec ses locataires, notamment le groupe Iko d'Éric Lux ou la société Genii Capital qu'il dirige avec Gerard Lopez. Le groupe de Flavio Becca déménagera d'ici quelques mois dans son nouveau siège à Leudelange. pso

Des économistes locaux pro-annulation

Serge Allegrezza, directeur du Statec (photo : sb), Stéphanie Ravat, conseillère économique à la CGFR, des économistes de la fondation Idea, *think tank* de la Chambre de commerce luxembourgeoise, Muriel Bouchet, Vincent Hein et Michel-Edouard Ruben, cosignent ce

vendredi une tribune parue dans plusieurs médias européens « pour annuler les dettes publiques détenues par la BCE et reprendre en main notre destin ». « Notre proposition est simple », écrivent les auteurs, « passons un contrat entre les États européens et la BCE. Cette dernière s'engage à effacer les dettes publiques qu'elle détient, tandis que les États s'engagent à investir les mêmes montants dans la reconstruction écologique et sociale. Ces montants s'élèvent aujourd'hui, pour l'ensemble de l'Europe, à près de 2 500 milliards d'euros. De quoi répondre enfin aux attentes du Parlement européen et surtout à la sauvegarde de l'intérêt général », expliquent notamment les signataires. Le texte demande en outre à ce que le conseil européen prenne les décisions fiscales à la majorité qualifiée... la règle de l'unanimité étant la vache sacrée du gouvernement luxembourgeois. pso



Pendant la fermeture, les aides continuent

L'anxiété, l'incompréhension et la souffrance au sein du secteur horeca sont bien réelles, mais

les aides proposées par l'État tentent de conforter le milieu. Alors qu'une nouvelle mesure de soutien aux entreprises et indépendants, dont ceux du secteur, a été accordée avec le remboursement et/ou l'annulation de leurs avances d'impôt pour les deux derniers trimestres de l'année 2020 et/ou les deux premiers trimestres de 2021, la Direction générale des classes moyennes a fait ses calculs, à la demande du Land. Pendant le mois de janvier, 545 dossiers ont été traités et payés dans le contexte du Fonds de relance et de solidarité pour un montant de 5 623 280 euros, couvrant des dossiers sur la période entre juin et novembre 2020. Par ailleurs, 314 dossiers d'aide pour les coûts non couverts ont été traités et payés, représentant 4 979 856 euros et concernant la période novembre et décembre 2020. Les dossiers éligibles traités et payés représentent deux tiers des dossiers déposés. Pas le seul visé par ces aides, l'horeca émerge à 66 pour cent des aides pour frais non couverts et 69 pour cent du fonds de relance. fc

The dating game

Sont enfin parues au mémorial B samedi les nominations au conseil d'administration de la Banque centrale du Luxembourg. Les places avaient été laissées vacantes depuis août 2020. Le jeune retraité du Commissariat aux assurances Claude Wirion, la présidente de la Fedil Michèle Detaille

et la directrice générale du Liser Aline Muller intègrent officiellement l'institution monétaire au 1er janvier 2021 (donc rétroactivement) pour une durée de six ans. La dernière nommée est la surprise du chef. *Reporter*. *lu* avait détaillé début janvier les tergiversations pour nommer des femmes dans ce cénacle trop longtemps masculin. Le Conseil de gouvernement avait fait un premier casting début décembre. La directrice générale de Luxinnovation Sasha Baillie figurait à la place de sa camarade du centre de recherche en études sociales... alors que l'Américaine Denise Voss, ancienne présidente de la l'Alfi (association luxembourgeoise des fonds d'investissement) avait été pressentie premièrement, écrit le média en ligne. Rue de la Congrégation, on explique au *Land* sur un ton agacé (on a l'habitude, ndlr) que les deux candidates se valaient, « excellentes et bien qualifiées », mais le background académique « orienté finances » et un « statut qui ne laisse pas de doute quant à son indépendance » ont fait pencher la balance vers Aline Muller, nous dit-on. Faut-il voir un problème à ce que Sasha Baillie soit affiliée au LSAP ? Du tout. Il est de coutume que les partis désignent leurs administrateurs de la société civile, mais le statut de « conseiller de gouvernement » de Sasha Baillie nuirait à l'indépendance de la Banque centrale vis-à-vis de l'exécutif. Il y a donc eu rétropédalage

après le vote en conseil de gouvernement. L'assureur Pit Hentgen (Lalex) et le patron de fiduciaire Claude Zimmer ont fait les frais de la féminisation du conseil d'administration de la BCL, incarnée pour l'heure par la haute-fonctionnaire européenne Martine Reicherts et l'avocate Nadia Manzari (anciennement CSSF). L'ancien juge européen Romain Schintgen a également quitté l'institution du boulevard Royal en 2020. Pierre Beck, Roland Weyland et Michel Würth sont les trois autres membres de la société civile siégeant au conseil d'administration présidé par Gaston Reinesch. Cet organe « formule notamment la politique d'affaires de la BCL et approuve le budget et les comptes annuels », selon le site internet de la BCL. pso

Female on board (bis)

Le gouvernement se félicite cette semaine d'avoir atteint et dépassé son objectif en matière de taux de femmes représentant l'État dans les conseils d'administration des établissements publics. Le seuil fixé en 2014 à quarante pour cent a été franchi en juin de l'année dernière et atteint aujourd'hui 41,19 pour cent. La proportion s'établissait à trente pour cent début 2015. Le taux de femmes dans les conseils d'administration d'établissements publics où figurent d'autres contreparties (patronat ou syndicat notamment) atteint 35 pour

cent. 21 mandats (sur un total de 423) devraient être pourvus par des femmes pour atteindre les quarante pour cent dans l'ensemble des établissements publics. « Les partenaires sociaux sont ainsi invités à continuer à soutenir l'égalité femmes-hommes dans la prise de décision économique », fait valoir l'exécutif dans son communiqué. Dans le reste des sociétés dans lesquelles l'État détient une participation, le taux de femmes le représentant progresse à 31,1 pour cent, contre 24,7 pour cent en 2015. C'est à dire que moins d'un représentant de l'État sur quatre dans les sociétés est une femme. pso



À La Chapelle, Christophe Schivre s'attèle à proposer des produits originaux qu'on ne trouve pas ailleurs

Le resto pleure, l'épicier rit

France Clarinval

Sans perspective précise de réouverture, les restaurants continuent à se battre pour subsister. Diverses initiatives voient le jour pour travailler « quand même »

Mayonnaise au gin Cela fait plus de deux mois que les restaurants sont fermés et il semble désormais acquis que la réouverture ne sera pas pour tout de suite. Les restaurateurs font entendre leur détresse et leur colère sur les réseaux sociaux et manifestent dans les rues de la capitale. Beaucoup ne comprennent pas les aides proposées par l'État et le considèrent diffi-

ciles à obtenir ou peu adaptées. Cependant, certains restaurateurs ont pris au pied de la lettre l'invective pressante de se « réinventer », au point de changer de casquette. Ils ne vont pas devenir plombier ou chanteur de bal, mais ont transformé leurs espaces et leur mode de vie pour devenir... épiciers. Un métier un temps obsolète face aux supermarchés surdimen-

sionnés et à la vente en ligne mondialisée, mais qui (re)prend tout son sens depuis que le local et la proximité sont valorisés.

« À la mi-mars, quand on a dû fermer, j'ai d'abord pris le temps de souffler. Pas de travail le soir, pas de personnel malade, pas de client râleur, pas de four-

nisseur pressé : j'ai pu prendre du recul », se souvient Christophe Schivre à la tête du restaurant La Chapelle, dans le quartier de Neudorf à Luxembourg. Mais baisser le rideau et attendre que les semaines passent, ce n'était pas sa manière de concevoir les choses. Il constate que le quartier populaire où tout le monde se connaissait a évolué pour se gentrifier et s'internationaliser. Il lance alors la Shop'pelle : une épicerie de proximité, avec des plats préparés en bocaux et des produits de base, pour éviter aux voisins d'aller dans les grandes surfaces.

« C'était mon point de départ : le quartier, la proximité et l'envie de bosser », fait-il rimer. Avant même la réouverture d'été, il ajoute quelques produits « maison » (notamment un saumon gravlax qui fait l'unanimité) et sent un engouement pour cette nouvelle orientation. « J'ai fait des recherches auprès de producteurs luxembourgeois, puis vers des produits bio et équitables pour élargir la gamme et offrir un choix plus complet. » Désormais, les rayonnages sont remplis d'huiles parfumées, de pâtes fraîches, de sauces, de confitures et même de petits pots pour bébé... faits maison. On trouve aussi des produits internationaux très originaux comme cette mayonnaise au gin, ces préparations pour cookies, ces sauces pimentées ou ces chocolats parfumés. « Il y a de nouveaux produits chaque semaine pour que les clients reviennent. »

Attention à la marge Et ça marche. La moitié de son chiffre d'affaires est désormais réalisée à travers l'épicerie, le reste étant partagé entre la vente à emporter des plats de la carte (notamment aux clients de l'hôtel voisin qui ne dispose pas de cuisine et n'offre pas de room service) et la distribution de bocaux par Group lunch (un service qui existait déjà avant le confinement). Cependant, Christophe Schivre n'est pas tout à fait serein : les marges dans l'épicerie sont beaucoup moins élevées que dans la restauration et même si les charges de personnel sont plus basses (l'essentiel de l'équipe est au chômage partiel), le bénéfice d'exploitation se fait attendre. « C'est une économie différente avec un fonctionnement différent. Quand un burger me coûte deux euros de matière première, je peux le vendre à 17 euros, ça ne choque personne. Mais si j'achète des bananes à deux euros, personne ne va me les prendre à 17 ! ». Il note aussi que les fournisseurs du restaurant accordent généralement trente jours pour les payer alors que les produits d'épicerie qu'il achète sont payables au comptant, ce qui représente un investissement important.

« J'espère ne pas être pénalisé pour avoir continué à travailler. Je ne demande pas de recevoir des aides, mais un peu de compréhension pour les retards de paiements et pour les échelonner par exemple », ajoute-t-il en s'interrogeant « comment rattraper les pertes au moment de la réouverture ». Il espère que « tous ensemble – exploitants, brasseries, propriétaires et État – nous pourrions trouver des solutions ». Une chose est sûre pour le patron de La Chapelle : il gardera un rayon épicerie, même s'il peut rouvrir son restaurant : « Il y aura toujours des gens en télétravail qui manqueront, moins de grandes tablées, moins d'événements : pouvoir offrir autre chose me permettra sans doute de tenir. »

Beaucoup de bocaux À une quinzaine de kilomètres de là, à Roodt-sur-Syre, le restaurant Peitry trône en bordure de nationale. S'il est resté totalement fermé pendant le premier confinement, son chef Quentin Debailleux a décidé d'ouvrir son établissement aux heures habituelles de service et de proposer des produits d'épicerie. « On a commencé avant les fêtes avec des paniers cadeaux mélangeant nos préparations (terrines, bocaux, sauces) avec des produits locaux, notamment des vins. » Même avec un mois de janvier nettement plus calme, le patron a décidé de continuer, en marge de la vente à emporter des plats de la carte, à développer son épicerie. Magret et saumon fumés, plats traditionnels (blanquette, bourguignon et autres bouchée à la reine), confitures, thés, sels parfumés, gâteaux apéritifs, salaisons côtoient un rayon vins et alcools bien garni.

Ces ventes représentent un petit vingt pour cent de son chiffre d'affaires, « mais ça permet de garder le moral et de travailler. » Lui aussi, il envisage de garder ce rayon après la réouverture « mais avec des vins différents de ceux de la carte, car les coefficients ne sont pas du tout les mêmes », ajoute-t-il. Les restaurants appliquent un effet un coefficient de trois, voire quatre ou cinq sur le prix d'achat des bouteilles de vin alors qu'il est à peine de deux en épicerie. « Pour les clients, l'épicerie sera alors une façon de poursuivre l'expérience du restaurant en emportant un peu du menu ».

La ville au village Nicolas Szele et sa femme Pauline ont entrepris une autre démarche. Le chef du restaurant Fin Gourmand situé à Belair dans la capitale n'a pas transformé son restaurant, mais a carrément ouvert une épicerie, au centre de Mondercange, dans une ancienne librairie. « Je passais devant ce local vide régulièrement et l'idée a germé progressivement en constatant qu'il y a une population de 50 000 habitants dans un rayon de cinq kilomètres et aucun commerce de proximité », rembobine celui qui a ouvert finalement en août 2020. « Sans même parler de la fermeture actuelle, on sent bien que la

« La consommation au restaurant ne sera plus la même avec plus de télétravail, moins de repas d'affaires et de famille »

Nicolas Szele, Le Fin Gourmand

consommation au restaurant n'est plus et ne sera plus la même : plus de télétravail, moins de repas d'affaires et de famille (qui représentaient jusqu'à trente pour cent des rentrées du restaurant, ndr). L'épicerie est une manière de générer du chiffre et de faire travailler l'équipe. » Bénéficiant de la bonne réputation de son restaurant et d'une clientèle fidèle qui se déplace parfois de la Ville, Nicolas Szele propose des plats à emporter (dont un plat du jour très démocratique, à moins de neuf euros), des préparations en bocaux (oui, encore, les fabricants de bocaux Weck, Le Parfait et consorts se frottent les mains), des vins locaux, des sels, des confitures, des charcuteries, du fromage... « Les plats traditionnels comme la Bouneschlupp ont beaucoup de succès. Les gens recherchent des repères gustatifs qui leur parlent. »

Progressivement, Nicolas et Pauline apprennent « un nouveau métier, avec d'autres rythmes et d'autres règles ». S'ils se réjouissent de bonnes rentrées les midis, avec un chiffre d'affaires équivalent à celui du restaurant (réalisé à trois personnes contre dix au restaurant), le bilan de la semaine est plus mitigé : « Une semaine classique, c'est environ un tiers du chiffre du resto ». Quelques pics lui donnent de bonnes raisons de continuer, ainsi les centaines de paniers cadeaux réalisés pour les fêtes dépassent le revenu d'un soir de Saint-Valentin à table. « C'est une bonne période pour se remettre en question. Il faut oser, y croire, s'adapter et faire ce que le client recherche », conclut-il.

La période des fêtes a également été faste dans la zone industrielle de Bertrange où le groupe autour du Windsor (Restobert SA) a regroupé l'activité de ses quatre restaurants pour proposer des plats à emporter et de l'épicerie. « Nous avons été positivement surpris du succès de cette formule », relate Julie Thiry qui s'occupe de la gestion des établissements du groupe. Cependant, à la fin du mois de janvier, l'expérience a pris fin : « Il n'y a pas assez de passage dans la zone à cause du télétravail », regrette-t-elle tout en affirmant que « dès la réouverture, on refera un rayon épicerie avec des produits de saison. »

Eat, sleep and... Certains hôtels avec restaurant ont suivi une autre voie pour se réinventer : celle du repas en chambre. L'idée peut paraître évidente – le room service fait partie de l'offre de la plupart des hôtels – mais elle revêt un caractère particulier dès lors que les restaurants sont fermés : les clients sont des résidents locaux qui louent une chambre d'hôtel pour pouvoir bénéficier d'un repas de restaurant. L'Hostellerie du Grünwald avait ainsi lancé son offre Eat & Sleep alors que les restaurants étaient encore ouverts, mais que le couvre-feu était imposé. Les clients avaient la possibilité de manger au restaurant et de rejoindre leur chambre à l'heure du couvre-feu. Depuis, l'offre est restée identique, mais les tables du restaurant ont été transférées dans les chambres. « En trois mois, nous avons vendus 318 nuitées selon cette formule générant un revenu de 86 000 euros », détaille Clovis Degrave patron de l'établissement, « cela représente quinze pour cent de notre chiffre d'affaires sur cette période de novembre à janvier. » Poursuivant ses calculs, le chef estime que l'initiative a été bénéfique permettant de limiter les pertes par rapport à la même période un an auparavant. « Sans les Eat&Sleep, nous aurions perdu 25 pour cent de chiffre à l'hôtel et 32 pour cent au restaurant. Avec, on limite la casse respectivement à quinze et 23 pour cent. »

C'est aussi une clientèle essentiellement locale que touche l'Hôtel Le Royal avec son forfait « Détente et saveurs », initialement mis en place pour les repas de Noël et de Nouvel an. « Nous avions décidé de transformer certaines chambres en salle de restaurant. Le lit a été enlevé et une table a été mise en place. Au moment du dîner, le client se rend dans une autre chambre qui devient sa salle à manger privée », détaille Cynthia Blaszczyk, assistante de direction. Le concept a plu et perdure désormais. Cette offre représente 45 nuitées (et donc le double de repas), une goutte d'eau pour l'hôtel qui accuse « un retard de près de 80 pour cent du chiffre d'affaires par rapport à 2019 ». Mais une goutte d'eau bienvenue quand même, puisque pour la Saint-Valentin, trente chambres sont transformées contre quinze en janvier. « Les gens ont besoin de changer d'air et nous de travailler », conclut-elle. ●

Les bocaux de plats préparés ont le vent en poupe dans toutes les épiceries de restaurant comme ici chez Quentin Debailleux



Les défis du vieillissement

Georges Canto

L'exécutif européen s'interroge sur la stratégie à adopter pour juguler les évolutions démographiques

À la mi-janvier plusieurs pays européens ont présenté leur bilan démographique pour l'année écoulée. 2020 aura été marquée par une importante surmortalité due au Covid-19. Au Royaume-Uni et en Belgique, pays très touchés par la pandémie, elle s'est respectivement élevée à vingt et 17 pour cent. En France, le dépassement s'est limité à 8,8 pour cent, mais le total des décès est le plus élevé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce mercredi, le Statec informe que Le Luxembourg a connu une augmentation du nombre de décès en 2020 est de 8,5 pour cent par rapport à l'année 2019. Les morts dues au Covid-19 représentent 13,2 pour cent des décès observés à partir de la mi-mars de la même année, plus de dix pour cent sur l'année.

Parallèlement, dans l'ensemble de l'Europe, on note une diminution des naissances. Ainsi en France, en 2020, on a enregistré 14 000 bébés de moins par rapport à 2019 (730 000 au lieu de 744 000), soit une baisse de 1,88 pour cent. En Belgique la baisse a été modeste (- 0,7 pour cent) mais plus nette au Royaume-Uni (- 3,6 pour cent sur les trois premiers trimestres). Or ce résultat ne peut être lié au virus puisque les premiers « bébés du confinement » ont vu le jour à partir de début décembre, donc en toute fin d'année. Cela signifie que la diminution des naissances en 2020 en Europe s'inscrit dans une tendance lourde : ainsi en France, c'était la sixième année consécutive de baisse, avec, en dix ans, une chute de 12,4 pour cent de la natalité. Elle sera encore plus nette en 2021, avec cette fois l'incidence des premiers lockdowns, accentuant ainsi le vieillissement de la population.

Coincidence ou pas, le 27 janvier, la Commission européenne, qui fait figurer la démographie en bonne place parmi les domaines d'action stratégiques de l'UE, a lancé sur ce thème une consultation publique s'achevant le 21 avril. Cette initiative s'est traduite par la publication d'un Livre Vert en guise de base de discussion : ce document de 28 pages expose la rapidité et l'ampleur du phénomène, ainsi que ses conséquences sur la société et l'économie, qui ne sont pas forcément toutes négatives. Au cours des prochaines décennies, le nombre de personnes âgées dans l'UE augmentera en nombre et en proportion. Aujourd'hui, vingt pour cent de la population est âgée de plus de 65 ans et, d'ici 2070, ce taux devrait atteindre trente pour cent. Sur la même période, la proportion de personnes âgées de plus de 80 ans devrait plus que doubler, pour atteindre treize pour cent. Le phénomène est mondial puisque, selon le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), la planète comptera 3,2 millions de centenaires en 2050, contre environ 320 000 aujourd'hui, soit dix fois plus en trente ans !

Mieux manger et faire du sport tout au long de la vie, c'est mieux vieillir, mais aussi couter moins cher à la communauté selon la Commission européenne

À noter que le Luxembourg est bien moins touché que ses voisins. En 2019, les plus de 65 ans pesaient 14,4 pour cent de la population totale (contre 21,6 pour cent en Allemagne, 20,4 pour cent en France et 19 pour cent en Belgique), les plus de 80 ans représentant seulement quatre pour cent (contre 6,8 pour cent en Allemagne, 6,2 pour cent en France et 5,7 pour cent en Belgique). L'âge médian y était de 39,5 ans contre 43,7 au niveau européen soit une différence supérieure à deux ans ! À l'heure actuelle, le coût total des dépenses publiques liées au vieillissement dépasse 25 pour cent du PIB dans l'ensemble de l'UE. Ce coût devrait augmenter de 1,1 point de pourcentage d'ici 2070 ; la progression sera de trois points, voire plus, dans onze États membres. Une hausse qui s'explique principalement par les dépenses consacrées à la santé d'une population qui subit les effets de l'âge. Ainsi le nombre de personnes susceptibles d'avoir besoin de soins de longue durée, qui était de 19,5 millions en 2016 devrait passer



En 2019 le Grand-Duché avait le meilleur taux de dépendance de l'UE

à 23,6 millions en 2030 et à 30,5 millions en 2050 (UE-27) soit moitié plus par rapport à aujourd'hui.

Cette situation résulte d'un double phénomène. Le premier est très positif : « jamais auparavant autant d'Européens n'ont connu une vie aussi longue » écrivent les auteurs du Livre vert. Un rapport de la Commission publié en juin 2020 sur les conséquences de l'évolution démographique montrait qu'au cours des 50 dernières années, l'espérance de vie à la naissance a augmenté d'environ 10 ans tant pour chaque sexe. Elle est actuellement de 83,7 ans pour les femmes et de 78,2 ans pour les hommes.

Le second est plus préoccupant : l'espérance de vie en bonne santé n'est que de 64 ans, avec très peu d'écart entre hommes et femmes, et elle a tendance à stagner depuis plusieurs années. Ce qui signifie que les quinze à vingt dernières années de la vie sont marquées par une succession de problèmes de santé qui expliquent la flambée des dépenses au fur et à mesure de l'allongement de l'existence humaine. La Commission propose donc d'adopter une stratégie visant à augmenter l'espérance de vie en bonne santé par la promotion de modes de vie sains tout au long de la vie, ce qui englobe les habitudes alimentaires ainsi que l'activité physique et sociale. Il s'agit d'aider à réduire le risque d'obésité, de diabète et d'autres maladies non transmissibles qui sont en augmentation, notamment les affections cardiovasculaires et le cancer qui représentent les principales causes de décès évitables pour les personnes de moins de 75 ans en Europe. Le problème est que les mesures préconisées concernent surtout les personnes jeunes et très peu celles qui approchent de l'âge de la retraite. Il faudra donc du temps pour voir leurs effets sur les données de santé et au cours de la prochaine décennie l'augmentation de l'espérance de vie en bonne santé risque d'être très modeste.

Un autre risque est celui de la pauvreté des personnes âgées. La retraite entraîne une baisse des revenus pour tous, mais le niveau des pensions est particulièrement bas pour les personnes ayant perçu de faibles revenus, ayant connu des interruptions de carrière ou

ayant occupé des emplois ou exercé des métiers offrant une protection limitée, comme les travailleurs atypiques et les indépendants. Certaines catégories de population sont très affectées, comme les femmes qui par rapport aux hommes ont des carrières plus courtes et moins linéaires et travaillent souvent à temps partiel. Dans l'UE, les pensions des femmes sont en moyenne inférieures de 29,5 pour cent à celles des hommes. Les travailleurs immigrés âgés sont également plus exposés au risque de pauvreté et d'exclusion sociale, tout comme les handicapés. Or le déséquilibre croissant entre le nombre d'actifs et le nombre de retraités pourrait se traduire par une baisse générale du niveau des pensions, aggravant la pauvreté des seniors. Selon les auteurs du rapport, « l'allongement de la vie professionnelle est une réponse essentielle » à ce problème.

Un des indicateurs-clés est le taux de dépendance économique des personnes âgées, à savoir le ratio entre le nombre de personnes de 65 ans et plus et le nombre de celles âgées de vingt à 64 ans. Il est exprimé en pourcentage des personnes en âge de travailler (15-64 ans). Selon les dernières projections démographiques d'Eurostat, pour qu'il reste le même en 2040 qu'en 2020 il faudrait prolonger la vie active jusqu'à 70 ans en moyenne dans l'UE et même à 72 ans en Lituanie et au Luxembourg ! Certes, en 2019 le Grand-Duché avait le meilleur taux de dépendance de l'UE (22 pour cent, contre 39 en Italie, bonne dernière du classement). Mais 72 ans, c'est tout de même huit ans de plus que l'espérance de vie en bonne santé aujourd'hui. À supposer que l'on puisse inciter ou obliger des gens à travailler jusqu'à cet âge, il faudrait que leur santé le leur permette. ●

Des opportunités aussi

Tout en s'inquiétant des problèmes posés par le vieillissement, la Commission européenne note qu'il « ouvre toutefois également des perspectives nouvelles pour la création d'emplois, la promotion de l'équité sociale et le renforcement de la prospérité ». L'« économie des seniors » devrait croître de cinq pour cent dans les années à venir avec une contribution attendue de 5 700 milliards d'euros au PIB de l'Union en 2025 et

même 6 400 milliards selon certains experts, soit près du tiers du PIB (calculs effectués avant la crise sanitaire). Le terme fait référence à l'impact des besoins et préférences spécifiques des personnes âgées sur la demande globale de biens et de services. Selon le Livre vert, la *Silver economy* offre de nouvelles opportunités d'emploi dans des secteurs tels que le tourisme, les maisons intelligentes, les solutions d'accessibilité, la robotique

liée aux services, la sécurité, la mobilité automatisée, la culture et même « les cosmétiques, la mode et les services bancaires ». Les dépenses de santé des seniors stimuleront la recherche médicale et biologique et la télémédecine (applications et capteurs pour le diagnostic et le suivi à distance) tandis que de nouvelles technologies d'assistance peuvent améliorer l'autonomie des personnes âgées en situation de handicap. gc



Die
Unternehmer-Bank

seit 1856



In guten und schlechten Zeiten steht Ihnen die BIL seit 1856 zur Seite und bietet Lösungen, die auf jede Entwicklungsphase Ihres Unternehmens zugeschnitten sind. Entdecken Sie unsere verschiedenen Dienstleistungen auf www.bil.com/unternehmen oder nehmen Sie direkt Kontakt mit Ihrem Kundenberater der BIL auf.

ZU GAST

Zwou Corona-Suergen!

Bei all deenen Diskussiounen ronderëm Corona a wéi mir solle mat der Kris ëmgoen, leien der ADR am Abléck zwee Sujete besonnesch um Häerz.

Den éischten ass d'Impfstrategie. Mir sinn als ADR fir Impfungen, awer ëmmer am Respekt vun der Fräiwëllegkeet. Op europäeschem Niveau gétt et allerdéngs Bestriewungen, fir en indirekten Impfwang anzeféieren, zum Beispill iwwer en Impfpass an Aschränkunge vun der Reesfräiheet. D'ADR hat schonn am Dezember virun esou Entwécklung gewarnt. Deemools hunn all aner Parteie behaupt, dee Problem géing sech net stellen. Leider hu mir awer Recht behalen. D'ADR verlaangt vun der Regierung, datt si sech dofir asetzt, datt de Prinzip vun der Fräiwëllegkeet weder direkt nach indirekt kann a Fro gestallt ginn, och net duerch d'EU! Mir bedauern, datt souwuel d'EU wéi och déi lëtzebuergesch Regierung ze vill Lues gehandelt hunn fir genuch Impfstoff ze kréien.

Den Dan Hardy ass politeschen Beroder vun der Alternativdemokratescher Reformpartei

Den anere Sujet ass déi Tatsaach, datt ëmmer méi privat an ëffentlech Instanzen negativ Covid-Tester verlaangen, zum

Deel op Uerder vum Staat, fir kënne gewësse Servicer ze benotzen, wéi zum Beispill Fluchreesen oder Concerten. Dat ass aktuell de Fall bei der Luxair, an der Coque oder och bei der Rockhal, déi jo dem Staat gehéiert. Vum Prinzip mol ofgesinn, dee mir jo a Fro stellen, ass och nach unzemierken, datt déi Schnelltester nach manner zuverlässeg si wéi déi bekannte PCR-Tester, dat gouf och viru Kuerzem nach vum däitsche Fuerschungnetzwerk vun der Universitätsmedezin zum Covid-19, an engem Positiounspabeier, festgehalen.

Do freet een sech: Bis wouhinneer geet dat? Wouhin entwéckelt sech eis Gesellschaft? Gi mir geschwënn op all méiglech Vire getest, ier mir dierfen an e Restaurant, e Futtballmatch kucke goen oder an e Fliger klammen? Wéi ass et do mam „secret médical“?

Mir als ADR betounen ëmmer nees, datt et net un der Regierung ass, an och net un iergend enger privater Firma, fir de Leit hir Grondrechter ze ginn oder wech ze huelen. Grondrechter huet ee, well een e Mënsch ass, an dat géllt fir gesond Mënschen genee esou wéi fir Mënsche mat enger Behënnerung oder fir krank Mënschen. Mir sinn net an der Volleksrepublik China, an där de Staat déi „Gutt“ belount an déi „Schlecht“ bestroft. Mir liewen an engem fräie Land, wou de Staat kengem dierf seng Grondrechter beschneiden!

Fir d'ADR ass et elo wierklech héich Zäit, datt alleguerten déi verfassungsméisseg geschützte Rechter vun de Bierger an hire perséinleche Fräiheeten, inklusiv dem Respekt vun der Privatsphär an der Beweegungsfräiheet, voll a ganz nees hiergestallt ginn.

Mat grousser Suerg stelle mir geféierlech Tendenzen a Richtung totalitär Gesellschaft fest. Mir als ADR wieren eis dogéint, well mir stinn zu enger fräier, demokratescher Gesellschaft, och a Covid-Zäiten! ● Dan Hardy

D'GEDICHT VUN DER WOCH



Liveticker (2)

Jacques Drescher

Et muss eppes geschéien!
Et ass dach scho geschitt.
De Meisch ass op de Knéien;
Seng Datz, déi huet e kritt..

„Et muss eppes geschéien!“
Denkt d'Paulette an huet d'Flemm.
„Ech kann a wëll net léien“,
Seet si am *Paperjam*.

„Et muss eppes geschéien!“
Seet d'Lydie zu dem Kox
Fir net nees d'Schold ze kréien,
Weist dee seng Police-Box.

Et muss eppes geschéien!
Et ass dach scho geschitt.
D'Fro stellt sech ëmmer, wien dach
De Schwarze Péiter kritt.

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Planet tote Hose

Michèle Thoma

Die „Siedler von Catamaran“ sind zwar wirklich toll, gut, dass wir es aufgehoben haben, und der Löwenzahn, der uns hoffentlich bald wieder erscheint, ist auch schön. Nur habe ich ihn schon letztes Jahr exzessiv angeboten. Und ich habe in den Wäldern geblättert, die schon seit Dekaden in vergessenen Winkeln darauf warteten, ausgedelt zu werden, und hab gedacht, ja, das ist jetzt der Moment. Der Moment, ein Werk zu gebären oder wenigstens das Zimmer aufzuräumen. *Here and now*, nie war es so *here and now*.

Verflüchtigt hat sich diese Magie. Der Frühling war verzaubert, eine Fee mit einem Zauberstab wandelte herum, Blütenstaub vergoldete den Asphalt, in Gossen und Sackgassen erblühten Augenweiden. Es fiel uns wie Schuppen von den Augen, wie schön doch der Parkplatz gegenüber ist! Er hat so was ... so ein Etwas. So ein Alles. Das muss Liebe sein, es ist unerklärlich. Wer muss in die Ferne schweifen, auch hier kann der Blick schweifen, ausschweifen kann man sowieso überall. Diogenes fühlt sich pudelwohl in seiner Tonne, er ist so drüber wie die Zero-Covid-Philosoph_innen, obschon er total drinnen ist. Das ist die Kunst.

Zuerst war es ein bisschen wie Weihnachten in den Siebzigern, ein verlängertes Weihnachten, wie gut die Ruhe tut. Aber dann wurde es *Stierwesdag*, und *Stierwesdag* hörte nicht auf, Klingglöckchen verklang, aus dem Schnee wurde Matsch. Irgendwann ist die Tonne einfach nur noch eine Tonne, und der Mensch drinnen wiegt eine Tonne, er heißt nicht Diogenes. Die lyrischen Anfälle, wenn man in Dauer-*Splendid isolation* seine Kreise zieht, werden rar. Mit dem Hund spazieren ist schön, aber ab und zu will man die Sau raus lassen. Die Magie blättert ab von dem Parkplatz, müssen wir jetzt ewig parken?

Gibt es keinen Ausweg mehr? Keinen Hügel mehr hinter dem Hügel, keinen Horizont, keine Straße mehr, gibt es nur noch Teststraßen? Bewegen wir uns nur noch verummumt, Unverständliches mümmelnd, von Teststation zu Teststation, wo uns noch Vermummtere, noch Mümmelndere erwarten? Sind die einzigen Einladungen, die man noch bekommt Imfeinladungen? Sind die einzigen Angebote, die man noch bekommt, Testangebote? Testsonderangebote? Ist der einzige Stoff, von dem man träumt, der Impfstoff? Drehen sich Gespräche nur noch um den besten Dealer? Per aspera ad Astra Zeneca? Nein, ich steh' auf Sputnik!

Zuerst war es ein bisschen wie Weihnachten in den Siebzigern. Aber dann wurde es Stierwesdag, und Stierwesdag hörte nicht auf

Werden wir uns nie mehr nach Anderswo trauen, dort könnten ja Viren wild muh-tieren? Die Wildfremde beginnt vor der Haustür. Das erleuchtete Corona-Tagebuch wird nicht mehr geschrieben, jetzt liest man Impftagebücher.

Sorgenvoll schauen wir in die Zukunft, sie ist so zu. Dabei gibt es Licht am Ende des Tunnels, hören wir von den Politiker/innen. Leider ist dieser Tunnel so verdammt lang, womöglich ist das, was wir sehen, eine Fata Morgana? Allmählich werden wir skept-

tisch. Es ist nicht mehr wie im Frühling, da waren wir Kinder und glaubten an die Belohnung. Die Welt würde wieder heil werden, waren wir überzeugt, also total heillos, wie gewohnt, wenn wir nur all die Exerziten brav befolgen würden. Wir könnten weiter herumwuseln, herumwurschteln, klimakatastrophal, konsumgeil, alles wäre wieder gut. Wie gewohnt.

Zugleich ist die Zukunft offen wie nie, wir gehen durch ein unbekanntes, verlassenes Land, eine unbekannte, verlassene Welt, in eine neue hinein, besonders neugierig sind wir nicht. Keine Zukunftsdeuterin gibt mehr verlässlich Auskunft. Nostradamus drückt sich auch nicht klar aus. Der Lieblingsvirologe sagt, er wisse es nicht. Politiker/innen reden altertümlich pädagogisch von Nachbessern, von Nachschärfen, ein Wort, das sie anscheinend scharf finden. *Lockdowns* werden verlockend gelockert, meist nur auf Bewährung.

Währenddessen tanzen immer neue Virusvarianten, immer neue Variationen an, ganze Virenvariétés treten auf, neu getarnt, mit neuen Stacheln und Haken raffiniert ausgestattet; immer neue Stämme fallen in uns ein, die sich immer was Neues einfallen lassen. Sie kommen aus allen Herr/innen Ländern, sie mischen sich mit unsern guten alten Einheimischen, sie sind genauso flexibel wie ihre Wirt/innen. Fluchtmutant/innen, heißen die Newcomer/innen, selbst auf der Flucht fällt ihnen Neues ein. ●



Sind die einzigen Einladungen, die man erhält, Imfeinladungen?

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Vent nouveau à Washington

Jean Lasar

Jusqu'au dernier moment, l'administration Trump a tout fait pour favoriser les énergies fossiles, jonchant de boules puantes l'espace dans lequel celle de Joe Biden déploie sa politique climatique. Le contraste n'en est donc que plus saisissant. Depuis le 20 janvier, le nouveau président a signé une série de décrets à 180 degrés des actes résolument climaticides pris au cours des quatre années précé-

dentes. Dès le premier jour, il a rejoint l'Accord de Paris. Il a nommé des personnalités à l'expertise reconnue aux postes clés en matière climatique.

Mais surtout, et c'est sans doute la différence la plus significative entre l'approche de Barack Obama et celle de son ancien vice-président, il a spécifié que l'urgence climatique devait désormais être prise en compte systématiquement dans tous les domaines. Gina McCarthy, ancienne administratrice de l'agence environnementale EPA, nommée conseillère nationale pour le climat (un nouveau poste), et l'ancien ministre des Affaires étrangères John Kerry, à qui a été confié un rôle équivalent sur le plan international, sont les coordinateurs chargés d'insuffler aux orientations et arbitrages de la nouvelle administration la cohérence requise pour qu'elle aborde le défi climatique sous tous ses angles, de manière stratégique et intégrée. Énergie, habitat, transport, industrie, agriculture, tout est lié ; de la politique de défense à la législation et aux traités commerciaux, des achats gouvernementaux au financement de l'innovation, tous les leviers sont censés être actionnés, à tous les échelons.

Par rapport à son positionnement initial lors des primaires, Joe Biden a fait bien du chemin. Les activistes et l'aile progressiste du parti démocrate,

ainsi que Bernie Sanders, qui ont instamment plaidé pour un « Green New Deal », ont réussi à imposer leur marque. La notion de justice climatique et la création massive d'emplois grâce à la transition écologique font partie de l'arsenal de la nouvelle équipe, qui semble aussi déterminée à mobiliser les ressources budgétaires requises pour le déployer sans attendre d'accord « bi-partisan », terme synonyme à Washington de paralysie.

Malgré tous ces éléments positifs (et très rassurants par rapport aux errements passés), la politique que s'appête à mettre en musique Joe Biden reste insuffisante face à l'énormité et l'urgence extrême du défi. La trentaine de nouveaux permis de forage pétrolier accordés depuis l'intronisation de Biden envoie tout sauf un message de cohérence. Même s'il met surtout l'accent sur les nouveaux jobs que va générer la transition, notamment par le biais d'un nouveau Corps Civil d'action climatique qui doit en créer un million, le discours du 46^e président reste empreint d'une fascination surannée pour la croissance économique indifférenciée. Ceux qui militent pour le climat reconnaissent que nous assistons à un tournant majeur, mais font vœu de vigilance. Le météorologue Eric Holthaus a ainsi mis Joe Biden au défi cette semaine de proclamer l'état d'urgence climatique pour pouvoir « avancer encore plus vite ». ●

Eine Schule für alle Kinder?

Claudia Hartmann-Hirsch

Vor hundert Jahren galt in Luxemburg ein nationalstaatliches Schulmodell, das sich an Frankreich orientierte. Heute scheinen internationale Schulen ein nationalstaatliches Programm zu sein

Ab der Wende vom 19. zum 20. Jahrhunderts wurden Schulen vom Staat für „alle“ Kinder zugänglich angeboten. Für die nationalstaatlichen Autoritäten sind Schulen ein zentrales Instrument zur Bildung nationaler Identität und Loyalität der Bürger. Entsprechend werden die Curricula entlang wichtiger nationalstaatlicher Prinzipien gestaltet: Die eigene Geschichte ebenso wie die offizielle Sprache des Staates – für viele (keineswegs für alle!) Bürger auch die Muttersprache – sind *conditio sine qua non* einer nationalstaatlich öffentlichen Schule.

Jules Ferry definierte die staatstragende Funktion der Schule in einem Brief an alle Lehrer Frankreichs (*Lettre aux instituteurs de la France*) anlässlich der Gesetze über die französische nationale Schule 1881/82 wie folgt: „Je serais heureux si j'avais contribué [...] à vous montrer toute l'importance qu'y attache le gouvernement de la République et si je vous avais décidé à redoubler d'efforts pour préparer à notre pays une génération de bons citoyens.“ Das Instrument „Schule“ ist demnach ein zentraler Pfeiler des Nationalstaates. Das französische „modèle républicain“, basierend auf jener „école publique gratuite, obligatoire et laïque“ für alle Kinder des Staates, ist – ebenso wie der französische Nationalstaat – ein zentralisiertes Modell mit einem zentralen *baccalauréat* und einem einzigen Curriculum für das gesamte Territorium.

Im Gegensatz dazu ist die deutsche Schullandschaft eine föderale mit 16 autonomen Systemen und erheblichen Unterschieden: Neben einem zentralen Abitur in Bayern und Baden-Württemberg findet man schulspezifische Abiturprüfungen in den nördlichen Bundesländern. Private Schulen mit mehr oder weniger stark abweichenden pädagogischen Ansätzen lassen sich hier leichter

Viele der hochqualifizierten Migranten konnten ihre Kinder nicht in die existierenden international-privaten Schulen einschreiben

entwickeln. Auch gibt es im deutschen Kontext mehr Geben und Nehmen zwischen öffentlicher und privater Schule: Bestimmte Elemente einer alternativen Pädagogik werden von staatlichen Schulen übernommen; die alternativen Schulen dienen als Labor. Auch in Frankreich gibt es private Schulen mit anderen pädagogischen Inhalten. Jedoch gilt das „modèle républicain“ relativ unangefochten als das nationale, für alle Kinder gültige Schulregime, auch wenn das immer häufiger angesichts verfehlter Ziele hinterfragt und kritisiert wird – implizit eine Forderung nach anderen Ansätzen, nach „Diversifizierung“, sprich alternativen Angeboten für unterschiedliche Schülergruppen.

Luxemburgs Schule kannte im Gegensatz zur säkulären französischen keine Trennung von Kirche und Staat. Die Basisgesetze konnten unterschiedlicher nicht sein. Jules Ferry schreibt an alle Lehrer: „La loi du 28 mars se caractérise par deux dispositions qui se complètent sans se contredire: d'une part, elle met en dehors du programme obligatoire l'enseignement de tout dogme particulier, d'autre part elle y place au premier rang l'enseignement moral et civique. L'instruction religieuse appartient aux familles et à l'église, l'instruction morale à l'école“. Luxemburgs Schulgesetz von 1912 sagt in Artikel 23 das Gegenteil: „L'enseignement primaire comprend nécessairement: l'instruction religieuse et morale; la langue allemande; la langue française [...]; les éléments de l'histoire nationale et le luxembourgeois; les éléments de la géographie [...].“

Die Religion stand an erster Stelle! Trotz dieses fundamentalen Unterschieds aber galt der Blick der Luxemburger Eliten für dieses erste Gesetz 1912 Frankreich. Für das Territorium des Kleinstaats wählte man ein zentrales „modèle grand-ducal“ (in Anlehnung an das „modèle républicain“ – ein nie benutzter Begriff): eine einzige nationale Schule für alle, die allerdings katholische Privatschulen zuließ, für die Schulgeld gezahlt werden muss. Es gab – und gibt – ein einziges Curriculum sowie zentrale Abschlussprüfungen.

Eine Schule für alle

Das Prinzip des unbeschränkten Zugangs – für alle – galt de iure; de facto gab es immer wieder Ausschlüsse. Zum einen verbot das Schulgesetz von 1912 geistig behinderten Kindern den Zugang zur Schule; körperlich behinderten Kindern war er de facto noch in den 1980er Jahren mit Verweis auf bauliche Gegebenheiten verwehrt. Für Kinder von „personnes irrégulières“ wurde ein Anrecht auf Zugang zur Schule erst kürzlich gesichert; bei marginalisierten Gruppen (etwa Asylsuchenden) gab es Zugang zur Schule, aber nur zu homogenen Klassen für Asylsuchende. In den 2000er Jahren konnten ankommende Asylsuchende über 16 Jahre die Oberschule

in Luxemburg nur besuchen, wenn Plätze frei waren, da sie jenseits der luxemburgischen Schulpflicht angekommen waren. Hier hat sich mittlerweile viel getan, und derzeit gibt es ausreichende Angebote des Erziehungsministeriums.

Zum anderen gibt es Exklusion wie die der Misserfolge der portugiesischen Schüler: Klassenwiederholung, zu geringe Präsenz im „enseignement général“, Orientierung ins „enseignement technique“ und mehr noch ins „modulaire“. Diese Misserfolge blockieren erheblich das weitere Leben des Einzelnen.



Unterricht an der St. George's School

Zwei Internationalisierungen

Mit der Gründung der Montanunion und der EWG entstand 1953 in Luxemburg eine erste Alternative zum öffentlichen System: die Europaschule. Sie war für Beamte dieser Institutionen gedacht, um hochqualifizierte Kräfte nach Luxemburg und nach Brüssel zu bekommen. Selbstverständlich hatte auch dieses Modell seine staats-tragende Funktion, in dem Fall eine supra-nationale, europäische: Es entstand ein multi-linguales, europäisch-originelles System mit den entsprechenden Sprachsektionen der Mitgliedstaaten, basierend auf Fremdsprachenunterricht durch Muttersprachler und Alphabetisierung in der Muttersprache. Andere private Schulen folgten. Dem nationalen Schulprogramm schlossen sie sich nicht an, sondern wandten ihre eigenen Programme an: oft national geprägt (britisch: St. George's; französisch: Vauban), beziehungsweise international (International School, eine Initiative ausländischer Unternehmen) oder mit alternativ-pädagogischen Ansätzen wie im Fall der Waldorfschule. All diese Schulen finanzierten sich selbst, verlangten teilweise hohen Schulgeldzahlungen.

Bis 2002 gab es somit eine national-öffentliche und private Schule versus international private Schulen. Einzige Ausnahme war die frankophone Schule in Walferdingen, die komplett luxemburgisch öffentlich finanziert wurde, ergo ein kostenfreies französisches Regime anbot.

Seit 2002 haben sich einige Dinge grundlegend geändert: Der Staat fördert internationale Schulen, internationale Ansätze, alternative Schulmodelle. So zum Beispiel ein kostenfreies „international baccalaureate“ (IB; Gesetz von 2002), das sich mittlerweile sogar zur vollen Schule von der Grundschule bis zum Abitur entwickelt hat (Lycée Michel Lucius). Zu nennen wäre auch der Zuschuss von 40 Prozent für die schon genannten international-privaten Schulen (mit Ausnahme der Europaschule; Gesetz von 2003), aber auch gratis zur Verfügung stehende international-öffentliche Schulen (über das erste Gesetz von 2016). Letztere folgen dem Modell der Europaschule. Darüber hinaus wurden eine Reihe pädagogisch alternativer Schulen, wie das deutsch-luxemburgische Schengen-Lyzeum in Perl oder das Lycée Ermesinde genehmigt, so dass das „modèle grand-ducal“ nicht mehr wie zuvor als einziges Bestand hat.

Wer ist der treibende Motor der Internationalisierung? Luxemburg weist eine atypische Migration auf, zum einen durch hochqualifizierte Migranten in „Überschichtung“, zum anderen durch eine geringqualifizierte Migration mit einem großen Anteil portugiesischer Bürger in „Unterschichtung“ – bezogen auf die sich in der Mitte befindenden Luxemburger. Viele dieser hochqualifizierten Migranten konnten ihre Kinder nicht in die existierenden international-privaten Schulen einschreiben. Entweder wegen Zugangsbedingun-



Blick auf die International School in Merscheid

(Fortsetzung auf S.14)



An der
St. George's
School



(Fortsetzung von S.13)

gen, die sie nicht erfüllten, oder auch wegen der für sie zu hohen Schulgelder. Mit Blick auf diese für die hiesige Wirtschaft zentrale Gruppe von Migranten, die die „nationale“ Wirtschaft zu boomenden Resultaten führen, war es nötig, ein Schulangebot zu eröffnen, das es diesen Eltern ermöglicht, sich für eine berufliche Tätigkeit in Luxemburg zu entscheiden. Die Regierung fürchtet die Absage dieser potentiellen Immigrantinnen. Denn aus der international sichtbare Pisa-Bewertung von 2001 war Luxemburg als Schlusslicht der europäischen Staaten hervorgegangen, was einen erheblichen Einbruch für das damals als exzellent verstandene, weil sehr selektive nationale System produzierte. Pisa-Ergebnisse wiederholten sich und die Migration wuchs weiter; auch mit steigender Qualität dieser sich überschichtenden Gruppe. Schaut man genauer hin, haben die internationalen Schulen seit Jahren wesentlich bessere Resultate, so dass sie den Durchschnitt der nationalen Schule heben. Und mittlerweile hat man sich aus den Pisa-Evaluationen abgemeldet: Es ändert sich auf Seiten der nationalen Schule nicht viel.

Die Alternative war nun seit Beginn der 2000er Jahre, eine neue Schulinstitution auf die Beine zu stellen, die mit einer nicht verbeamteten, nicht nationalen Lehrerschaft, internationalen, respektive alternativen Curricula und pädagogischen Ansätzen arbeitet – offensichtlich mit Erfolg! Nach vergeblichen Reformversuchen der nationalen Schule durch Ministerin Mady Delvaux (LSAP) verfolgt der aktuelle Minister Claude Meisch (DP) den bereits eingeschlagenen Weg der Internationalisierung der öffentlichen Schule weiter, „dans le but de diversifier l'offre scolaire publique“. So ist der Anteil von Schülern im internationalen Teil zwischen 2009 und 2019 von 8,7 Prozent auf 14,5 Prozent gestiegen, was 2017 bereits zu folgender Äußerung führte: „Cette croissance démesurément rapide a provoqué un malaise croissant parmi les enseignants du LML.“

Die „Privatisierung“, wie die Gewerkschaften das nennen, besser die Internationalisierung ist geografisch gesehen unterschiedlich ausgeprägt: In Luxemburg-Stadt besucht rund die Hälfte der

Kinder private Grundschulen, darunter sind viele internationale Schulen. Laut Bürgermeisterin Lydie Polfer (DP) können 50 Prozent der Kinder in öffentlich-kommunalen Schulen bei einem Ausländeranteil von 70 Prozent in der Stadt als ein positives Ergebnis für die nationale Schule gelten.

Die aktuelle Debatte

Wie positionieren sich derzeit die zwei Antagonisten, Gewerkschaften und Regierung, mit Blick auf den oben genannten Trend?

Erstere kritisieren die „Privatisierung der öffentlichen (nationalen) Schule“, zum Beispiel anhand des Zugriffs profitorientierter Firmen auf die international-öffentlichen Schulen: Apple und Microsoft über die Beschaffung von Computern, das international agierende Unternehmen Pearson als Anbieter von Curricula, Korrekturen von Abschlussprüfungen und so weiter. Das LML arbeitet für seine International High School mit Pearson, das Athenée mit der International Baccalaureate Organization (IBO) in Genf. Privatisierung gibt es wahrscheinlich auch für die national-öffentliche Seite. Auch hier wurden/werden Computer gekauft. Fragen könnte man sich, warum der Staat eine der GAFAs anstelle einer kleineren europäischen Firma wählte?

Auch der Non-profit-Anbieter IBO, eine Schweizer Stiftung, unterliegt – wie die Gewerkschaften hervorheben – keiner staatlichen Kontrolle. Die Gewerkschaften fragen sich, welche Wirtschaftskräfte hinter dieser Stiftung, aber auch hinter anderen Stiftungen stehen. Die international-öffentlichen Schulen arbeiten auf der Grundlage der von der EU-Verwaltung, einer öffentlichen Verwaltung, vorgegebenen Curricula und Examensordnungen. Dabei folgen sie den zwei in Luxemburg angesiedelten Europaschulen. Laut Ministerium fiel die Entscheidung für Pearson oder IBO in die Autonomie der Lyzeen.

Mit den Gesetzentwürfen 7658 und 7662 sollten „externe“, nicht verbeamtete, luxemburgische oder nicht-luxemburgische Direk-

toren für spezialisierte Oberschulen, beziehungsweise bestimmte Abteilungen des Ministeriums eingesetzt werden können. Beide Vorhaben liegen derzeit wegen harscher Reaktion der Gewerkschaften auf Eis. Aus korporatistischer Gewerkschaftsperspektive ist die Kritik verständlich. Der Regierung ging es darum, die Zahl der Kandidaten und vor allem die adäquater Profile zu erhöhen. Die Anforderungen deuten nicht auf ein eventuelles Rekrutieren von Ausländern hin, wohl aber auf einen nicht verbeamteten Pool mit Kenntnissen der drei Sprachen und einer fünfjährigen Erfahrung in den jeweils gefragten Bereichen.

Die internationalen Schulen erwarten wohl Muttersprachenniveau für die erste, also die Haupt- und zumeist Muttersprache, aber keinesfalls für die zweite und dritte Sprache, die als Fremdsprache unterrichtet werden sollte

Die Gewerkschaften beobachten auch erhebliche Qualitätsverluste, wie bei den Arbeitsbedingungen für Lehrpersonal mit nur einem Abitur oder einem Bachelor oder durch gesunkene Anforderungen an das Französische: Erreicht man noch das ehemals als selbstverständlich akzeptierte Muttersprachenniveau? Dieser Punkt ist seit langem in der Diskussion. Der Europarat hatte 2006 (Mady Delvaux war damals Erziehungsministerin) einen Bericht über die Sprachensituation in Luxemburgs nationaler Schule aus-

gearbeitet. Er suggerierte die Revisionen der Sprachziele: Anforderungen eines muttersprachlichen Niveaus für Französisch und Deutsch sind bei drei bis vier parallel existierenden Sprachen ein pädagogisch kaum zu legitimierendes Ziel. Die internationalen Schulen erwarten wohl Muttersprachenniveau für die erste, also die Haupt- und zumeist Muttersprache, aber keinesfalls für die zweite und dritte Sprache, die als Fremdsprache unterrichtet werden sollte. Den Gewerkschaften ist die hohe Misserfolgsrate der nationalen Schule bewusst ist; sie wissen um das ewig beklagte und immer noch nicht gelöste Sprachenproblem. Sie sehen mit Sorge, dass viele luxemburgische Eltern ihre Kinder in den neuen international-öffentlichen Schulen anmelden.

Internationale Curricula enthalten wenig oder weniger Elemente, die den Spezifitäten des jeweiligen Nationalstaates Rechnung tragen. Gibt es Einheiten über die Geschichte Luxemburgs oder Luxemburgisch-Unterricht? Diese Schulen funktionieren in erster Linie für eine internationale Elternschaft mit international mobiler Karriere und könnten genauso gut wie anderswo stehen. Am LML wird Luxemburgisch, an der École internationale de Differdange wird Portugiesisch als Mutter- und Fremdsprache angeboten, was zweifellos spezifische Angebote für Luxemburg sind.

Schule als nationalstaatlicher Pfeiler?

Mit der Internationalisierung der öffentlichen Schulen hat der Staat seine Inhalte und Bedingungen definierende staatstragende Funktion abgegeben, finanziert sie aber zu hundert Prozent. Wird die Schule an den Markt verkauft? Handelt es sich um eine vom Arbeitsmarkt bestimmte notwendige Lösung? Da, wo der Minister von einer Integration der internationalen Schulen in die Gruppe der nationalen, öffentlich finanzierten Schulen spricht, spricht man auf Gewerkschaftsseite von Privatisierung im Rahmen generell neoliberaler Tendenzen. Doch wie lässt sich die Tendenz der Privatisierung, treffender der Internationalisierung erklären? Zwei Elemente sind wichtig.

Zum einen die bereits genannte quantitativ beeindruckende und qualitativ hochwertige Migration mit einer starken Gruppe hochqualifizierter und hochpositionierter Arbeitnehmer und Führungskräfte in Überschichtung; zum anderen eine komplexe, nicht besonders erfolgreiche nationale Schule, die sich seit 2001 mit den Pisa-Daten nicht günstig unter den OECD-Staaten positioniert. In Luxemburg ankommende hochqualifizierte Ausländer haben schnell einen Blick auf die Pisa-Daten geworfen und entdecken die sprachliche Komplexität des nationalen Regimes. Da ihre eigene Karriere geografisch unsicher ist, wägen sie ab, ob sie ihre Sprösslinge dem begrenzt geschätzten nationalen Schulsystem anvertrauen. Darüberhinaus sind offenbar auch luxemburgische Eltern mehr und mehr von den internationalen Schulen überzeugt.

Kommen wir noch einmal auf die staatstragende Funktion der Schule im Sinne von J. Ferry zurück. Vor einigen Jahren erklärte ein hoher Beamter des Erziehungsministeriums, dass die luxemburgisch-öffentliche und luxemburgisch-private Schule perfekt auf eine Karriere im nationalen öffentlichen Dienst vorbereite. Entsprechend könnte man anfügen, dass die internationalen oder europäischen Schulen (privat oder öffentlich) bestens auf eine Karriere in einer internationalen oder europäischen Verwaltung vorbereiten: So sind die zwei Teile der Luxemburger Schullandschaft staatstragend, die national-öffentliche und national-private ist national-staatstragend, während die international beziehungsweise europäisch-öffentlichen oder privaten Schulen eine supra- oder international „staatenträgende“ Funktion haben.

Bei der Internationalisierung handelt es sich ganz klar um eine Antwort auf einen stark globalisierten Arbeitsmarkt mit einer großen sich überschichtenden Migration, die man – einfach gesagt – für das Triple A der Rating-Agenturen dringend braucht. Will der Staat, dass diese Personen hier arbeiten, muss er ein Angebot für die zumeist jungen Familien machen, die nicht in der Lage sind, die Schulgelder für das privat-internationale Angebot aufzubringen; das ist zweifellos ein Bruch mit dem nationalstaatlichen „modèle grand-ducal“. Drei Möglichkeiten gab es: Das nationale, einzige Modell als obligatorisch für alle und als gut für alle zu deklarieren und zu belassen, oder es grundlegend zu reformieren, um es auch pädagogisch attraktiv zu machen. Dritte Möglichkeit war eine Diversifizierung, die eine Antwort auf die Vielfalt der Schüler bietet, spricht eine Antwort an jene Eltern, die sich nicht auf das komplexe, immer wieder als mangelhaft bewertete Regime einlassen wollen und entsprechend ein berufliches Angebot in Luxemburg eventuell ablehnen. Die Ablehnung wollen die Autoritäten – sicher befürwortet durch die Firmen – verhindern.

Letztendlich steht der Staat vor folgender Alternative: Entweder den ausländischen Aktiven der weiterhin boomenden Wirtschaft mit einem anderen Schulmodell Rechnung zu tragen, oder am einzigen nationalstaatlichen Modell – entsprechend der französischen Vorgehensweise – mit der klassischen Loyalitäts- und identitätsbildenden Funktion festzuhalten. Will man national bleiben oder der weit fortgeschrittenen Internationalisierung der Bevölkerung auch im Sinne künftiger Wirtschaftsergebnisse mit diversifizierten Schulangeboten gerecht werden? Es handelt sich wohl um kein einfaches Dilemma, besonders in einem Kleinstaat. Der DP-Schulminister hat sich für die Internationalisierung entschieden, und ganz offensichtlich gehen viele luxemburgische Eltern freiwillig gerne diesen Weg mit ihm – eventuell nicht wegen der Internationalisierung, sondern vielleicht auch wegen pädagogisch kindgerechterer Ansätze. ●

Plus
de hauteur

Découvrez le
Lëtzebuurger Land
en vous abonnant
gratuitement
durant un mois.

land@land.lu
www.land.lu
téléphone 485757-1

Claudia Hartmann-Hirsch hat zehn Jahre am Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (Liser) gearbeitet, davor und danach freiberuflich mit Schwerpunkten Migration und Sozialversicherung, unter anderem für die Regierung, die EU-Strukturfonds und die EU-Kommission. Eine ausführlichere Version ihres Artikels ist ab 19. Februar 2021 auf www.land.lu zu finden.

Vicky, Impératrice

●●●●○

Élisabeth de Wittelsbach, impératrice d'Autriche et reine de Hongrie, épouse de l'Empereur François-Joseph I^{er}, plus connue sous le sobriquet de Sissi est devenue une figure de la culture populaire, notamment à travers la trilogie d'Ernst Marischka révélant Romy Schneider. La réalisatrice autrichienne Marie Kreutzer reprend le flambeau avec *Corsage* qui se veut « un film radical et moderne, pas un conte de fées, avec une belle toile de fond », comme elle le dit à *Cineuropa*. Elle a choisi l'actrice luxembourgeoise Vicky Krieps pour camper l'Impératrice en 1877, soit une vingtaine d'années avant son assassinat. Le film est une coproduction quadripartite entre l'Autriche (Film AG, 55 %, le Luxembourg (Samsa film 23 %), l'Allemagne et la France et a reçu le soutien du Film Fund à hauteur de 1,5 million d'euros (sur les 7,4 de budget). Alors qu'on attend la sortie de *De nos frères blessés* de Hélier Cisterne (un drame politique sur la guerre d'Algérie où elle joue la femme du personnage principal), Vicky Krieps tournera *Corsage* à Vienne en mars, puis au Luxembourg à l'été. « C'est un plaisir de retrouver Vicky, avec laquelle j'avais collaboré à nos débuts en 2009 sur le court métrage *X on a Map* de Jeff Desom », s'enthousiasme le producteur Bernard Michaux, cité par *Cineuropa*. ^{fc}

Globes en or

●●●●○



Les Golden Globes remis chaque année par la Hollywood Foreign Press Association font généralement figurer d'antichambre des Oscars. Pour la 78^e édition qui se tiendra le 28 février, deux films coproduits au Luxembourg sont en lice. Le long-métrage d'animation *Wolfwalkers*, réalisé par Tomm Moore et Ross Stewart et coproduit par Mélusine Productions (Stéphan Roelants) avec l'Irlande est nommé dans la catégorie Best motion Picture – Animated (lire *d'Land* 29.01.2021). Il a déjà remporté le prix du meilleur film d'animation aux New York et aux Los Angeles Film Critics Awards. Tout juste auréolé du Prix du meilleur premier film, *Deux* de Filippo Meneghetti (photo), coproduit par Tarantula Luxembourg (Donato Rotunno et Elise André) avec la France et la Belgique est nommé dans la catégorie Best Picture – Foreign Language au nom de la France (qu'il représente aussi aux Oscars). Dans les deux cas, les films ont mobilisé des équipes grand-ducales lors du tournage, de l'animation ou de post-production. ^{fc}

M U S I Q U E

Tzeedee

●●●○

Privés de concerts, les musiciens vont en studio. Les musiciens classiques ne font pas exception et on aura plaisir à découvrir ces dernières semaines deux disques d'artistes luxembourgeois. Le pianiste Jean Muller s'affirme de plus en plus spécialiste de Mozart avec ce troisième volume consacré aux *Sonates* pour piano de l'Autrichien et poursuit ainsi sa collaboration avec le label allemand Hänssler Classic. Il nous livre quatre pièces – K330, K280, K310 et K545 – peu liées entre elles qui paraissent (faussement) accessibles, avec le talent, le professionnalisme et la discrétion qu'on lui connaît. L'ensemble de musique de chambre Kammerata qui s'est donné pour mission de promouvoir les œuvres de compositeurs luxembourgeois sort *Echoes of Autumn and Light*. Une sélection de cinq œuvres de Marcel Reuter, Markus Brönnimann, Georges Lentz et Camille Kerger, interprétées par l'ensemble avec la soprano Mariette Lentz. ^{fc}

Piano russe

●●●○

Considéré comme l'une des personnalités les plus fascinantes et excentriques de l'histoire de la musique, le pianiste et compositeur russe Alexandre Nikolaïevitch Scriabine (1872-1915) est assez peu joué en nos contrées. D'abord influencé par Chopin et Liszt, il a développé

son style de composition pour élaborer son propre système harmonique, à la frontière de la tonalité. De bonnes raisons pour que le Centre des arts pluriel d'Ettelbruck lui consacre l'édition 2021 de son Festival de piano. Chaque soirée reçoit deux pianistes internationalement reconnus. Après Zala Kravos et Severin von Eckardstein ce jeudi, c'est au tour de Pascal Meyer (Lu) et Helena Basilova (Ru) ce vendredi. Suivront Maria Lettberg (Se) et Boris Giltburg (Is), puis Anna Fedorova (Ua) et Håkon Austbø durant le week-end. Les programmes sont conçus autour de différents aspects de l'œuvre de Scriabine, que ce soient des interprétations de ses œuvres ou de compositions inspirées par elles. ^{fc}

T H É Â T R E

Politique, encore

●●●●○

Deux des textes écrits dans le cadre des commandes passées à des auteurs pour relancer la machine théâtrale lors du premier confinement sont mis en scène et joués ce week-end



au Kinneksbond de Mamer (qui, décidément, coche toutes les cases en matière de programmation éclairée). *Le Monologue de la vieille reine* de Ian De Toffoli met en scène une souveraine fatiguée (Valérie Bodson, parfaitement en place, juste et touchante, même aux moments délicats de déverser rage et mépris) qui s'adresse à son peuple dans une période fragile au sortir d'une épidémie. Toute ressemblance avec l'actualité n'est évidemment pas fortuite, mais l'auteur s'amuse à brouiller les époques, à jouer de l'anachronie pour ne pas devenir démonstratif (photo : Bohumil Kostohry). On s'étonne que le texte ait été écrit en août, avant la deuxième vague de l'épidémie bien réelle, tant la fiction colle à la réalité pour devenir prémonitoire. La reine sermonne ses sujets (« vous êtes sortis trop rapidement de vos trous à rat pour vous trimballer joyeusement dans les rues de la ville »), elle constate les erreurs et les regrets des dirigeants (« c'était de l'essai et de l'erreur, alors qu'en politique, d'habitude, il n'y a pas d'essai, il y a pas d'erreur ») et s'inquiète des dérives totalitaires (« l'homme choisit toujours la sécurité avant la liberté »). Daliah Kentges, à la mise en scène, utilise parfaitement le dispositif scénique unique créé pour toutes les pièces de cette série. Les draps tendus deviennent des colonnes de ce palais brinquebalant où elle se protège tant bien que mal de la saleté qui grouille en ville. Autre temps, autre ambiance dans *Marguerites* de Tullio Forgariini, mis en scène par Aude-Laurence

Biver. La pièce prend des allures de conte pas tout à fait rassurant en faisant se rencontrer deux femmes dans une geôle, confinées donc. Marguerite (Marie Jung, tantôt pétillante, tantôt inquiétante), une activiste dont le combat écologique n'est plus tellement à la mode est confrontée à une sorte d'ombre, qui lui ressemble mais l'effraie. C'est Gretel (Rhiannon Morgan qui utilise parfaitement ses compétences de danseuse) pour ne pas dire Greta (« Ils n'avaient pas l'habitude qu'une jeune fille leur parle sur ce ton. Ils n'avaient pas l'habitude qu'une jeune fille parle tout court »). Il ici est moins question de virus et de couvre-feu, mais la dystopie n'est pas loin non plus : caméra de surveillance, camisole de force, livres interdits, femmes violentées, environnement dévasté. Deux textes d'auteurs masculins, mis en scène et joués par des femmes. Deux textes engagés, évidemment, comment pourrait-il en être autrement ? ^{fc}

E S P A C E P U B L I C

Artiste, architecte, ingénieur

●●●○

Il est rare de voir ces trois disciplines travailler main dans la main et Marc Mimram s'en est réjoui lors de la présentation du projet de passerelle qui reliera l'avenue J.F. Kennedy au Parc des Trois Glands et permettra d'accéder au Mudam et à ses environs à pied et à vélo. L'architecte français a déjà des dizaines de ponts et



passerelles à son actif : sur le Rhin entre Strasbourg et Kehl, au dessus des rails de la gare Saint Lazare à Paris, à Nantes, en Chine et bientôt sur le Danube à Linz. Avec Tatiana Fabeck, ils ont imaginé une passerelle sinueuse, comme suspendue aux modules d'inox qui reflète la nature. Futur élément de mobilité douce, il sera construit entre l'automne 2021 et le printemps 2023 pour le compte du Fonds du Kirchberg et avec un budget de quatre millions d'euros. Le volet artistique est assuré par le Mudam qui a acquis *Concrete and Rebar*, un ensemble sculptural de l'artiste polonaise Monika Sosnowska (elle a représenté son pays à Venise en 2007) en béton et armatures peintes (photo) qui sera installée sur le « bastion » à l'endroit où la passerelle démarre et devrait constituer un nouvel élément fort dans l'espace public. ^{fc}

Land

05.02.2021

A R T S P L A S T I Q U E S

Les nouveaux ateliers

●●●●○

Après plusieurs années de recherches et de discussions avec les pouvoirs publics, et grâce à la ténacité de Trixi Weis et de quelques autres, l'Association des artistes plasticiens du Luxembourg (AAPL) a enfin trouvé un accord avec diverses administrations pour investir un immeuble à Bonnevoie. Les Ateliers de l'AAPL prennent place dans des anciens appartements de service de la police qui comprennent une quarantaine d'espaces entre dix et 25 mètres carrés. Uniquement ouverts aux membres de l'association, ils sont loués au prix dérisoire de dix euros du mètre carré. La moitié des surfaces a été attribuée et les artistes sont en train d'y emménager. Parmi eux Sascha di Giambattista (photo : sb), Max Mertens, Martine Glod, Sarah Schleich Eric Schumacher, Aude Legrand, Jacques Schiltz, Clio Van Aerde... un beau mélange d'âges et de disciplines artistiques donc, avec beaucoup de peintures, de la photo, des installations, du dessin, mais aussi des bijoux d'art, de la mode, de la scénographie... Grâce à une convention avec le ministère de la Culture, une gérante administrative (Dani Jung, anciennement chez Maskénada) et un gérant technique (Pascal Klein, aussi à la Banannefabrik et Kasemattentheater) ont peu être embauchés spécifiquement pour les ateliers. ^{fc}

Syndrome de Peter Pan

●●●○



Le photographe Bruno Oliveira fait partie de cette génération qui surnage dans une société fragilisée par les choix des générations précédentes. Il s'est justement fait connaître par le biais des médias de masse, remportant l'édition 2017 de *Generation Art* sur *RTL Télé*. Le Musée de la Photographie de Charleroi lui consacre un accrochage « réduit mais significatif ». *Back to Neverland* dépeint le portrait de cette génération qui ne veut pas encore être adulte, mais a déjà la mélancolie de l'enfance. Il photographie son entourage, sur le vif ou mis en scène, dans ces moments suspendus entre deux âges. « L'idée, était de créer un pays imaginaire. Normal pour un gamin portugais exilé au Grand-Duché et venant étudier à Bruxelles », rappelle-t-il. Les images, souvent de la nuit mais pleines de couleurs (photo : autoportrait) sont tirées en format poster, façon chambre d'ado. Histoire de marquer un peu plus encore le côté générationnel. ^{fc}



THÉÂTRE

Tragédie d'amour

Cris, danses, chants... Dès l'entrée en salle, la troupe nous accueille comme si le lieu du théâtre était devenu celui de la fête... Quoique c'est un peu ça « aller au théâtre » de nos jours : un privilège célébré. La musique résonne à plein régime, un comédien tend le micro à certains spectateurs, c'est soirée techno aux Capucins, et fichtre... quel accueil ! Le public danse, la régie siffle, la scène est une foire. Laurent Delvert nous ouvre les portes d'une cérémonie, celle de l'amour, revue et réinterprétée depuis *On ne badine pas avec l'amour* d'Alfred de Musset. Mais quand le tout s'ouvre sur des airs joyeux, la célébration finira funèbre, à l'image de ce que l'amour peut infliger à nos cœurs.

On voit ici l'esthétique des corps autant que des esprits, et des personnages se targuer d'avoir l'un comme l'autre

« Et glou, et glou, et glou », la machine théâtrale s'actionne pendant que Maître Blazius (Joël Delsaut, en grande forme) épanche sa soif de vin, incité par un Chœur (Jérôme Varanfrain, malicieux maître de cérémonie) très encourageant. Tout cela commence si joyeusement qu'on croirait bientôt rire, mais vraiment, qu'on se le dise, ce Musset n'a rien de drôle et se montre plus tragique qu'autre chose. Et quand on sait que Musset a écrit ce texte au sortir d'une relation passionnelle avec Amantine Aurore Lucile Dupin de Franceuil – George Sand, pour les intimes –, on comprend mieux d'où sort le tragique de cette pièce.

Perdican (Pierre Ostoya Magnin, beau de vivacité), jeune loup impétueux, revient au château de son Baron de père (Jean-Michel Vovk, en justesse), doctorat en poche, et prêt à se marier à sa promise, sa cousine adorée Camille (Alice Borgers, délicate petite fleur, cachant ses épines), qui, elle, sort du couvent. Le décor est vite posé et, autour du projet de ce mariage, s'imbrique rapidement divers avis, tenus par des personnages forts et plein de bouffonneries. Dame Pluche (Ninon Brétécher, précise de retenue) se scandalisant du peu, Maître Bridaine (Stéphane Daublain, très convaincant, en vieux garçon) reprochant à Maître Balzuis son amour de l'alcool, pour lequel il a tout autant de passion, et Rosette (Sophie Mousel, magnifique en

scène et au piano), sotté, belle et jeune paysanne, qui se fera manger toute crue.

De cette fusion collective naît l'imbroglia du classique : un jeu de ping pong entre les deux cousins, cherchant l'un et l'autre un amour réciproque (mais dont l'amour propre prend le dessus), jusqu'à mettre au centre de leur orgueilleuse bataille la petite Rosette, fusillée par le jeu d'amour et de hasard des autres, soufflant la duperie, l'envie et la souffrance...

En pleine période « #inceste », Laurent Delvert met en scène ce texte mariant deux cousins au bon vouloir d'un baron plein de traditions et d'archaïsme. Et si la cousinade tourne au vinaigre, voyant se tuer par amour l'un des personnages, la version Delvert respire du coup, d'un bon juste milieu entre contemporanéité et classique. On ne sent pas le « poids » du classique. Et chez le metteur en scène français, il s'agit bien d'évacuer un « poids », en proposant, sans forcément que ça ait une grande utilité, de « câbler » les comédiens, retransmettant certaines de leurs tirades sur scène, d'un smartphone à une vidéo-projection.

Le procédé audiovisuel livre un autre monde, un extérieur peut-être, un ailleurs à la féerie, une dimension « *stream* », devenue finalement plutôt indigeste depuis les confinements successifs. Soit, si elle sent la naptaline, l'idée marque au moins le présent. Et dans ce présent si plein de polémiques, on trouve des choix risqués : la nudité d'une comédienne amenant pourtant un tableau final d'une rare beauté, une bande son énergisante pour couper chaque acte, des smartphones pour obsession, frimant de s'octroyer les passages les plus intimes des comédiens quand nous sommes priés, encore, de regarder un écran... Mais en fait, c'est assez osé tout ça, c'est le bourdonnement de l'amour au présent, le désir des corps, l'énergie de la musique, et la transformation en « chose publique » que sont devenues nos pensées à l'heure de la modernité...

Ainsi, dans *On ne badine pas avec l'amour*, on parle de ce qui nous lie, et Delvert l'a bien compris. Là, dans son théâtre, on voit l'esthétique des corps autant que des esprits, et des personnages se targuer d'avoir l'un comme l'autre... Et, ancré dans le présent, s'il fallait parler dans le futur de cette version de Laurent Delvert, on ne parlera pas d'un souvenir impérissable, mais plutôt d'un bon classique, remis au goût du présent donc, qui ne nous aura pas tapé dans l'œil, mais nous aura laissé à l'esprit un grand questionnement sur ce que l'amour peut construire autant que ravager. ● Godefroy Gordet

On ne badine pas avec l'amour, quatre représentations du 9 au 12 février au Théâtre des Capucins



Le procédé audiovisuel peut être vu comme un clin d'œil à l'omniprésence de l'écran

Impressions multiples

Marianne Brausch

Une double exposition, à la Bibliothèque nationale et au Musée national d'histoire et d'art : *Figure in print* intéressera les amateurs de l'estampe et ceux qui découvriront cet art



Deux sérigraphies de René Leches (1927-2007)

Ce qu'on verra sur les deux sites, concerne en particulier la représentation de la figure humaine, et ce de 1945 à aujourd'hui, par des artistes autochtones ou vivant au grand-duché. La BnL, détentrice du dépôt légal des imprimés, compte quelques 2 500 gravures et estampes de 250 artistes tandis que le MNHA, possède sa collection propre, même si l'ensemble des expositions regroupe indifféremment des pièces appartenant à l'une ou l'autre institution. L'idée de cette exposition est née de l'intérêt que porte le directeur Michel Polfer à l'association L'empreinte. Créé en 1994, elle permet aux artistes d'exercer dans un atelier mis à disposition depuis 1996 par la Ville de Luxembourg, et possédant les outils et machines nécessaires à l'exercice de la gravure.

Le caractère de cabinet précieux de l'espace d'exposition dans la BnL flambant neuve, sied parfaitement à l'accueil des deux premiers volets de l'exposition *Le corps en action* et *L'homme dans la société*. Cet écrin, dans le nouveau lieu d'étude et de diffusion culturelle, valorise le travail scientifique, de conservation et des explications techniques accompagnent les pièces présentées, jusqu'aux éléments biographiques des artistes. C'est au MNHA, dans l'aile Wiltheim dont on pourrait dire symboliquement que l'accès quasi secret favorise l'effet de découverte, que l'on trouve les deux autres volets, *Portrait* et *Nu*.

La pratique actuelle de l'estampe connaît, on va le voir, un regain d'intérêt auprès de la jeune génération d'artistes après une période de « désamour » légitime du marché de l'art dû à l'excès de tirages d'artistes et non des moindres. On trouve au MNHA, curieusement adjoint un sous-titre, « Art contemporain », à un sous-ensemble, comme s'il était besoin de le préciser... Dans cette section, voici une étonnante *Motivation* (typographie blanche cernée d'orange, sur fond de boule ou de mappemonde verte, sérigraphie sur coton, 1998) du regretté Michel Majerus (collection privée), une *Leda 1* de Fernand Bertemes (sérigraphie, 2007, prêt de la BnL) qui rejoint les meilleurs affichistes du XX^e siècle et côtoie un excellent Patricia Lippert de la bonne

époque (1987-88, collection du MNHA, réalisé avec les enfants de Betzdorf) ou encore cette très belle *Femme assise*, de Moritz Ney (sérigraphie non datée, coll. BnL), qui clôt la section *Nu*.

La pratique de l'estampe connaît un regain d'intérêt auprès de la jeune génération après une période de désamour

Personnellement, on avoue un faible pour l'introduction au MNHA, d'avant la date « officielle » de la période exposée. Voici une *Tête de femme* expressionniste de Joseph Kutter, clamant plutôt qu'elle n'illustre un numéro des *Cahiers luxembourgeois* de 1927 « l'art des jeunes », un superbe ex-libris art-déco de Dominique Lang (eau-forte, 1917) et une très émouvante lithographie de Pierre Blanc (1872-1946), *Souvenir de l'année de guerre – Die Hamsterer*, qui fait quasi ressentir les difficultés de la population civile durant la Première guerre mondiale, tout comme le puissant trait noir et blanc de Foni Tissen (1909-1975), évoque encore en 1947, le rêve d'*Évasion* durant le deuxième conflit mondial.

Diane Jodes est une artiste contemporaine, de l'association L'empreinte, (elle est née en 1964), que l'on retrouve aussi bien exposée au MNHA qu'à la BnL. On passe ainsi de *The Ancestors*, un travail qui mêle gravure et photographie (pho-

topolymère de 2017) au très beau triptyque qui dans la même veine de superposition de personnages et de motifs décoratifs, rend hommage à Degas, Cito et Bartoldi (gravure sur linoléum). La section *Le corps en action*, présente en un accrochage habilement superposé, les couleurs éclatantes de Fernand Roda et Michèle Koltz-Chédid (sérigraphies des années 1980 et 1990), tandis que le travail volumétrique puissant des sculptures de Lucien Wercollier s'évanouit quasiment dans un gaufrage blanc sur blanc de 1978.

À la BnL, on boucle en quelque sorte la boucle de l'engagement politique, passant du début de l'exposition au MNHA – Kutter, Lang, Trémont, Klopp étaient nés au 19^e siècle – à des artistes travaillant sur les aspects de la vie et les conditions sociales au 20^e siècle. Voici des sérigraphies de René Leches (1927-2007), qui évoquent en grands aplats de noir et blanc, une enflammée *Partie de cartes* (1976) et les racontars de *Deux Mégères* (1962). Berthe Lutgen (1935), dans les années 1970, réussit d'excellents montages, où technique et formes post-Mai 68, dénoncent la condition féminine. Elle fait preuve ici d'une efficacité visuelle où la rejoint l'hiératique trilogie de la jeune Julie Wagener (née en 1990), qui empreinte à l'iconographie lisse de la *Vierge au Manteau*. Cette réinterprétation « gothique » réalisée en 2017, dégage, avec ses attributs hors du registre religieux, une puissance féminine bien de notre époque. Elle est disposée en vis-à-vis de la fixité des personnages de Marc Frising (1960). L'effet, comme dans la photographie de studio à ses débuts, fait forte impression dans *The eternity of a child's dream* (2009). S'ouvre ainsi une page nouvelle de l'estampe en tant que pratique et moyen qu'expression contemporain. ●

Figure in Print, est à voir au MNHA jusqu'au 18 avril et la BnL jusqu'au 27 juin. Un catalogue de l'exposition, bilingue allemand et français, est édité par la BnL, L'empreinte et le MNHA, 35 euros

33 confessions d'artiste : Francesco Tristano

Sofia Eliza Bouratsis

Après plusieurs plasticiens, c'est au tour du pianiste Francesco Tristano de jouer au jeu (assez sérieux) des confidences

<i>Ce que je prends au petit-déjeuner</i> Un expresso	<i>Ce que j'aime le plus dans le processus créatif</i> Les idées	<i>Ce que je fais quand je ne suis pas inspiré</i> Je me mets au travail	<i>La matière avec laquelle je n'ai jamais osé faire d'œuvre</i> La gamme chromatique
<i>Ma première œuvre d'art</i> Une pièce pour piano intitulée « Chicho va au marché » (1986 ou 1987).	<i>Ce que j'aime le moins dans le monde de l'art</i> La superficialité	<i>Ma drogue préférée</i> Le café	<i>Mon artiste favori</i> Walter Gropius
<i>La raison pour laquelle je fais de l'art</i> L'envie	<i>Est-ce que l'art a des limites ?</i> Non	<i>Mon mot préféré</i> Bizarroïde	<i>Mon son préféré</i> L'eau
<i>Ce que je fais mis à part de l'art</i> La cuisine	<i>Mon occupation préférée</i> Lire	<i>Le mot que je déteste</i> Halte	<i>Le son que je déteste</i> L'interférence
<i>Les rapports entre mon art et ma vie</i> Complémentaires	<i>Mon drink préféré</i> L'eau	<i>Ma langue préférée</i> L'italien	<i>Ma proposition artistique dans la perspective de l'histoire de l'art</i> Sans importance
		<i>Mon rapport au temps</i> Intermittent	<i>Les fautes qui m'inspirent le plus d'indulgence</i> Les fautes techniques
		<i>Le rôle du corps dans mon travail</i> Intégré	<i>La manière de faire ou la chose faite ?</i> La manière de faire
		<i>Le rôle de la politique dans mon travail</i> Omniprésent	<i>Ce qui pour moi est inacceptable</i> L'arrêt
		<i>Le rôle de la couleur dans mon travail</i> Texturisé	<i>L'animal ou la plante dans lequel je voudrais être réincarné</i> Le chat
		<i>Le rôle de la nature dans mon travail</i> Imaginé	<i>Le lieu où je ferais une œuvre si j'avais une baguette magique</i> La mer
		<i>Le rôle du monde des idées dans mon travail</i> Omniprésent	<i>Mon état d'esprit actuel</i> Dispersé ●
		<i>Le rôle des modes du monde de l'art dans mon travail</i> Inexistant	



FILM MADE IN LUXEMBOURG

Le jeune singe et le vieux prince

Pablo Chimienti

Mélusine Productions est de retour en salle avec *Le Voyage du Prince*, un film d'animation aux images somptueuses, mais au récit bien complexe

Tom est un jeune singe proche de la nature. Il aime quitter la cité, se promener dans la dense forêt qui l'entoure et passer du temps avec les animaux. Et des animaux dans le coin, il y en a pléthore. Des oiseaux principalement. Lors d'une de ses escapades en solitaire, il découvre, échoué sur une plage, un vieux singe aux longs cheveux blancs. C'est une sacrée surprise, car un étranger, dans les parages, c'est la toute première fois qu'on en voit un. Au point que la très prestigieuse Académie a établi, il y a une quinzaine d'années déjà, que les « Simius Sapiens » de la cité étaient les seuls singes existants.

Pas étonnant dès lors que le vieux singe se réveille enchaîné à un lit dans un lieu aseptisé. On pense à un hôpital, on découvrira rapidement qu'on est dans le Museum d'histoire naturelle. Enfin, l'ancien Museum, puisque celui-ci a été officiellement fermé à cause de l'avancée incontrôlée de la forêt qui met toute une partie de la ville en péril. Mais n'allons pas trop vite en besogne. D'abord, le vieux singe doit se remettre. Il ne parvient à bouger que la tête, « à grande peine » ; et comme il ne comprend pas un traître mot de ce que disent les rares ombres qui viennent régulièrement l'ausculter, il préfère faire la mort.

Si l'échange est impossible avec les autres personnages du récit, le spectateur, lui, ne rate pas une miette de ses pensées, grâce à une voix off

très présente. De ses souvenirs, on revoit ainsi le vieux singe, à cheval et armes à la main, à la tête d'une grande armée sur l'eau gelée. Une chevauchée au ralenti qui finira par faire craquer la fine couche de glace. Nous voilà au courant d'une réalité que les singes qui le nourrissent et l'examinent ignorent. Doit-on craindre pour leur sécurité ? Pour leur vie ? Pour l'heure, celui qui se présente, avec sa « langue archaïque », comme le prince Laurent se remet peu à peu. Il veut voir le roi de la cité. On ne sait pas trop pourquoi. Dans le Museum, le professeur Abervrach, sa campagne scientifique Elizabeth et leur assistante Nelly, le traitent bien, mais continuent à ne pas du tout le comprendre. Seul Tom, qui aime traîner dans les couloirs de la vieille bâtisse, commence, petit à petit à déchiffrer les paroles de l'étranger.

Du coup, le jeune singe et le vieux prince vont devenir amis. « Plus que je ne l'aurais souhaité », avouera même Laurent. Abervrach par contre, voit surtout en cet étranger, une manière de prendre sa revanche sur l'Académie dont il a été exclu il y a quinze ans, à cause de ses théories sur l'existence d'autres singes au-delà de la mer. Grâce au jeune Tom, le prince Laurent apprend non seulement la langue du lieu, mais découvre aussi la magnifique cité – la plus belle de toutes, selon lui – ainsi que le fonctionnement de la société de ce côté-ci de la mer ; un lieu où tout le monde travaille à la chaîne, où l'obsolescence programmée régit une économie volontairement ultra-consommatrice et où les habitants ne s'adressent jamais la parole.

Entre la fable, récit initiatique et anti-utopie, ce *Voyage du Prince* est un film qui laisse perplexe. Les images sont splendides et les per-

Entre la fable, récit initiatique et anti-utopie, ce *Voyage du Prince* est un film qui laisse perplexe

sonnages attachants. Mais tout en ouvrant les portes à de nombreuses réflexions – l'acceptation de l'étranger, de l'inconnu, le respect de l'individu, des animaux et de la nature, l'envie de savoir et de découvrir – le récit ne fait qu'effleurer de nombreux sujets sans en

approfondir aucun, ce qui donne à l'ensemble un côté fourre-tout. Une sensation renforcée par de trop nombreuses références, la présence de scènes entières qui ne font pas progresser le récit, des questions qui restent sans réponse, voire quelques incohérences.

Mais le plus déstabilisant reste que le film paraît bien naïf pour un public adulte et bien complexe pour des enfants – il est proposé à partir de huit ans. D'autant plus qu'avec son style rétro, son rythme lent et son langage très soutenu, il risque de laisser plus d'une tête blonde sur le carreau. ●

Le Voyage du Prince, de Jean-François Laguionie et Xavier Picard, en salles actuellement



MUSIQUE CLASSIQUE

Génies précoces

Le rendez-vous musical du 29 janvier, à la Philharmonie, s'annonçait, à plus d'un titre, excitant. Il le fut. Tant par la qualité des interprètes, qui tinrent leurs promesses, en se montrant à la hauteur de la réputation qui est la leur, que par celle des œuvres aux fragrances contrastées, quand bien même la programmation aura été chamboulée de bout en bout. On s'attendait, en effet, que l'OPL se la joue russe, avec Chostakovitch, Prokofiev et Tchaïkovski. Mais la pandémie en a décidé autrement, notamment en obligeant les organisateurs à alléger le programme initialement prévu.

Pas de zakouski, donc, mais un incipit in medias res, avec le *Concerto pour piano n° 1* de Chopin, confié, pour l'occasion, aux mains expertes du jeune pianiste, époustouflant de virtuosité, Seong-Jin Cho, dont l'un des titres de gloire – et non des moindres – est d'avoir remporté, à seulement 20 ans, haut la main, le premier prix du célèbre Concours International... Frédéric Chopin ! Le natif de Séoul, ex-enfant prodige qui commença le piano à l'âge de six ans et donna son premier récital cinq ans plus tard, s'investit totalement dans ce *Concerto* un tantinet longuet mais d'une évidente sincérité. De plus, il semble avoir choisi d'assumer sans calcul les faiblesses d'écriture de cette œuvre de jeunesse qui cède à toutes les conventions du genre. Charme irrésistible, facilité insolente, optimisme débordant sont les vertus du Coréen, et sa fougue parfois excessive, l'émoi un brin guimauve et les frémissements quelquefois intempestifs de ses 26 printemps sont de loin préférables aux éclats des broyeurs d'ivoire. Que sa qualité exceptionnelle de *cantando* ne parvienne pas à masquer çà et là un certain relâchement rythmique voire un alanguissement certain qui trahissent un manque de tension n'est finalement pas très gênant, tant le style est mis, ici, au service d'une ardente confession. Mieux qu'un jeu, une conquête ! Quant à Gustavo Gimeno, qui l'accompagne à la tête de l'Orchestre maison, il réussit, à force de noble grandezza et bienveillante sollicitude, à élever le discours orchestral au niveau de la partie du soliste.



Mais, ce soir-là, il était écrit que le Polonais n'était pas le seul gamin de génie inscrit au programme. Né un an plus tôt, un autre *Wunderkind* s'apprêtait à stupéfier par sa précocité l'univers de la musique : Félix Mendelssohn. Sa *Symphonie n° 4* dite « *Italienne* » est un pur joyau, irradié d'une lumière toute méditerranéenne, toute empreinte qu'elle est de l'exubérance torrentueuse de ce pays solaire, dont le compositeur disait qu'il « dispense le bonheur ». L'interprétation est d'une distinction classieuse. Ce sont les premiers violons qui, avec une fraîcheur apollinienne, un naturel épuré, une légèreté impalpable (Mozart n'est pas loin !), qui portent l'œuvre et entraînent les autres pupitres. Dès les premières mesures de l'*Allegro* initial, c'est l'éblouissement d'une atmosphère féerique qui vous saisit à la gorge. Pudique, l'Andante, une des meilleures pages de Mendelssohn, invite à la rêverie mélancolique. Le *Scherzo* convainc par la sérénité gracieuse et la fluidité subtile du propos. Le contraste n'en est que plus saisissant avec le *Saltarello* final, festival de griserie irrésistible (d'ailleurs, on n'y résiste pas !). Sur le rythme d'enfer de la danse populaire italienne - rythme qui en exacerbe l'alacrité virevoltante et l'énergie exultante -, le maestro Gustavo Gimeno conduit son ensemble à travers le tourbillon des triples croches avec une fougue vertigineuse qui force l'admiration. Et les Opéliens de se démener comme des beaux diables pour rendre justice à la verve décoiffante de ce morceau de bravoure et, d'une manière plus générale, au regard idoine que leur patron porte sur ce carnet de voyage rédigé à la croisée des chemins entre classicisme et romantisme.

Voilà une pâture musicale facilement digeste ! Voilà une musique qui adoucit les mœurs ! Voilà une fête enchantée qui offre l'opportunité de faire passer aux mélomanes, en ces temps troublés et douloureux, un agréable moment sans « prise de tête ». ● José Voss

STATEC			
Enquêteur free-lance (f/h)			
Le STATEC recrute des enquêteurs free-lance pour son enquête « Budget des ménages ». Une indemnité de 110 euros par ménage enquêté est versée à l'enquêteur.			
Votre mission : – Mener des entretiens face-à-face avec les ménages sélectionnés ; – Guider les ménages tout au long de l'enquête ; – Valider la bonne compréhension des questions avec les ménages ; – Motiver les ménages à participer à l'enquête ; – Contribuer au succès de cette enquête du STATEC.			
Votre profil : – Bonne maîtrise du luxembourgeois, français et allemand ; – Résident luxembourgeois ; – Titulaire d'un permis de conduire et en possession d'une voiture ; – Dynamique, organisé(e) et ayant le sens du contact.			
Vous avez envie de rejoindre l'équipe des enquêteurs du STATEC ?			
Envoyez votre candidature avant le 28 février 2021 par e-mail à ebm@statec.etat.lu ou par courrier à : STATEC – B.P.304, L-2013 Luxembourg, à l'attention de l'équipe EBM du STATEC.			
Ministère de la Mobilité et des Travaux publics Administration des Bâtiments publics			
Avis de marché			
Procédure : européenne ouverte Type de marché : Travaux			
Modalités d'ouverture des offres : Date : 04.03.2021 Heure : 10.00 heures			
Lieu : Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.			
Section II : Objet du marché			
Intitulé attribué au marché : Travaux de cloisons modulaires (lot MCL09) à exécuter dans l'intérêt de la construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg.			
Description succincte du marché : <i>L'immeuble se décompose en :</i> – Bâtiment principal de 8 étages d'environ 138 400 m² ; – Bâtiment tour de 23 étages d'environ 48 200 m² ; – Bâtiment nommé « Welcome Pavilion » d'environ 3 800 m². <i>Les travaux du présent lot se décomposent essentiellement en la fourniture et mise en œuvre de :</i> – Env. 1 560 m² cloisons vitrées avec et sans exigences coupe-feu ; – Env. 20 m² cloisons vitrées avec portes vitrées ; – Env. 27 300 m² cloisons modulaires standard inclus 2 250 portes, modules de transfert d'air ; – Env. 2 640 m² de cloisons modulaires vitrées, cloisons type « châssis vitrés » inclus 120 portes et bandeaux en verre trempé ; – Env. 130 pièces de portes de communication entre bureaux ;			
– Env. 720 pièces de cloisons type « cloisonnette acoustique » ; – Env. 1 900 ml habillages tôles y compris renforts. La durée des travaux est de 787 jours ouvrables, à débiter au 2 ^{ème} semestre 2021. Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.			
Section IV : Procédure			
Conditions d'obtention du cahier des charges : Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu). La remise électronique est obligatoire.			
Section VI : Renseignements complémentaires			
Autres informations : <i>Conditions de participation</i> : Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.			
Réception des offres : Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).			
Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. : 01.02.2021			
La version intégrale de l'avis n° 2100181 peut être consultée sur www.marches-publics.lu			
Ministère de la Mobilité et des Travaux publics Administration des Bâtiments publics			
Avis de marché			
Procédure : européenne ouverte Type de marché : Fournitures			
Modalités d'ouverture des offres : Date : 17.03.2021 Heure : 10.00 heures			
Lieu : Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.			
Section II : Objet du marché			
Intitulé attribué au marché : Fourniture de mobilier de bureau (lot 601.1) à exécuter dans l'intérêt de la construction du Centre pénitentiaire Uerschterhaff à Sanem.			
Description succincte du marché : – Tables de bureau : env. 255 pièces ; – Tables : env. 380 pièces ; – Conteneurs de bureau : env. 215 pièces ; – Armoires de bureau : env. 425 pièces ; – Luminaires de bureau : env. 265 pièces. Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires. La durée du marché est de 44 jours ouvrables à débiter le 3 ^e trimestre 2021.			
Section IV : Procédure			
Conditions d'obtention du cahier des charges : Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu). La remise électronique est obligatoire.			
Section VI : Renseignements complémentaires			
Autres informations : <i>Conditions de participation</i> : Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.			
Réception des offres : Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).			
Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. : 01.02.2021			
La version intégrale de l'avis n° 2100160 peut être consultée sur www.marches-publics.lu			
Ministère de la Mobilité et des Travaux publics Administration des Bâtiments publics			
Avis de marché			
Procédure : européenne ouverte Type de marché : Travaux			
Modalités d'ouverture des offres : Date : 16.03.2021 Heure : 10.00 heures			
Lieu : Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.			
Section II : Objet du marché			
Intitulé attribué au marché : Travaux de faux-plafond, plafonnages et peintures à exécuter dans l'intérêt d'un internat Profamilia à Dudelange.			
Description succincte du marché : Le présent marché comprend l'étude et la réalisation de fourniture et mise en œuvre de travaux de plâtrerie, d'ouvrages secs, de faux-plafonds et de peinture.			
<i>Le bâtiment Jean Monnet 2 est un immeuble de bureau situé à Luxembourg ville, quartier du Kirchberg. Le projet se décompose en :</i> – Bâtiment principal de 8 étages d'environ 138 400 m² ; – Bâtiment tour de 23 étages d'environ 48 200 m² ; – Bâtiment nommé « Welcome Pavilion » d'environ 3 800 m². <i>Les travaux du présent lot se décomposent essentiellement en la fourniture et mise en œuvre/pose de :</i> – env. 60 000 m² de planchers amovibles ; – env. 4 500 m² de planchers fixes (creux) ; – env. 8 600 m² de revêtement de sol en linoleum ; – env. 57 300 m² de revêtement de sol en moquette avec env. 23 900 ml de plinthes en moquette ; – env. 1 000 m² de revêtement de sol en parquet et sols sportifs ; – env. 27 200 ml de plinthes en bois ; – env. 8 100 m² de sols coulés à base de résines biopolymères ; – Divers : profilés de joints ou d'appui, plinthes en aluminium, etc. La durée des travaux est de 778 jours ouvrables, à débiter au 2 ^e semestre 2021.			
Section IV : Procédure			
Conditions d'obtention du cahier des charges : Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu). La remise électronique est obligatoire.			
Section VI : Renseignements complémentaires			
Autres informations : <i>Conditions de participation</i> : Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.			
Réception des offres : Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).			
Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. : 04.02.2021			
La version intégrale de l'avis n° 2100228 peut être consultée sur www.marches-publics.lu			
Ministère de la Mobilité et des Travaux publics Administration des Bâtiments publics			
Avis de marché			
Procédure : européenne ouverte Type de marché : Travaux			
Modalités d'ouverture des offres : Date : 16.03.2021 Heure : 10.00 heures			
Lieu : Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.			
Section II : Objet du marché			
Intitulé attribué au marché : Travaux de faux-plafond, plafonnages et peintures à exécuter dans l'intérêt d'un internat Profamilia à Dudelange.			
Description succincte du marché : Le présent marché comprend l'étude et la réalisation de fourniture et mise en œuvre de travaux de plâtrerie, d'ouvrages secs, de faux-plafonds et de peinture.			

EXPOSITION

Mondial de la photo de presse

Lucien Kayser

À Neimënster, plus de 150 images, pour remonter à 2019, voir comment le monde va mal, avec toutefois des lueurs d’espoir

Il y a le texte, il y a l’image, l’un appelant l’autre, celle-là corroborant le premier ; il faut les deux (et pour l’image, une photo ou un dessin) pour faire une bonne page de journal (le temps n’est plus au puritanisme de jadis, d’un Beuve-Méry par exemple). Plus de 150 images, sur de simples panneaux au sol, de dimensions variées, déploient à Neimënster le concours de World Press Photo 2020, font donc remonter à l’année 2019, véritable tour d’un monde qui va mal, dira-t-on. Le talent des photographes n’essaie nullement de le cacher, au contraire, la plupart du temps ils nous le révèle, voire l’accentue sans pitié. En couleur, en noir et blanc.

Les distinctions vont souvent à des photos de groupes de manifestants autour d’un leader

Les dessinateurs de presse, eux, n’ont pas la tâche facile ces derniers temps. On les assassine, des journaux ne veulent plus de leur service, d’autres demandent pardon aux lecteurs qui auraient pu être blessés ou choqués. C’est que le dessin donne sa propre image, jusqu’à la caricature, de la réalité. La photo y garde toujours partie liée, impossible d’en vouloir au photographe. Bien sûr, la tricherie n’est

pas exclue, on peut embellir, on peut retrancher, ici des cigarettes (aux lèvres de Malraux ou de Sartre), là un politique tombé en disgrâce à la tribune de premier mai. Le concours World Press Photo interdit pareils tours de main.

Sans voir fait un décompte exact, la majorité doit être forte des images qui, certes, impressionnent, mais qu’on aimerait mieux ne pas voir : catastrophes naturelles, comme les incendies de Californie ou d’Australie, cyclone aux Bahamas, et plus nombreux encore, les conflits, les attaques terroristes, les manif’s avec leurs heurts des forces de l’ordre, aux quatre coins du monde, Soudan, Syrie (et la misère des camps), Kenya, Hongkong, et j’en passe. Peut-être plus que ces accidents (au sens premier) qui font la une un temps plus ou moins court, trop long de toute façon, toutes les images qui font état d’un mal qui ne cessera plus, ne fera qu’empirer : des ours blancs qui risquent de perdre pied sur le reste de glace, un lac salé en Iran qui se dessèche (on notera qu’il faisait en surface deux fois le Luxembourg). À côté des hommes, que d’espèces animales mises à mal, les singes, les tigres, les lynx jusqu’en Espagne, et les pangolins, pauvres fourmiliers écaillés à qui on a trop vite fait endosser la saloperie virale.

On voit, pas de quoi se réjouir. Un peu de baume au cœur viendra des reporters sportifs. Pas tellement des photos montrant des supporteurs en liesse, où il est quelquefois difficile de faire la différence, entre

les ultras torse nu, les bras levés ou écartés, et tels suprématistes américains non moins tatoués. Non, la préférence ira aux Gazelles, dans le nord du Bénin, jeunes femmes pratiquant le foot sur un terrain sans une touffe de gazon, ou ces messieurs âgés du Tokyo’s Fuwaku Rugby Club (le Japon a une population de plus de 65 ans à 28 pour cent).

Le concours de World Press Photo répartit les pièces qui participent en huit catégories, allant des actualités à l’environnement et au sport. L’éventail est large, en plus, il distingue les photos prises isolément, les « singles », et celles qui en nombre, les « stories », veulent nous en apprendre plus, et peuvent même être des « long-term projects » comme pour l’Algérie par Romain Laurendeau. Le métier le veut ainsi, de même sans doute l’attente des rédactions et les goûts du jury, les distinctions vont souvent à des photos montrant des groupes, des manifestants autour d’un leader, d’une égarée... Là, sur le travail du lauréat, Yasuyoshi Chiba, c’est un jeune Soudanais récitant de la poésie de protestation, éclairé par les portables de ses compagnons. Autre type de photo bienvenue, des témoignages de deuil, de douleur, de tristesse, comme cette mère et son fils revenant à l’endroit vide où s’était trouvée leur maison avant l’incendie.

Ces photos, en toute logique, ont besoin d’un contexte qu’on lira sur les panneaux. Ce n’est pas le cas des dessins de presse, et il arrive que des photos parlent d’elles-mêmes elles aussi : voilà le mur entre

le président Trump et le Mexique des fils de fer barbelés qui s’enroulent à l’infini, une route parallèle, rien sur cette route, rien qu’un oiseau qui fait face. Formellement, c’est net, conceptuellement, c’est clair, c’est limpide. Rien à ajouter.

Une dernière remarque, en parallèle à l’exposition. Nos reporters photographes ont depuis peu une terrible concurrence, tous ces gens prêts à dégainer leur portable, vous avez vu les images de l’interpellation du producteur de musique parisien Michel Zecler,

combien de fois la vidéo est passée à la télé. Ce qui a permis de qualifier l’événement d’agression et de déterminer les responsables. On attendra 2022 pour retrouver peut-être Bernie Sanders et ses moufles. ●

World Press Photo 2020, jusqu’au 21 février, à Neimënster. Des conférences, tables rondes et ateliers accompagnent l’exposition, www.neimenster.lu



Peu d’images prêtent à sourire, mais le sport fait exception

FESTIVAL

Cinéma hors-piste à Gérardmer

Loïc Millot

Le Festival international du film fantastique de Gérardmer vient de se terminer. Dans ce contexte si particulier, le frisson était à la fois dehors, dans la rue où sévit toujours l’épidémie, et dedans, où perdure tant bien que mal le virus du cinéma sur les petits écrans devant lesquels le public a pu assister à cette 28^e édition intégralement en ligne. Diverses animations ont ponctué ces cinq jours de festivités avec notamment des entretiens quotidiens avec les réali-

sateurs et les membres du jury invités via Instagram et Facebook. Concernant le cru de cette année, douze longs-métrages de fiction étaient soumis à l’appréciation du jury présidé par Bertrand Bonello, aux côtés de Pascal Bonitzer, Camélia Jordana et du comédien Gaspard Ulliel notamment. Côté courts, cinq films étaient présentés au jury présidé par Pio Marmai, qui a choisi de récompenser le film de Michiel Blanchart, *T’es morte Hélène* (2020).



Avec *Possessor*, Brandon Cronenberg prouve qu’il est le digne héritier de son père

Après une année 2020 chaotique et incertaine, la psychologie humaine semblait parée à toutes les épreuves pour affronter les peurs et les fantômes du cinéma fantastique et de ses dérivés. En compétition officielle, Rob Savage, un jeune cinéaste dans la vingtaine, s’est fait remarquer pour sa façon de saisir l’esprit et les nouveaux usages de l’époque, pleinement ouverte désormais à de multiples configurations virtuelles. Auteur, à 18 ans, d’un premier long-métrage primé dans de nombreux festivals (*Strings*, 2012), il présente à Gérardmer son nouveau film, *Host* (2020), conçu à partir d’un dispositif aussi dépouillé qu’efficace, puisqu’il s’agit ni plus ni moins d’une application Zoom. Grâce à la barre des fonctions visible tout au long du film dans la partie inférieure du cadre, le spectateur s’identifie à ce que perçoivent à tour de rôle cinq jeunes femmes en quête de sensations fortes – dont le cinéaste a conservé les véritables prénoms – qui se réunissent en vue d’organiser une séance de spiritisme en ligne. Mais le rituel tourne (forcément) mal, en étant sans cesse court-circuité par des commentaires et des interventions incongrus, ce qui permet au cinéaste de pointer au passage les maux dernièrement recensés au sein de la population étudiante (difficultés de concentration, sentiment d’isolement, etc.). Or, les esprits convoqués durant la séance ne sont pas du tout contents du peu de respect que leur témoignent les participantes et ne vont pas tarder à se manifester à leur détriment. Impossible, dès lors, de se cacher derrière l’écran de son ordinateur, ni même d’y trouver un refuge opportun. Spectralité et procédé virtuel se complètent ici affreusement bien.

Les autres films en compétition nous rappellent combien le corps humain est diversement habitable. Quand il n’héberge

pas des démons au cours d’une séance de spiritisme qui dérape (*Host*, donc), il peut être annexé par une technologie neurologique mise au point à des fins criminelles par une organisation secrète. Il ne s’agit pas ici du pitch de *Scanners* (1981), le film de David Cronenberg réédité cet été en salles, mais bien de la vision terrifiante que déploie *Possessor* (2020), le deuxième long-métrage de son fils (après *Antiviral* en 2012), Brandon Cronenberg, qui a obtenu le Grand Prix du Festival de Gérardmer. Tasya Vos (Andrea Riseborough), agente à la solde de cette organisation, voit la combine se retourner contre elle après avoir investi le corps d’un homme au goût prononcé pour la violence... et avec lequel elle finit par se confondre, jusqu’à se perdre dans un dédale introspectif où elle se voit confrontée à ses propres pulsions de mort. Autre façon d’habiter un corps en proie au transhumanisme : le zoomorphisme, soit la métamorphose de l’humain en un animal qui y trouve un lieu de parasitage privilégié. Là encore, *La Mouche* (1986) de Cronenberg fait figure de référence incontournable du genre. Ce sont ici les moustiques dans le film de Filip Jan Rymysa (*Mosquito State*, sur le trading comme continuation de la guerre) ; la transformation en loup du jeune *Teddy* dans le film éponyme de Ludovic et Zoran Boukherma (lauréat du Prix du Jury, ex aequo avec *Sleep*, le premier long-métrage de Michael Venus) ; ou encore les sauterelles des *Nuées* dont fait élevage Virginie (Suliane Brahimi), mère de famille dont le quotidien glisse subrepticement vers la folie sanglante, sur fond de crise agricole. *Les Nuées*, de Just Philipot, marche dans les pas du « réalisme gore » de *Grave* (2017) ; le film a obtenu le Prix du public et le Prix de la Critique de cette 28^e édition du Festival international du film fantastique de Gérardmer. ●



Le Grand-Duché de Luxembourg n’a jamais été une puissance coloniale, mais il fut largement associé à la politique coloniale de la Belgique. De nombreux Luxembourgeois partirent s’installer au Congo belge entre 1880 et 1960. Missionnaires, ingénieurs, commerçants, artisans et même fonctionnaires coloniaux, ils participèrent en grand nombre à la colonisation en Afrique centrale.

Dans la première monographie consacrée à l’aventure coloniale luxembourgeoise au Congo, l’historien Régis Moes retrace l’histoire des colons luxembourgeois et analyse leur statut légal au Congo belge, la composition socioprofessionnelle de leur groupe, mais aussi la propagande coloniale faite au Grand-Duché.

Cette colonie qui nous appartient un peu
La communauté luxembourgeoise au Congo belge 1883-1960

Ce travail de recherche de 438 pages illustrées, primé meilleur mémoire de Master 2 par la Fondation Robert Krieps en 2010, vient d’être réédité et est à nouveau disponible en librairie au prix de 35 euros ou sur land.lu

